Temps critiques

Sur la politique du capital

Consommation et dynamique du capital

Le présent des transformations du
travail

Valeur et crise

N° 17 – PRINTEMPS 2014

I. SUR LA POLITIQUE DU CAPITAL

SUR LA POLITIQUE DU CAPITAL

Temps critiques

Ce texte se présente en contre point théorique des notes de lecture sur *Le capital comme pouvoir*¹ et aussi de l'article « Pour en finir avec les théories de la valeur », dans ce même numéro.

Pourquoi revenir sur ces deux points. Il nous semble que c'est parce qu'une boucle s'est bouclée. En effet, alors que le déploiement de la valeur, surtout à partir du XIX^e siècle a correspondu à une autonomisation progressive de l'économie (le « désenclavement » de Polanyi dans son livre *La grande transformation*) puis à sa domination, l'évanescence aujourd'hui de cette même valeur fait que nous avons l'impression de revenir à une phase antérieure du capital, celle où la théorie économique classique ne triomphait pas encore. C'est pourquoi la question de la puissance et du pouvoir (chère aux théoriciens mercantilistes des XVI^e et XVII^e siècles) se repose avec force alors qu'elle avait cédé le pas à celles de l'origine de la richesse (Smith puis Marx et la théorie de la valeur-travail) et de sa répartition (Keynes, la social-démocratie et la politique des revenus).

En outre, si nous reprenons de Nitzan et Bichler la notion de capitalisation, c'est parce qu'elle nous paraît centrale pour l'analyse de la révolution du capital. En effet, elle nous paraît plus juste que celle de valorisation qui ne peut être reconduite une fois admise nos développements sur « l'évanescence de la valeur ». De la même façon, la notion de « capitalisation différentielle » paraît plus opportune que celle de dévalorisation, car elle permet de comprendre la phase actuelle non comme décadence du capitalisme, mais comme reproduction « rétrécie » dans laquelle il n'y a pas que des « gagnants ». Enfin, et ce n'est pas le moins important, parce qu'elle rend compte de la tendance à étendre cette capitalisation à toutes les activités humaines et non seulement à celles qui touchent la production ou la circulation. Il s'agira ainsi de capitaliser son expérience, ses connaissances, sa retraite dans le cadre d'un processus de quantification généralisé à l'ensemble des rapports sociaux. C'est ce que nous appelons la « société capitalisée ».

1 – J. Nitzan et S. Bichler, *Le capital comme pouvoir*, Max Milo, 2012.

CAPITAL ET PUISSANCE

Tout d'abord il faut rappeler l'ordre des choses. Ce n'est pas la puissance de la finance qui plonge le monde dans la crise, mais l'épuisement des forces productives et les difficultés que cela entraîne du point de vue de la reprise d'un cycle ascendant de Kondratiev, base essentielle d'une croissance capitaliste selon la théorie des cycles longs qui a prédominé depuis les années 1930. À partir des années 1980, la recherche des bases d'un nouveau cycle n'a pas trouvé vraiment de solution, même si de nombreux économistes ont pensé que les nouvelles technologies de l'information pouvaient inaugurer une nouvelle phase d'innovation capable de tirer la croissance comme jadis le firent les industries « motrices ». Cette croyance a été remise en cause par le paradoxe de Solow en 1987 sur la productivité des NTIC qui remarquait que l'introduction de ces nouvelles technologies ne se retrouvait pas dans les statistiques de productivité. En fait, il semble que pour toute nouvelle grande innovation, il y ait une phase de digestion avant qu'elle ne produise ses effets. Et effectivement, la croissance de l'économie américaine dans les années 1990 semble avoir en partie levé ce paradoxe puisque la productivité globale a recommencé à augmenter alors que la productivité du travail continuait de baisser². Néanmoins, ces NTIC restent bien plus des moyens du connexionnisme du capital que des éléments de croissance élargie des forces productives. Et d'autres facteurs, externes cette fois, comme le danger environnemental ont poussé à une reprise en main du processus d'ensemble par le niveau I, c'est-à-dire le capitalisme du sommet comme l'appelait Braudel. Un capitalisme du sommet qui met en place des stratégies de puissance qu'il ne faut pas confondre avec les tâches routinières de la recherche de profits. Pour Braudel, le capital est pouvoir : grâce à sa puissance, en particulier financière, il peut d'en haut dominer et orienter à long terme tout son développement sans intégrer directement le rapport d'exploitation. Des stratégies de puissance disons-nous certes, mais

2 – Dans la théorie néo-classique devenue dominante après l'échec des politiques keynésiennes dans les années 1970, le progrès technique n'est considéré que comme un résidu. Il ne peut donc rien initier et statistiquement on se contentait d'acter des gains de productivité, mais sans les relier au développement des NTIC. Or aujourd'hui, la théorie dominante reconnaît que les nouvelles technologies impulsent des gains de productivité dans la mesure où elles donnent aux entreprises les moyens de l'anticipation et de l'organisation. En cela, elles permettent une pré-validation du profit qui profite en priorité aux grandes firmes dont les processus de fusions-acquisitions se sont accompagnés d'innovations organisationnelles (cf. par exemple, la théorie de l'agence).

aujourd'hui dans le contexte d'une « reproduction rétrécie³ » qui se manifeste clairement à travers plusieurs phénomènes tel ceux de la croissance par fusions-acquisitions plutôt que par capital additionnel, des efforts en recherche-développement (R-D) qui portent maintenant plus sur l'aval (communication, publicité) que sur l'amont (innovations), la prédominance de la capitalisation sur l'accumulation (cf. les notes à suivre sur *Le capital comme pouvoir*). À sa manière Keynes avait déjà anticipé cette situation en disant qu'une société peut très bien fonctionner en situation de « sous-optimalité ».

Il n'y a pas que Braudel à avoir soutenu la thèse d'une plasticité fondamentale du capital ; Giovanni Arrighi dans *Le long XX^e siècle* (Verso, 1994) insiste lui aussi sur le fait que le capital n'a pas de forme privilégiée, mais qu'il cherche toujours la flexibilité et la fluidité, ce qui le conduit à préférer en dernier ressort la forme argent. Ainsi, avant la révolution industrielle s'est-il longtemps développé sans intention d'utiliser au maximum le progrès technique déjà potentiellement exploitable à l'époque. Cela expliquerait la variété et les phases de développement du capital. Par la suite, la domination progressive de sa forme productive industrielle le conduit à des contradictions en tant que rapport social entre capital et travail et donc l'expose au risque de l'insubordination des travailleurs. Mais en cas de difficultés de ce côté-là, ses tendances marchandes et financières lui permettent de capter le surplus en provenance d'autres rapports. Son procès de domination se fait alors indirect. Comme le

3 – La reproduction simple et la reproduction élargie ne sont des notions utilisables que dans le cadre de la théorie de la valeur-travail. La reproduction simple est celle qui se déroule à productivité constante et qui met l'accent sur la distinction productif/improductif et les capitaux individuels. Elle est développée par Marx aux Livres I et II du *Capital*. La reproduction élargie correspond à une valeur qui s'auto-valorise à travers une accumulation du capital constant toujours plus importante par rapport à la part destinée au capital variable, une progression énorme de la productivité du travail et enfin, elle n'est envisageable qu'au niveau d'une reproduction du capital total. Cela Marx le développe au livre III. Or, la notion de reproduction rétrécie est d'un autre ordre ; elle n'est pas liée à la loi de la valeur mais aux nouvelles formes de la reproduction à travers le rôle du capital fictif et du niveau I dans la reproduction du capital total. La dynamique n'est plus produite par l'accumulation de capital constant (c'est une immobilisation et un frein au même titre que la propriété foncière) et par l'augmentation de la productivité du travail, mais par la capitalisation de toutes les activités et le captage des richesses comme objectif principal plus que celui de leur création. L'importance des questions « environnementales » ne fait qu'accentuer cette tendance et la nécessité d'imposer une vision supérieure, au sommet. Le capital (à travers le niveau I) domine les niveaux II et III et donc la valeur, mais ce qui est nouveau par rapport à l'époque étudiée par Braudel, c'est que cela passe par l'interdépendance, les réseaux et les connexions entre les trois niveaux.

dit un économiste, « le capitalisme a toujours plusieurs fers au feu⁴ ». Toutefois, l'historicisation du capital ne doit pas conduire à l'idée du retour du même. À chaque étape on assiste à une tentative de synthèse de la part du capital, synthèse dont il faut pouvoir rendre compte. Ainsi, les deux premières révolutions industrielles ont été des tentatives d'unification du capital autour de sa forme productive et les théories de Hilferding et de Lénine⁵ sur le capital financier et l'impérialisme essaient de rendre compte de ces transformations, mais sans atteindre à la perception et à la description de cette synthèse elles restent unilatérales. Pris dans leur déterminisme historique, elles ne voient dans la puissance montante du capital financier et le captage par l'impérialisme, qu'une nouvelle phase ultime du développement du capital. D'ailleurs Hilferding ne parlait encore que de capital financier et non pas de capitalisme financier. Mais cette synthèse de l'époque est restée à l'état de réalité très incomplète par rapport à celle que nous connaissons aujourd'hui dans la mesure où perduraient les anciennes séparations entre finance et industrie, entre production et circulation, entre travail productif et improductif, entre travail manuel et intellectuel, entre sphère privée et publique.

Une autre différence essentielle, c'est qu'aujourd'hui ce n'est plus la guerre militaire qui est l'arme première de la puissance. Le contrôle de la recherche-développement, de l'info, de « l'accès » (cf. Rifkin) est plus important que la conquête elle-même, car il ne s'agit plus d'un événement extraordinaire qui s'impose à un moment historique donné et qui rebat les cartes, mais d'un cours quotidien de la capitalisation. Celui ou ceux qui ont la maîtrise de tout cela aimantent la richesse sans avoir forcément à la produire. C'est d'ailleurs ce qu'ont toujours fait les villes-monde de l'histoire du capital et cela bien avant qu'on puisse parler de capitalisme. Beaucoup disent aujourd'hui que cette ville-monde est New York, centre des réseaux commerciaux, techniques, culturels et plus généralement des milieux d'affaires.

La puissance ne se joue plus principalement au niveau du « surproduit ». En soi il ne vaut rien s'il n'est pas réserve de puissance, par exemple dans le contrôle de la R-D ou celui de l'accès libre à certaines ressources, comme les routes du gaz et du pétrole. Que la puissance ne se joue plus au niveau du surproduit invalide aussi les distinctions entre productif et non productif. Dans la société capitalisée, tout est productif pour le capital, mais ce n'est pas encore une

4 – cf. P. Dockès : « Croissance : adaptation ou rupture », in *Fin de monde ou sortie de crise*, Perrin, 2009.

5 – Alors que Marx fait partir son analyse au niveau micro-économique de l'entreprise individuelle (livre I) sans faire intervenir la situation de concurrence (quand il en parle, c'est dans sa forme primitive et guerrière), Lénine appréhende cette question à partir de son analyse globale d'un capitalisme de monopoles.

« vérité » pour tout le monde comme le montre l'exemple de la France qui, dans sa période modernisatrice de rattrapage (les années 1970 surtout)⁶ cherchera à faire la chasse à ce qui est improductif en croyant rentabiliser les activités.

C'est cette reproduction rétrécie qui explique divers phénomènes tels la priorité donnée au captage des richesses, à la compétitivité, aux formes marchandes financières ou à celles qui apparaissent rentières alors que la grande firme-réseau brouille les frontières entre profit et rente. C'est aussi ce que Nitzan et Bichler⁷ appellent la « capitalisation différentielle ». En effet, il ne faut pas oublier que chaque crise du capital représente l'opportunité d'une destruction créatrice comme le disait Schumpeter et que ceux qui en sortent vainqueurs en sortent plus forts alors que les autres sont affaiblis ou disparaissent. Ainsi, le critique de gauche américain P. Gowan voit dans les suites de 2008, le triomphe de Wall Street dans la mesure où les grandes banques américaines en sortent finalement renforcées puisque malgré ou plutôt à cause de la faillite de l'une d'entre elles, celles qui restent sont dorénavant encore plus concentrées et surtout sont reconnus comme des institutions qui ne peuvent faillir (*Too big to fail* d'après le bon mot d'Obama). La dimension organisationnelle du pouvoir des firmes (les nouveaux principes de « gouvernance⁸ ») n'est pas réductible à ce qu'elle était à l'époque fordiste où J. Galbraith décrivait la « technostructure » et ses *managers*. La nouvelle organisation chasse la bureaucratie et la mauvaise graisse, se recentre sur les métiers de base et externalise les autres, car il y a une lutte maximale pour l'appropriation des parts de profit entre concurrents, entre dirigeants et actionnaires, entre sous-traitants et donneurs d'ordre⁹, ce qui rejette à la marge les éventuels conflits du travail

6 – Les exemples les plus célèbres ayant été la suppression des poinçonneurs du métro, puis celle des pompistes) alors qu'aux États-Unis et au Japon on multiplie les emplois « inutiles » (les plus célèbres exemples sont ceux des portiers dans les entreprises japonaises et des *grooms* ou porteurs de valise dans l'hôtellerie américaine.

7 – Nitzan et Bichler, *Le capital comme pouvoir*, Max Milo, 2012.

8 – La définition officielle de cette « gouvernance » est la suivante : un processus de coordination d'acteurs politiques (du G7 au G20 par exemple), économiques (les FMN, le club de Davos) et sociaux (les syndicats et les ONG), ainsi que d'institutions (le BIT) pour atteindre des buts discutés et définis collectivement. C'est exactement ce qui anime l'activité des membres du capitalisme du sommet (le niveau I de la domination capitaliste).

9 – cf. par exemple le conflit emblématique entre grande distribution (Carrefour) et agrobusiness (BSN) ou alors les rapports de domination qui s'inversent entre IBM et Microsoft, ou encore le « modèle » *Walmart*. La crise des années 1970 a poussé en avant deux types d'intermédiaires : la grande distribution, car il faut que les entreprises vendent coûte que coûte à cause de la baisse des profits et de la demande ; et la finance

et le problème de la répartition de la valeur ajoutée. Bien sûr, le salaire restant en grande partie un coût variable et national, il est plus facile de jouer sur lui que sur des coûts fixes où des coûts mondiaux, mais malgré les tendances à la délocalisation externe et à la précarisation interne, il y a des limites à ne pas dépasser. Le salaire n'est pas qu'un coût et il reste un revenu même quand les politiques néolibérales en faveur de l'offre semblent l'emporter. La preuve en est faite actuellement à Berlin, Londres, Pékin et Washington qui viennent de décider d'instaurer ou d'augmenter un salaire minimum national (source: dossier *Le Monde*, 11/02/2014).

Par ailleurs, quand les coûts les plus importants se déplacent à la fois vers l'amont et l'aval de la production *stricto sensu*, cela ne sert pas à grand-chose de calculer la productivité respective des facteurs et donc celle du travail. La nécessité des calculs à la marge, une des bases de la théorie néo-classique, perd sa raison d'être et cela relativise le discours récurrent sur la nécessaire flexibilité des salaires.

Ce sont des systèmes intégrés qui produisent. Le progrès technique avec l'insertion de plus en plus organique de la technoscience dans la production ne peut plus être appréhendé à la façon de Solow, ce dont tiennent compte les nouvelles théories de la « croissance endogène¹⁰ ». Finalement Schumpeter qui avait vu juste sur la dynamique du capital et le rôle de l'innovation, s'est avéré trop pessimiste quant aux risques de dégénérescence bureaucratique liés au gigantisme des grandes entreprises, aux situations de rentes monopolistes et à la disparition des entrepreneurs prêts à parier sur l'avenir et donc à investir. Les Gates, Jobs et autres existent bel et bien malgré la lourdeur d'IBM et les « mercenaires » comme Ghosn (dirigeant-redresseur de Nissan et Renault) peuvent arguer de leur pouvoir en déclarant « Il n'y a pas d'automatisme anonyme », en contrepoint de l'idée de « capital automate » développée par Marx dans les *Grundrisse*.

Cette reproduction rétrécie et la tendance à privilégier la captation des richesses ne va pas sans tensions, aussi bien au niveau interne avec l'accroissement des inégalités de revenus à l'intérieur de chaque pays qu'au

pour les crédits d'investissement que la hausse des taux et un autofinancement insuffisant, ont rendus nécessaires.

10—Dans les modèles traditionnels libéraux comme celui de Solow, la croissance économique dépend de deux facteurs: la croissance démographique et le progrès technique et ils sont dits exogènes car ils apparaissent comme extérieurs à « l'économie » et paraissent tomber du ciel. Dans le modèle de la croissance endogène, le progrès technique devient interne car il résulte des processus de formation et de la mise en place de R-D. L'évolution démographique est aussi intégrée dans la mesure où le facteur population est transformé en capital humain.

niveau externe où l'exacerbation de la concurrence contrecarre les processus d'union intra-régionaux. Au niveau national d'abord ces inégalités se manifestent par les différences croissantes entre revenus du patrimoine et revenus du travail au profit des premiers, même si cela ne fait pas resurgir une ligne de classe séparant propriétaires et non-propriétaires, de plus en plus de salariés (ou d'anciens salariés retraités) cumulant les deux types de revenus avec le développement de l'épargne salariale¹¹. Nous n'avons donc pas affaire, contrairement à ce que l'on entend souvent, à un retour du capitalisme patrimonial. Les actionnaires d'aujourd'hui qui semblent faire peser leur diktat pour un retour sur investissement, ne sont pas des propriétaires, mais de simples ayant-droit qui cherchent justement à diversifier leurs placements pour garantir leur épargne (retraite par exemple¹²) ce qui est source d'instabilité supplémentaire. Au niveau international ensuite, où les pays excédentaires comme l'Allemagne ne le sont que par rapport à des pays déficitaires de la même zone à qui ils imposent leurs règles de droit (les critères de Maastricht, la monnaie commune) et de fait (une image qualité, leur poids économique). Les unions, et l'UE en fait foi, sont des unions hiérarchisées.

Cette tension se répercute sur la question de l'endettement public des pays. En effet, dans cette reproduction rétrécie, le pays dominant est le pays le plus endetté (les États-Unis) et il finance cet endettement par la captation. Pourtant, on essaie de nous faire croire aujourd'hui que ce sont les pays les plus pauvres de la zone euro qui sont les plus endettés ! Or, dans cette même zone, si nous prenons la situation d'avant 2008, ce sont l'Allemagne puis la France soit les deux grosses puissances qui étaient les plus endettées. C'est seulement la crise financière de 2008, puis leurs propres politiques de « grenouilles voulant faire le bœuf » qui a précipité les pays du sud de l'Europe et l'Irlande dans le plus grand désarroi par la perte de confiance qui en est résultée de la part des prêteurs traditionnels.

Un faible endettement public n'a jamais été un critère de santé économique. Des experts américains comme Rogoff ont eux-mêmes reconnu leurs erreurs mathématiques dans la détermination d'un taux plafond de 90 % d'endettement par rapport au PIB, à ne dépasser sous aucun prétexte. C'est pour cela qu'aujourd'hui et particulièrement aux États-Unis, tous les experts et dirigeants poussent à ne pas faire de l'endettement la question cruciale et ce d'autant plus qu'ils ont été à l'origine de son accroissement. En effet, la révo-

11 – Ce que les économistes appellent les « effets-richesses » et « effets-revenus », procurés par les dividendes et intérêts. Ils sont des facteurs de croissance de la demande, rôle que jouaient les salaires dans la phase précédente.

12 – Le plus gros actionnaire de *General Motors* est aujourd'hui le fonds de pension des enseignants du Michigan.

lution du capital a inversé le sens de la dette de la période fordiste : de favorable aux emprunteurs dans les années 1960-1970 (entreprises et ménages, pays en voie de développement), elle est devenue, à partir de 1979 (hausse des taux d'intérêt et lutte contre l'inflation), favorable aux prêteurs.

Le capital est certes une entité abstraite, mais les États-Unis et ce que le prix Nobel d'économie J. Stiglitz appelle « la communauté financière mondiale¹³ » lui donnent sa figure de quasi-sujet de la domination au niveau I, celui du capitalisme du sommet¹⁴.

La puissance étasunienne, plutôt que d'être une nouvelle figure de l'impérialisme participe d'une volonté globale d'ordre mondial de la part des diverses puissances dont elle serait le régulateur en dernier ressort grâce à la solvabilité assurée du \$. C'est pour cela qu'aussi bien en ce qui concerne la crise financière de 2008 ou l'approvisionnement en pétrole, c'est elle qui prend les décisions. La Chine est pour le moment son principal allié puisque non seulement elle participe au financement de ses déficits, mais elle joue le rôle de contre-pouvoir en Asie où des velléités d'indépendance d'une zone Asie sur le modèle européen autour du yen japonais ont échoué du fait de l'action de la Chine. La Chine élargit d'ailleurs volontairement la zone\$ comme on peut le voir après son annexion de Hong-Kong où pour que l'île garde son rôle de grande place financière, elle lui a imposé une monnaie, certes convertible, mais liée au \$ comme l'est d'ailleurs la monnaie de Singapour. Il ne faut pas oublier non plus le rôle d'une diaspora chinoise dont la majorité des avoirs est libellée en \$. On peut suivre avec J.-M. Quatrepoint (*la crise globale*, Mille et une nuit, 2008) le déroulement de cette guerre économique qui ne dit pas son nom.

Le Japon s'était avéré un concurrent trop arrogant dans certains secteurs comme la sidérurgie, le textile et surtout celui des composants électroniques. Là-dessus est venu se greffer un différend dans lequel les Japonais ont refusé

13—La puissance actuelle de la finance nouvelle ne traduit pas une « déconnexion » par rapport à l'ensemble de l'économie, ni un aspect essentiellement parasitaire, mais par une relation de pouvoir.

14—Il faut reconnaître que nos deux articles sur la mondialisation dans le n° 10 de la revue (signés l'un par J.-L. Rocca, l'autre par J.W.) étaient très insuffisants et pour deux raisons. La première est qu'ils cherchaient à ramener cette mondialisation à une simple extension de l'ancienne internationalisation ; la seconde est que cette analyse se faisait avant que nous mettions en place une analyse à la fois plus globale et plus précise de la nouvelle stratégie capitaliste, bref, avant que l'on ne développe le concept de révolution du capital et qu'on utilise le concept braudélien de capitalisme du sommet à l'intérieur d'un nouveau schéma en trois niveaux. Nous arrivions aussi mal à démêler les rapports entre mondialisation et globalisation. Les deux processus sont complémentaires dans la mesure où ils signifient l'espace du capital et en même temps ce qui est sous son contrôle établissant et imposant ainsi une géopolitique du capital.

de livrer aux Américains des composants nécessaires à l'industrie militaire américaine. La riposte industrielle a été immédiate : les États-Unis ont injecté des milliards de dollars dans la recherche des composants ; puis la contre-attaque monétaire a suivi en jouant sur la valeur du dollar et en exerçant des pressions à la montée du yen renforcée ensuite par une pression à la baisse sur les taux d'intérêt japonais. Le résultat : un tsunami économique que personne ou presque n'analyse comme une guerre économique, la stagnation économique du Japon étant mise sur le dos de mauvaises politiques d'austérité à effets déflationnistes. Dans les faits, les grandes entreprises japonaises ont été obligées de délocaliser en Asie du Sud-Est et en Chine, dans ce qui est devenu de fait une zone dollar, parce que ni l'État ni ces grandes entreprises ne veulent toucher au modèle de la grande entreprise.

Les avoirs japonais en dollars ont alors baissé en proportion de la remontée du yen. Les Japonais détenteurs de dollars ont alors rapatrié leurs avoirs en dollars pour les placer dans l'immobilier et les actions, détruisant par là le modèle japonais de la banque-entreprise pour un modèle occidental plus risqué créateur de bulles financières et immobilières.

Ce que ne dit pas Quatrepoint, c'est que la conséquence macro-économique a été une déflation de plus de dix ans qui a sapé une partie de la puissance japonaise, même si ses entreprises restent globalement performantes. Il ne faut pas oublier que ce qui est dit aujourd'hui sur la puissance future de la Chine, se disait il y a vingt ans à propos du Japon !

ÉTAT-RÉSEAU ET SOUVERAINETÉ

Quand nous avons développé l'idée de crise de la forme État-nation (dès le n°2 de la revue) au profit de la forme État-réseau, certains ont pu penser que nous allions dans le sens d'une dépolitisation de l'État au profit d'une simple gestion des affaires courantes du capital d'une part, du durcissement de ses fonctions régaliennes d'autre part, dans le cours de la mondialisation et de la globalisation.

Et donc que la question du pouvoir ne se posait plus, que prédominait un capital-automate et que la révolution du capital accomplissait un des buts du saint-simonisme, à savoir la fin de la politique et son remplacement par l'administration des choses (domination de l'économie et à l'intérieur de l'économie, domination de l'expertise technique), les différents États et les firmes multinationales n'étant finalement plus que des supports de la dynamique du capital. Il n'en est rien. En effet, nous croyons avoir montré, aussi bien dans notre analyse des niveaux de la domination que dans la critique de la théorie de la dérivation de Marx (texte disponible sur notre site¹⁵), que

15 – Lire sur le sujet notre article *Marx, l'État et la théorie de la dérivation* :

l'État, dans sa nouvelle forme, n'abandonnait pas ses prérogatives et interventions, mais que ces dernières se transformaient.

L'impression de puissance qui se dégage du niveau I de la structure hiérarchisée de domination n'empêche pas que la question du pouvoir perdure dans la notion de souveraineté (cf. aussi le rôle joué par les « fonds souverains »).

On a eu tendance à opposer d'un côté, pouvoir politique concret ou « pouvoir de classe » dans le discours classiste et de l'autre puissance abstraite des réseaux de ce niveau I comme si ce dernier n'était constitué que d'organisations internationales comme le FMI, la banque mondiale, la commission européenne, la BCE et l'euro, les multinationales ; comme si les États ne se contentaient plus que d'une gestion nationale au niveau II, alors qu'ils sont très présents dans ce niveau I, que ce soit par leur participation à ces organisations internationales ou par le développement de stratégies commerciales propres¹⁶. Par ailleurs, on raisonne souvent comme si les flux ne connaissent plus de frontières, mais les politiques migratoires, les barrières indirectes que constituent les normes industrielles, sont là pour nous prouver qu'il reste des barrières nationales. Des pays comme la GB, le Japon et la Chine adoptent actuellement des stratégies économiques fortement marquées par un souci souverainiste et de plus en plus d'experts parient sur un échec final de l'euro, seule possibilité de retrouver une souplesse d'adaptation face aux chocs conjoncturels.

Cette lutte pour la puissance lie étroitement les États et les grands groupes, mais plus dans un rapport de réciprocité que de concurrence ou de service. Il s'agit d'être le plus efficace dans la compétition que ce soit par des subventions massives, la mise en place sans vergogne par les Américains, prétendument champions du libre-échange, d'un véritable État-commercial alors que la commission européenne traque et bride toutes les tentatives européennes de concentration à son échelle ou encore par des mesures plus discrètes comme celle que Bérégovoy accorde aux grandes entreprises françaises en 1991, avec le « bénéfice mondial consolidé » qui permet de faire disparaître les bénéfices sous les pertes (par exemple les bénéfices de Renault sous les pertes de Volvo) de manière à ne payer qu'un minimum d'impôt à l'État, celui-ci ayant à charge de trouver l'argent ailleurs ou de baisser ses dépenses. Mais comme

URL : <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article300>

16 – Il n'y a guère que deux domaines où la France maintient une position de grande puissance, celui du nucléaire et celui de la culture (exception culturelle, statut des intermittents) et dans les deux cas on voit bien le rôle moteur joué par l'État. Il n'est pas au service du capital, il est une puissance qui s'appuie sur le capital comme le capital s'appuie sur lui. Il y a symbiose au niveau I même s'il peut y avoir divergence ou conflit au niveau II.

d'habitude, il en va de la puissance industrielle de la France! Hier Bérégovoy, aujourd'hui Montebourg et Gallois.

La crise de 2008 a encore accru ces aspects puisque les grandes banques, assurances et entreprises sont considérées finalement maintenant comme des institutions et traitées comme telles, alors que paradoxalement, dans le monde entier, les institutions sont en train de se transformer en entreprises.

L'État reste le stabilisateur politique de cette synthèse à l'œuvre même si cette stabilisation s'effectue plus par la densité de ses réseaux et ses ramifications au plus près du rapport social — il n'y a plus de société civile — que par la manifestation d'une véritable souveraineté nationale. Quant aux grands groupes, ils assurent une stabilisation économique par les nouveaux réseaux qu'ils sont obligés de tisser non seulement avec leurs équipementiers habituels, mais avec de nouveaux sous-traitants qui émergent avec les pratiques d'externalisation. Même s'il y a des conflits d'intérêts entre États et groupes parce que ces derniers sont pour la plupart des FMN, les intérêts sont le plus souvent croisés. Comme dans le domaine militaire aux États-Unis ou dans la crise actuelle quand on voit l'État britannique nationaliser les banques sous un gouvernement très libéral afin de soutenir la *City*.

L'exemple récent de l'offensive industrielle du sidérurgiste indien Mittal montre la difficulté qu'à l'Europe à intégrer le nouveau schéma de restructuration à trois niveaux. C'est le groupe de pays où est née la forme État-nation qui a le plus de mal à faire coïncider cette restructuration et le passage à l'État-réseau. L'Europe a laissé des organisations économiques issues de son sein organiser d'abord une dérèglementation concurrentielle contre ses industries nationales, puis une réglementation monétaire de monnaie unique forte à tendance déflationniste, le tout sans créer parallèlement des institutions politiques correspondantes. La différence est patente avec l'Angleterre par exemple, mais aussi avec le Japon et les États-Unis. Et ne parlons pas de la Chine où la violence de l'État peut riposter ou circonvenir la violence du capital. En France, par exemple, faute de trouver le bon curseur, on oscillera de la soumission complète aux investisseurs étrangers, à la nationalisation (cf. encore, les gesticulations de Montebourg à son arrivée au poste de ministre du redressement industriel).

LA PLACE DE « L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ » AU SEIN DU PROCESSUS DE CAPITALISATION

Les règles du marché peuvent être considérées comme des garde-fous du capitalisme dans la mesure où elles contrecarrent ses tendances naturelles à la forme monopolistique ou en tout cas oligopolistique qui prédomine dans ce que nous appelons le secteur I. Elles fonctionnent un peu comme une autoli-

mitation dans ce niveau I et comme coordinatrices dans le niveau II. La forme réseau générale qui est en passe de gagner toutes les organisations productives doit permettre de lier les différents éléments et par exemple les rapports entre organisation hiérarchique et contractualisation dans les rapports marchands. Mais il semble abusif, même si nous ne sommes pas tous d'accord entre nous là-dessus, de dire que l'ennemi principal, c'est ce marché ou la forme marchande ou encore l'argent.

C'est à ce garde-fou que se rattachent les différentes variantes de la social-démocratie quand elles critiquent les lois implacables de « l'économie de marché » (qu'on laisse aux libéraux), mais adhèrent à la vision d'une « société de marché » (la gauche française) ou d'une « économie sociale de marché » (la CDU et le SPD allemands).

Le capitalisme n'invente pas les hiérarchies sociales ; il les utilise, de même qu'il n'a pas inventé le marché ou la consommation. Comme le disait Braudel : « Il est, dans la longue perspective de l'histoire, le visiteur du soir ». Les anciennes hiérarchies l'englobent et lui donne une base solide lui permettant de se transcender en en créant d'autres qui lui donnent sa dynamique et en retour le commandent à l'avance. Là encore, ce qui prédomine ce n'est pas l'automatisme de la reproduction, car les signaux ne vont pas tous dans le même sens : à la domination de *Microsoft* répondent les logiciels libres et les *hackers*, au *Monopoly*, jeu inventé par un chômeur américain, répond aujourd'hui la mode des « jeux coopératifs », à la perte d'importance du travail manuel répond l'explosion du bricolage avec « *Castorama* partenaire du bonheur » qui tente d'imposer l'ouverture des grandes surfaces le dimanche.

Le paradoxe actuel c'est que l'horizontalité des réseaux et la mise en place du travail en équipe dans la gestion par objectif qui remettent en cause les anciennes formes hiérarchiques des organisations quelles qu'elles soient, nécessite de rehiérarchiser ailleurs pour assurer que tout circule entre un bas et un haut, entre un centre et une périphérie. Un paradoxe qui se transforme en contradiction quand le discours du capital énonce des injonctions simultanées et contradictoires comme d'un côté, le fait qu'il est nécessaire de réguler, fixer et normer et de l'autre, qu'il faut insuffler du mouvement, du courant et de la fluidité pour « faire bouger les lignes ». Mais cela ne touche pas que l'entreprise nouvelle. La même nécessité et la même difficulté existent pour mettre en réseau tout en les hiérarchisant, les trois niveaux, celui de la puissance (niveau I) ou se mêlent les actions des États, des FMN et des grandes organisations internationales, celui du pouvoir au niveau national (niveau II) dans lequel se déploie le tissu industriel et économique, mais doivent être reproduits quotidiennement les rapports sociaux, celui de la petite production et de l'économie informelle (niveau III). Toutefois, l'interaction dialectique

entre ces trois niveaux ne permet pas de parler en termes de « Système », car ils ne fonctionnent pas sur les mêmes bases ou principes. Le premier fonctionne « à la puissance », le second « au profit » et le troisième mélange la fluidité de l'informel et la rigidité d'une rente qu'il faut à son tour fluidifier à travers les différentes formes de blanchiment, légales ou illégales.

La dynamique de cet ensemble hiérarchisé provient de ce que tous les niveaux concourent à la reproduction d'ensemble : le niveau I organise, investit, rentabilise en grandes quantités ; le niveau II innove et produit en quantités limitées ; le niveau III vit dans les pores du niveau II et lui fournit une base arrière et une multiplicité d'expérience et de formes « alternatives », d'économie « solidaire » ou encore souterraine (contrebande, corruption).

Il semble que Braudel n'a pas bien perçu le changement fondamental qui s'est produit dans la révolution du capital. Comme tout historien de la longue durée, il cherche surtout à montrer les continuités et a tendance à négliger les discontinuités. En conséquence, pour lui, les trois niveaux sont séparés ; à la limite, ce sont trois mondes et celui du sommet finalement parasite le second qui est celui des échanges et de la production. C'est pour cela que dans ses dernières prises de position politique (sa conclusion de 197 au troisième volume de *Civilisation matérielle, économie et capitalisme...*), il n'est pas loin des théories de la déconnexion. À cet égard Polanyi semble mieux avoir saisi la signification de l'institutionnalisation du marché comme étape nécessaire vers une totalisation du capital, mais il voyait cette tendance comme contradictoire avec l'existence future du marché qui perdrait alors de sa capacité dynamique. Dans les deux cas, les deux auteurs qui ont une importance certaine, n'ont pas eu le temps de vivre la révolution du capital et la nouvelle tentative de synthèse à l'œuvre dans la tendance vers la société capitalisée.

NOTES DE LECTURE SUR LE LIVRE « LE CAPITAL COMME POUVOIR¹ »

Jacques Wajnsztein

Certaines des thèses du livre de Nitzan et Bichler se rapprochent de celles de *Temps critiques* et nous avons jugé bon d'aller y voir de plus près.

TOUT D'ABORD UNE CRITIQUE DE LA LOI DE LA VALEUR...

C'est assez logique puisqu'eux aussi s'appuient sur le Castoriadis de la période des années 1960-1965 (pseudo « Cardan ») pour critiquer l'économisme de Marx et sa théorie de la valeur. Donc je ne reviendrais pas ici sur cette critique puisque les références en question sont connues, qu'elles proviennent de Castoriadis, de Nitzan-Bichler ou encore de *Temps critiques* ou de notre livre *L'évanescence de la valeur*. Toutefois, un point me pose problème à la lecture du *Capital comme pouvoir* et qui est en lien avec la question de la valeur, c'est l'approche de la question du travail.

... QUI N'ÉCLAIRE POURTANT PAS LA QUESTION DU TRAVAIL ET LA NÉCESSITÉ DE SA CRITIQUE...

Nos deux auteurs développent une position inspirée de Castoriadis, à savoir l'autonomie possible des formes de travail concret par rapport au travail abstrait. Le premier permettrait une marge de manœuvre nécessaire à la fois à la bonne marche de l'entreprise et à la bonne santé psychologique et intellectuelle du travailleur², alors que le second ne serait que pure activité sociale indifférenciée dans le capitalisme moderne. Mais qu'en est-il réellement ? La vision dominante en sociologie du travail, en France du moins, reconnaît une tendance à réduire progressivement ou massivement tout travail complexe à du travail non qualifié ou déqualifié. C'est aussi ce que montrent, par exemple, les études de Braverman aux États-Unis sur la question ; études largement reprises en France par des sociologues du travail comme Freyssenet et Coriat. Face à cette position, que disent Nitzan et Bichler :

1 – Jonathan Nitzan et Shimshon Bichler. *Le capital comme pouvoir. Une étude de l'ordre et du créordre*, Max Milo, 2012.

2 – Ce point est d'importance dans la nouvelle orientation de la revue à partir de la scission avec *Pouvoir Ouvrier*. On peut ainsi se reporter à l'article de S. Chatel : « Hiérarchie et gestion collective », n° 38, p. 26-43 (1964).

- premièrement, le « système » ne peut fonctionner avec des individus automatisés purs (contradiction entre passivité et activité, cf. Chatel, *op. cit.*, p. 26-30) ;
- deuxièmement, le travail qualifié, donc différencié, résiste avec l'artisanat et se développe dans le secteur des NTIC ;
- troisièmement, la plupart des produits fabriqués contiennent du travail qualifié³. Cela justifierait, au niveau théorique leur critique de la loi de la valeur parce que toutes les formes de travail concret ne sont pas assimilables à du travail abstrait, tout le travail n'est pas non plus déqualifié, ce qui fait qu'on ne peut quantifier des valeurs qui n'ont pas d'unité de mesure. Mais cela justifierait aussi, au niveau politique, le maintien d'une perspective castoridienne de « gestion ouvrière », à condition que ce terme soit étendu à l'ensemble du salariat, surtout si cela est combiné avec la vision gorzienne d'un résidu incompressible de travail hétéronome à se partager entre tous.

Cette perspective ne tient pas compte de plusieurs choses :

- tout d'abord, que la révolution du capital induit, de par sa dynamique propre, une révolution anthropologique. Ce bouleversement de l'homme comme être générique avait déjà été signalé par Pasolini en 1975⁴, mais aussi antérieurement, par Castoriadis lui-même, certes sous d'autres mots, quand il dit que la dynamique du capital a liquidé les anciennes figures archétypales (Weber) qui ont conduit à la maturité capitaliste. Elles sont donc périmées ces figures du fonctionnaire wébérien, de l'entrepreneur schumpetérien... et du « bon travailleur » marxiste ou anarcho-syndicaliste sur lequel on peut compter... pour après la révolution⁵. Ce travailleur conçu sur le modèle de l'ouvrier-artisan est désormais devenu introuvable autrement que sous la figure, dégradée mais populaire, du « plombier polonais » ;

3 – J'ai déjà eu cette discussion avec Claude O. et Daniel S-J au sein du réseau Soubis (disponible sur demande à la revue). La difficulté réside dans la méthode : est-ce qu'on tient compte des proportions ou non, est-ce qu'on parle en termes de tendance, etc. ?

4 – cf. *Écrits Corsaires* et *Lettres luthériennes*, Champs-Flammarion.

5 – Il n'est pas question de nier le plaisir que peuvent provoquer la passion de l'activité pour les travaux très qualifiés ou le plaisir du travail bien fait en général. Mais la recherche d'un « bon travailleur » pour les temps futurs d'après la révolution résonne comme une idéologie, ouvriériste certes, mais idéologie quand même. Et de toute façon, elle réserve bien des déboires à ses partisans. Un exemple historique édifiant nous en est donné par Michael Seidman dans sa brochure *Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail, Paris et Barcelone pendant le Front populaire français et la révolution espagnole (1936-1938)*, Échanges et Mouvement, 2001.

– ensuite, qu’il ne s’agit pas de restaurer une primauté du travail concret qui ne serait pas capitaliste parce que comprenant une part irréductible à la domination... pour la minorité des emplois très qualifiés. Des pratiques singulières de travail ne changent rien à la nature du travail en général, c’est-à-dire une forme aliénée de l’activité générique des femmes et des hommes. Les nombreux cadres aujourd’hui licenciés ou en situation de *burn-out* en apportent la preuve.

En privilégiant la critique de l’aliénation du travailleur dans la division dirigeants/exécutants par rapport à celle de l’exploitation à travers la loi de la valeur, Castoriadis a voulu remettre de la politique dans une théorie par trop déterministe et objectiviste, mais cette « avancée » critique est bloquée par une vision anthropologique du travail. Castoriadis critique la loi de la valeur, la « valeur-travail », mais pas le travail comme valeur⁶. Comme ce travail s’effectue dans l’entreprise, celle-ci est perçue comme une sorte de sanctuaire qui s’autonomise du capital à partir du moment où l’analyse critique se centre sur le travail et l’expérience de la communauté-travail. Cela l’amène à isoler le procès de travail du procès de production et à séparer le pôle travail du pôle capital comme si ce dernier était un extérieur, quelque chose de surajouté dont on pourrait se passer. Le lieu de travail est le lieu de « l’expérience prolétarienne » liée à la fois à la professionnalité au travail (c’est donc une vision extrêmement datée puisque le procès de production n’a pas arrêté depuis de supprimer les métiers et les qualifications pour tout recouvrir par la notion vague de compétence⁷) et aux luttes communes dans l’usine. À cette aune il devient difficile de comprendre la dynamique de la capitalisation qui pousse à substituer toujours plus de capital fixe au travail (« le mort saisi le vif ») ou alors il faut reconnaître que le procès de travail est inclus dans quelque chose qui le dépasse, c’est-à-dire un procès de production avec ce qui en découle du point de vue des perspectives : la gestion ouvrière (entendue au sens large, car la composition ouvrière s’est transformée) ne ferait que se substituer à une gestion capitaliste, mais n’apporterait pas de changement de nature du « système⁸ ». Le travail resterait prescrit par sa position dominée face à la position dominante du capital fixe et à une production imposée et inchangée qu’il ne s’agit pas de « gérer », l’usine est perçue comme un territoire neutre à conqué-

6 – Cette position est bien synthétisée dans l’article cité de Chatel, p. 37.

7 – Je ne nie pas qu’il existe encore des métiers et des qualifications pointues ; je cherche juste à dégager le sens général.

8 – Daniel Mothé poussera à bout cette logique : d’abord en tant qu’ouvrier chez Renault, puis en tant que responsable de la CFDT, enfin en tant que conseil d’entreprise.

rir⁹. Cette perspective me paraît faible par rapport à celle que tracent les opé-
raïstes italiens des *Quaderni Rossi* à la même époque avec les thèses de Panzieri
sur la nature capitaliste de la révolution technologique en cours. Pourtant les
deux groupes entretenaient des rapports *via* Danilo Montaldi qui anime *Uni-
tà Proletaria* à Crémone.

... CAR « L'EXPÉRIENCE PROLÉTARIENNE » EST DEVENUE NÉGATIVE.

La perspective de *SoB* est encore celle de l'affirmation du travail même si ce
n'est plus celle de l'affirmation d'une classe, le prolétariat. L'expérience ou-
vrière est largement positivée comme base et contenu du socialisme à venir
même si le terme exact utilisé dans le n°11 de 1952 est celui « d'expérience
prolétarienne ». En effet, pour *SoB*, n'y a pas de différence entre expérience
ouvrière et expérience prolétarienne, car la seconde ne peut venir que de la
première qui est centrale dans la perspective de la « construction du socia-
lisme¹⁰ ». Or, si le lieu de travail peut bien être un lieu de lutte, cela n'en fait
pas le lieu d'une communauté de lutte. C'est le lieu d'une communauté de
travail qui lie d'ailleurs dirigeants et dirigés dans un rapport de dépendance
réciproque. Mais quand une communauté de lutte s'exprime à un haut niveau
d'antagonisme, ce n'est que dans l'émergence d'un écart avec cette commu-
nauté du travail ou alors quand cette unité se réalise, c'est qu'elle est aussi la
limite de la lutte.

C'est ce qui est arrivé pendant la grande grève chez Lip (1973). Cette grève est
remarquable parce qu'elle correspond justement à la fin d'une époque où
pouvait encore être pensée et réalisée cette unité. La formule « les Lip », mé-
lange d'auto-appellation et d'imposition médiatique résume à la fois
l'intensité de la lutte d'usine centrée sur le travail et un terrain (l'entreprise)
qui se dérobe à elle. Ce glissement de terrain n'a fait que s'amplifier depuis
avec la restructuration des lieux de production, le démantèlement des « forte-
resses ouvrières », la mise en réseau des entreprises, les délocalisations et la
mondialisation.

L'expérience ouvrière est devenue négative dès la fin des années 1960 et pen-
dant les années 1970, comme on a pu le voir, par exemple dans les luttes de la
jeunesse ouvrière en France et en Italie particulièrement. On y trouvait déjà
une véritable aversion pour cette expérience d'usine et pour le travail en géné-
ral, celle qui habite encore plus aujourd'hui les jeunes générations issues des

9 – Est-ce une influence lointaine de Trotsky qui croyait que l'armée blanche pouvait
devenir rouge ?

10 – C'est très différent de la perspective de Tronti qui, dans *Ouvriers et capital* (1967),
fait du caractère prolétaire et du salariat le centre, par rapport au travail où le salarié ne
peut qu'être réduit à une fraction du capital, à du « capital variable ».

couches populaires parce qu'ils ne peuvent même plus servir à une armée industrielle de réserve et qu'ils ont donc tôt fait d'endosser les habits des anciennes « classes dangereuses¹¹ ».

Cette expérience négative est confirmée par les types de lutte qui continuent à flamber de façon sporadique ici et là. Les grèves *desperados* du tournant des années 2000 (Cellatex, Kronenbourg, Bertrand-Faure) ou plus récemment chez Continental prennent des formes violentes ou de rupture avec la tradition ouvrière parce qu'elles rendent compte non pas du refus de mauvaises conditions de travail, de l'exploitation au travail par les cadences infernales, de mauvaises conditions de salaires, mais d'une expulsion de force de travail du procès de production. En cela, même si elles revêtent toujours un caractère collectif, elles ne forment plus à proprement parler des communautés de lutte, car elles expriment surtout la fin de toute communauté dans les conditions de la société capitalisée.

Ces conditions de travail peuvent bien sûr encore représenter des conditions réelles, mais ce n'est plus cela qui est en question. Les salariés vivent directement le processus d'inessentialisation de la force de travail dans la valorisation, la perte de centralité du travail dans la capitalisation, la perte de centralité du lieu strictement productif au sens traditionnel du terme quand ils s'étonnent qu'une entreprise qui fait des bénéfices puisse fermer.

[J]ouvre ici une parenthèse sur la question de « l'expérience prolétarienne ». La notion a quand même une drôle d'histoire et s'il est logique d'en parler comme une des thèses de *SoB*, elle n'en a pas moins été une source de conflit à l'intérieur de la revue. En effet, son origine vient de Claude Lefort pour qui la classe ne peut pas être définie de façon objective (la « classe en soi » de Marx, une catégorie sociale pour les sociologues) et encore moins de façon essentialiste (la mission révolutionnaire de la classe : « le prolétariat est révolutionnaire ou il n'est rien »). Pour Lefort, elle ne peut l'être que par sa pratique au travail et plus largement son rapport au monde. La classe est donc un véritable sujet qui n'a besoin ni de programme à définir à l'avance ni d'organisation d'avant-garde. Tout partira donc de « l'expérience ouvrière ».

Castoriadis (Chaulieu) oppose à la thèse de Lefort, les thèses de 1949 sur la nécessité du parti révolutionnaire¹². Position qu'il continuera à défendre en

11 – Sur cette expérience ouvrière négative, cf. *Après la révolution du capital*, p. 224-225 et la note 125. cf. aussi « Jeunes en rébellion » dans le n° 13 de *Temps critiques*. Cette jeunesse en rébellion dont justement *SoB et l'IS* avaient bien su percevoir dès le début des années 1960, le contenu subversif potentiel.

12 – Le débat a lieu dans le n° 10 de *Socialisme ou Barbarie* en 1952 sous le titre : « Le prolétariat et le problème de la direction révolutionnaire ». Il faut remarquer que ce débat est biaisé par le fait qu'il ne porte pas sur ce point précis de l'expérience proléta-

1954 dans sa polémique avec Pannekoek autour de la question des conseils ouvriers. Mais à l'époque, la position de Lefort sur l'expérience ouvrière est encore forte parce que son subjectivisme s'objective dans le développement de la classe ouvrière en tant que catégorie du capital — si ce n'est en tant que force révolutionnaire — et que le procès de production reste encore classique, caractérisé essentiellement par l'extension progressive de l'OST et du fordisme des années 1920-1930 ; par contre la position de Chaulieu est toute théorique et reste au niveau de la pétition de principe. Il n'y a pas de parti révolutionnaire et d'ailleurs son heure n'a pas encore sonné. L'arrivée de D. Mothé ouvrier chez Renault et qui participe au journal d'usine *Tribune ouvrière* avec d'autres oppositionnels à la ligne syndicale cégétiste et stalinienne (Bois lié au groupe Barta de *Voix ouvrière* qui deviendra plus tard *Lutte ouvrière*), donne de la vigueur à l'idée d'expérience ouvrière, mais elle ne satisfait pas complètement le groupe qui juge bon de créer le mensuel *Pouvoir ouvrier* (1958), sorte de synthèse entre un journal d'usine et une revue politique.

Si l'idée d'expérience ouvrière persiste au moins jusqu'à la scission de 1958 avec le départ de la tendance Lefort-Simon, elle semble disparaître ensuite... jusqu'à ce que Castoriadis (Cardan) la reprenne à son compte à partir du n° 31 de 1961 et son article « Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne » (p. 52-53). Il y énonce que la contradiction n'est pas entre capital et travail, mais entre production et travail, comme si la production ce n'était pas le capital. En fait sa position nouvelle provient de son abandon de la théorie de la valeur en tant qu'analyse quantitative de répartition de la richesse. La contradiction capital/travail peut donc être surmontée par l'avènement d'une société de consommation qui permet de surmonter les crises capitalistes sans qu'il y ait de crise finale. Par contre la contradiction entre domination capitaliste et nécessité pour cette dernière d'actionner le travail pour son propre compte, ne peut être levée autrement que par une révolution menant à la gestion ouvrière, ce dernier terme devant être élargi aux techniciens et employés comme le montrent les articles de S. Chatel dans les derniers numéros de la revue.

La redécouverte par Castoriadis d'une idée ancienne peut sembler assurer une continuité théorique, mais dans des conditions qui ont changé. Le procès de production s'est en partie transformé, les catégories ouvrières et le salariat aussi. L'intégration de la technoscience au procès de production pose la question de la possibilité de sa « récupérabilité ». Le discours de Castoriadis reste encore industrialiste et progressiste.]

rienne, mais sur la question de l'organisation et accessoirement sur celle de la conscience.

IL N'EXISTE PLUS DE TRAVAIL ET D'UTILITÉ QUE POUR LE CAPITAL

Revenons maintenant à nos deux auteurs et au livre *Le capital comme pouvoir*. Il me semble que leur position est liée à leur définition unilatérale du travail abstrait comme travail physiologique ou travail en général qui produirait de la valeur d'échange (charge négative) par opposition à un travail concret (qu'il soit qualifié ou non qualifié) qui produirait de la valeur d'usage (charge positive), oubliant alors le second aspect de la définition du travail abstrait chez Marx, à savoir son caractère socialisé spécifique dans le travailleur collectif du capitalisme.

Ce qui m'apparaît ici mal dégagé c'est ce que Marx voulait dire par travail physiologique, à savoir un moment humain — malgré tout — dans l'aliénation... qui peut permettre de dépasser et même d'abolir le travail comme séparation de l'activité humaine et de la domination. En restant bloqué sur les valeurs d'usage on va dans l'impasse, car la domination réelle du capital¹³ a rendu caduque la distinction valeur d'usage/valeur d'échange et vaine les discussions autour de l'utilité de tel ou tel travail¹⁴.

Si l'erreur des marxistes — même des « meilleurs » — est de réduire le travail concret au travail abstrait, il ne s'agit pas de faire l'inverse. Le travail socialisé par le capital est du travail abstrait/concret et c'est cette double nature proprement capitaliste du travail qui permet de comprendre le procès d'abstraction du travail, c'est-à-dire une forme de socialisation supérieure — par exemple dans le *General intellect* —, mais qui échappe encore plus aux travailleurs parce que cette intelligence collective se réfugie dans le capital fixe¹⁵. Contrairement à ce que pensent les néo-opéraïstes autour de Negri, il ne suffit pas de s'emparer du commandement du *General intellect*. Cette intelligence collective n'est pas utilisable telle quelle. Elle n'est pas que le produit d'une

13— Pour une définition de domination formelle et domination réelle du capital, cf. Marx, *Le VI^e chapitre inédit du capital* et pour notre interprétation simplifiée et résumée, cf. *Temps critiques* n° 15, note 71, p. 49. Disponible sur le site de la revue. <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article206>

14— Cette discussion autour de l'utilité est une tarte à la crème devenue un sujet de discussion, style « café du commerce » dans lequel s'expriment toutes sortes de jugements sur la réalité du travail des autres et son « utilité ». C'est un vieux reste de l'idéologie du travail et plus particulièrement du travail productif, mais aujourd'hui il n'y a d'utilité que celle du capital, qu'elle s'exprime du point de vue de l'offre (puissance de capitalisation) ou de la demande (capacité de consommation et de distinction).

15— C'est moins simple pour les NTIC car il y est difficile de distinguer entre travail mort et travail vivant, entre producteur et consommateur. Qu'est-ce qu'un logiciel par exemple? C'est une combinatoire entre les deux : du *hard* et du *soft*.

séparation entre dirigeants et exécutants, elle est aussi le produit de la domination d'un rapport social et politique.

UN PROCÈS DE TOTALISATION DU CAPITAL...

Nitzan et Bichler affirment aussi un procès de totalisation du capital rendant inadéquate la division ancienne entre des fractions du capital qui s'opposeraient. Une banque ou un marché financier peuvent retirer leur confiance à une entreprise, mais comment une holding peut-elle retirer sa confiance aux unités de production qu'elle chapeaute? Totalisation qui rend caduque aussi les distinctions entre capital nominal et capital fictif, entre capital productif/travail productif d'un côté et capital improductif/travail improductif de l'autre.

Nitzan-Bichler critiquent aussi Braudel et Castoriadis pour leur distinction stricte entre économie de marché et capitalisme comme si les deux étaient antithétiques. Leur critique de Braudel (p. 564) recoupe exactement la notre (cf. *Temps critiques*, n° 15, p. 15). Si l'erreur de Braudel paraît compréhensible puisque ses efforts pour synthétiser les moments de la dynamique originelle du capitalisme selon trois niveaux l'amènent à cloisonner ces niveaux parce que la période historique étudiée est caractérisée par un développement très inégal des différentes zones, il est surprenant de lire sous la plume de Castoriadis : « Là où il y a le capitalisme, il n'y a pas de marché ; et là où il y a marché, il ne peut pas y avoir capitalisme » (*Quelle démocratie?* Seuil 1998, vol VI des *Carrefours du labyrinthe*) alors que Castoriadis parle du « capitalisme moderne » (le titre de son article du n° 31 l'indique très clairement¹⁶)...

QUI A POUR BUT LA CAPITALISATION ET LA PUISSANCE

Un concept important est également développé dans ce livre, celui de « capitalisation » ; concept qui se soucie moins d'une origine du capital nichée dans le travail, la valeur ou le profit, mais bien plus d'un résultat et d'un but : les flux financiers. La capitalisation, c'est la capacité d'un « système » à tout transformer en flux financiers ou monétaires.

Marx disait déjà : « Constituer du capital fictif s'appelle capitaliser. On capitalise toute recette juridique, en la calculant selon le taux d'intérêt moyen,

16 – Sur les rapports entre « économie de marché » et capitalisme on peut se reporter à mon article « L'économie de marché ne représente pas une nouvelle formation sociale » (*Noir et Rouge* n° 30, 1993) et pour une version plus complète à *L'individu et la communauté humaine*, vol I des anthologies de *Temps critiques*, L'Harmattan, 1998, p. 320-331. Ce texte n'est pas sur le site et à vrai dire il faudrait que je le reprenne en l'intégrant à mes derniers développements publiés dans *Après la révolution du capital* (L'Harmattan, 2007) et dans les numéros 15 et 16 de la revue.

comme un revenu que rapporterait un capital prêté à ce taux » (*Œuvres*, Gallimard, vol II, p. 1755). Nitzan et Bichler montrent bien comment à partir de là, Marx se pose la question d'une possibilité d'un capital qui fructifie tout seul (*ibid.*, p. 1965 et 1973-74) et finalement comment il se pose une question fondamentale aujourd'hui pour comprendre la crise actuelle : est-ce que cette pléthore de capital (capital porteur d'intérêt et capital-argent) est une manière particulière de poser la crise de surproduction industrielle (il me semble que c'est actuellement la position défendue par l'économiste marxiste F. Chesnais) où bien s'agit-il à côté de celle-ci, d'un phénomène particulier ? (*ibid.*, p. 1761).

Marx ne donne pas de réponse. Nitzan, Bichler et moi-même penchons pour la deuxième possibilité, mais sans la mettre en balance avec la première puisque la notion même de surproduction au sens classique ne nous paraît plus valable aussi bien dans le cadre de ce que nos auteurs appellent la « capitalisation différentielle » qui amène les grandes firmes à s'auto-contrôler en n'exploitant pas toutes leurs capacités ; que dans le cadre de ce que j'appelle pour ma part, une situation de « reproduction rétrécie ».

Deux exemples de cette « reproduction rétrécie » : en premier lieu, le mode de croissance par fusions/acquisitions qui est devenu dominant par rapport à celui de la croissance par investissements et capitaux nouveaux ; en second lieu, le côté — certes fondamental à court terme, mais périphérique à long terme — des nouvelles innovations, particulièrement dans les NTIC. Les gains de productivité qui en résultent sont négligeables par rapport à ceux de la seconde révolution industrielle. Le premier point est largement développé par Nitzan-Bichler, le second par l'article « Quelque chose : quelques thèses sur la société capitaliste néo-moderne » de Riccardo d'Este dans le n° 8 de *Temps critiques* (1995) et repris dans le vol. 1 de l'anthologie de la revue : *L'individu et la communauté humaine*, article consultable sur notre site.

Un autre obstacle à la tendance à la surproduction est le développement plus important du secteur des moyens de consommation par rapport au secteur des biens de production. C'est là un point développé par Loren Goldner (cf. dans notre n° 15 le dialogue avec lui sur la crise et le capital fictif, p. 65-74).

Un dernier phénomène qui lui aussi contrarie la reproduction élargie c'est le flux puissant de liquidités en provenance des pays émergents (cf. mon article du n° 15 : « Le cours chaotique du capital » p. 94-95) qui correspond bien à la pléthore (ou suraccumulation) de capital porteur d'intérêt et de capital-argent dont parlait Marx. La reproduction élargie nécessiterait que ces sommes se transforment en investissements traditionnels alors qu'ils servent à éponger des dettes (américaines par exemple) ou à financer des projets somptuaires. Reproduction rétrécie, disons-nous encore.

« Cette capitalisation n'est pas connectée à la réalité, elle est la réalité » (p.313), écrivent les deux auteurs. Cela recoupe notre notion de « société capitalisée ». Toutefois, j'aperçois une différence d'approche dans le fait qu'ils font partir la capitalisation, définie comme capacité du capital à tout transformer en flux financiers, d'une technique comptable qui est celle de « l'actualisation ». Elle répond au principe selon lequel la capitalisation doit être fondée sur la recherche de revenus potentiels nouveaux plutôt que sur un calcul de coûts « réels¹⁷ ». Cela permet ensuite de réaliser le processus de captation de richesses. Alors que de mon côté, je pars plutôt du processus de domination qui permet le captage et trouve tout au long de l'histoire du capital ses techniques appropriées : hier la lettre de crédit et l'emprunt royal, le capital fictif des premières sociétés par actions, aujourd'hui, les effets de levier du crédit, les *hedge funds*, les sociétés de capital-risque et les produits dérivés.

... À TRAVERS LE NOUVEAU RÔLE DE L'ÉTAT

La position de Nitzan-Bichler sur les rapports entre capital et État est également proche de la notre puisqu'ils avancent l'idée d'un « État de capital » qui s'oppose aussi bien à la vision libérale d'une opposition entre capital (liberté maximale) et État (minimum) qu'à la vision marxiste d'une complémentarité et *in fine*, de soumission de l'État par rapport au capital (l'État du capital).

Quant à moi, je préfère parler d'une « inhérence » entre capital et État moderne. Une nuance toutefois : quand les deux auteurs parlent de l'État, on a un peu l'impression qu'il s'agit d'un État intemporel. Ces formes et son rôle ne sont pas spécifiés et distingués. Certes on peut penser qu'ils parlent de l'État dans sa forme moderne à partir du XVI^e-XVII^e siècle, donc celui qu'analyse aussi Braudel, mais il y a de fortes différences entre ces pionniers-aventuriers du capital que sont les cités-États de l'époque, ouvertes vers l'extérieur, et la captation des grands États-nations qui vont leur succéder avec une production massive en direction de marchés qui n'empêche toutefois pas l'impérialisme et enfin les États actuels structurés au sein de réseaux globalisés. Si toutes ces

17 – Un exemple de technique d'actualisation se manifeste dans le bilan comptable des banques. Quand la banque prête de l'argent à une entreprise, elle inscrit le montant du prêt en actif alors qu'en toute logique économique la somme devrait figurer à son passif. Ce dont tient compte la banque ici, c'est uniquement de son revenu futur. Tout cela a été théorisé par Irving Fisher au début du XX^e siècle, mais une telle hérésie bousculait trop les dogmes économiques en vigueur à l'époque pour qu'elle soit reconnue immédiatement comme une des bases de la nouvelle dynamique de la domination réelle du capital.

formes ont accompagné le développement du capital, elles ne sont pas toutes dans le même rapport avec lui.

Nous avons vu les points de rapprochement avec nos deux auteurs, mais il y a aussi, entre eux et nous, des interprétations différentes et des oppositions :

A) ILS ONT TENDANCE À NE VOIR LE CAPITAL QUE SOUS DEUX ANGLES :

une représentation symbolique du pouvoir d'un côté, une mégamachine sociale de l'autre alors qu'il opère aussi par accumulation de marchandises, qu'il constitue une forme de rapport social entre capital et travail et qu'il se déploie en tant que « civilisation matérielle » (Braudel) des individus de la société capitalisée.

S'il y a représentation symbolique, elle semble pour eux être davantage centrée sur la notion de « valeur » que sur celle de « capital », grâce à la polysémie du premier terme. L'oubli du rapport social me paraît d'autant plus gênant qu'on distingue mal, alors, comment s'exerce cette dynamique du capital et comment opèrent les rapports de force qui agissent en son sein. Le capital apparaît comme pur pouvoir de domination et non comme rapport de dépendance réciproque entre les classes, groupes, individus. Les individus ne sont pas actifs/passifs qu'au travail, ils le sont dans tous leurs actes au sein de la société capitalisée. C'est ce qui permet de comprendre la domination autrement que comme soumission disciplinaire ou bien soumission volontaire.

B) ON NE PERÇOIT PAS LEUR POSITIONNEMENT POLITIQUE.

Les auteurs parlent de « logique politique » du capital en se référant à Marx, mais on ne voit pas de quel point de vue politique ils parlent, eux. Ce problème surgit fréquemment quand on insiste sur la notion de classe dirigeante... et qu'on ne dit rien sur les rapports entre dirigeants et dirigés... ni sur les luttes. Il y a peut-être du Castoriadis chez eux, mais un Castoriadis démilitantisé¹⁸.

Cette notion de « classe dirigeante » n'est pas non plus clairement distinguée d'une autre notion qu'ils utilisent, celle de « capital dominant ». Celui-ci est perçu comme constitué par les grandes firmes, les gouvernements, certaines institutions internationales, ce que certains auteurs appellent l'hyper-capitalisme (Dockès, Attali) ou le capitalisme du sommet (Braudel) et que nous avons caractérisé comme le niveau 1 de la société capitalisée. Mais justement, ce niveau ne correspond pas à une classe ni à une vision unifiée et stratégique, même si s'y expriment des concepts communs comme ceux de « gouver-

18—En tout cas rapports de force, conflits et luttes sont absents de ce livre d'une facture qui reste très universitaire.

nance » ou de « développement durable ». Il est quand même très difficile de faire entrer dans la même classe, un oligarque russe, un haut membre du PC chinois, un dirigeant de la FED ou du FMI, le baron Seillière, Bill Gates, la Bundesbank, F. Chérèque et N. Notat et les grandes ONG !¹⁹ ».

Leur critique (souvent juste) de certaines bases de la critique marxiste de l'économie politique me paraît s'appuyer sur des éléments peu convaincants, à savoir la théorie de K. Popper sur la possibilité de réfutation²⁰ et amène nos auteurs à privilégier ce qui est quantifiable (le prix) alors qu'ils font pourtant la critique des conceptions quantitatives et substantielles de la valeur. Il me semble qu'il y a là une influence non assumée de l'école néo-classique et surtout de tout le fonctionnement actuel de la science économique anglo-saxonne dominante²¹.

19 – Ce que nous appelons le niveau 1 regroupe un ensemble de centres de pouvoir aux intérêts parfois fortement divergents même si nombre de leurs dirigeants sont formés à partir d'un même moule. Paul Jorion, dans sa dernière rubrique du journal *Le Monde* du 9/10/2012, signale trois exemples récents de ces intérêts divergents : un tribunal de Washington a invalidé une mesure prise par la commission américaine de surveillance du marché des produits dérivés afin d'éviter une trop grande exposition aux risques ; l'organisme mondial fédérant les régulateurs nationaux du prix des matières premières a dû reculer devant l'alliance de l'OPEP et des grandes compagnies pétrolières ; enfin, le régulateur des marchés boursiers américain n'a pu prendre des mesures visant à empêcher un effondrement du marché des capitaux à court terme, un membre de son comité directeur lié à la finance s'y étant opposé. À l'inverse, des alliances entre ces centres de pouvoir se tissent aussi sans cesse, comme ceux qui lient les États occidentaux à leurs « banques systémiques », lesquelles sont assurées de leur solvabilité en cas de coup dur, car il s'agit alors « d'intérêt général » !

20 – Je renvoie là-dessus à la polémique entre Adorno et Popper sur la « méthode » dans *T. Adorno, K. Popper, la querelle allemande des sciences sociales*, Complexe, Bruxelles, 1979.

21 – Cela perce parfois dans quelques remarques. Ainsi, à la note 1, p. 153-154, Nitzan-Buchler évoquent la critique faite à Marx par K. Polanyi à propos de la caractérisation de la force de travail comme marchandise. Pour rappel, la force de travail n'est pas une marchandise pour Polanyi car elle n'est pas produite spécifiquement pour être vendue sur un marché. Ce n'est qu'une marchandise virtuelle ou une « quasi-marchandise ». J'ai d'ailleurs repris cela pour comprendre la dynamique du capital, le développement de l'État-providence, des revenus sociaux, bref, de la « société de consommation » ; et parallèlement pour dénoncer le caractère absurde des « croyances » marxistes en une tendance à la paupérisation absolue ou à la loi d'airain des salaires. Or que lit-on dans cette note ? Que l'argument de Polanyi ne tiendrait pas parce qu'aujourd'hui beaucoup de parents calculeraient la rentabilité future de leur enfant sur le marché du travail. Certes, on ne peut pas empêcher des parents d'y penser, mais cet argument provient en droite ligne des modélisations socio-économiques anglo-

Si nous privilégions aujourd'hui une analyse par les prix, ce n'est pas principalement parce qu'ils sont calculables et « vrais », mais parce qu'ils sont un moyen d'enlever le voile de la valeur et donc d'être une arme pour les luttes.

C) CETTE ABSENCE DE POSITIONNEMENT POLITIQUE CLAIR ME SEMBLE INDUITE PAR UNE CONFUSION.

Alors qu'ils parlent pourtant d'unification du capital et de l'impossibilité à maintenir des camps strictement délimités entre fractions du capital, leur insistance sur la notion de « propriété absente », reprise de T. Veblen, les amène à concevoir une opposition entre ces propriétaires absents (fonds de pension, actionnaires, investisseurs institutionnels, bénéficiaires de stocks options) et les managers, les premiers organisant finalement un sabotage industriel — là encore l'idée est reprise de Veblen... et donc relève d'une tout autre époque, ce que semble parfois oublier nos auteurs — pour accroître non pas une accumulation et une croissance générale, mais une capitalisation différentielle (cf. p. 394). On est alors pas très loin de retrouver une opposition entre producteurs de richesses d'un côté et un pouvoir réduit à la puissance de captation de la finance de l'autre, ce qui ne semble pas pourtant correspondre à la position globale des auteurs.

saxonnes réduisant tous les comportements sociologiques à des calculs d'intérêt économique. Ceci n'est qu'un petit détail, mais il a son importance, je crois, pour comprendre le contexte d'écriture des auteurs, leur cadre théorique. Mais ce n'est pas le plus important. Le plus important, pour moi en tout cas, c'est qu'ils sont capables en une phrase de s'élever bien au-dessus de cela, par exemple en énonçant que le processus de capitalisation est bien plus large et donc qu'il englobe le processus de marchandisation. Je suis entièrement d'accord avec cette affirmation... qui, du coup, résout la question de la véritable caractérisation de la force de travail. L'essentiel devient qu'elle est aujourd'hui capitalisée ; elle n'a donc pas besoin d'être rabaisée au niveau des autres marchandises, quand globalement, ce qui est capitalisé ce n'est plus exactement de la force de travail, mais de la « ressource humaine ».

DES ÉMANCIPÉS ANTHROPOLOGIQUES

Jacques Guigou

QUESTION¹ : QUELLES RÉFÉRENCES THÉORIQUES DANS LA LUTTE POUR UNE SOCIÉTÉ ÉMANCIPÉE ?

a) Je n'ai aucune référence théorique susceptible d'intervenir « dans la lutte pour une société émancipée », car je pense que la notion de « société émancipée » n'a plus de portée politique aujourd'hui ; que la période historique dans laquelle cette aspiration a émergé puis triomphé — celle des Lumières et de la société bourgeoise — est définitivement achevée. De plus, en tant que telle, une société n'est jamais « émancipée ». Quelles que soient ses formes une société c'est d'abord de l'institué, de l'établi. Seuls des groupes humains ont pu avoir un projet d'émancipation, voire d'auto-émancipation ; ils ont pu réaliser des modes de vie et des communautés « libres », mais cela ne les constituaient pas pour autant comme une « société émancipée ». À moins de donner à l'expression un contenu microsociologique, parler de « société émancipée » constitue une antinomie. Elle n'a d'ailleurs été que très peu ou pas du tout utilisée par les mouvements historiques révolutionnaires, sauf dans des acceptions limitées et particulières comme l'émancipation des juifs et des esclaves par la Révolution française ; l'émancipation-libération des femmes par les mouvements des femmes des années 1960, etc. Dans la modernité, la visée universaliste des mouvements d'émancipation a été rabattue sur les déterminations particulières de la « société civile » : la classe, la nation, l'intérêt économique, la propriété, le sexe, la religion, etc.

b) **Bref rappel.** Dans ses écrits dits « de jeunesse », Marx (comme B. Bauer) a d'abord donné l'émancipation politique comme le but de la société socialiste. Puis, dans *La question juive*, il critique sa première position en distinguant émancipation politique et émancipation humaine. Il donne alors à la notion un contenu social : ce n'est pas seulement le citoyen, membre de la société civile que le processus révolutionnaire émancipe, c'est « l'homme lui-même ». En le disant dans un langage contemporain, l'émancipation acquiert alors un contenu anthropologique.

On le sait, avec *Le Capital* c'est la classe négative, la classe du travail qui va devenir le sujet de la révolution. Selon le programme communiste et la cri-

1 – Question n°5 de l'enquête « Quelles orientations théoriques pour quelles pratiques ? » conduite par les organisateurs des Journées critiques de Lyon en mars 2010 et mai 2011. cf. le blog des Journées critiques : <http://journcritiques.canalblog.com/>

tique de l'exploitation, l'émancipation devient auto-émancipation. Mais dès les débuts du mouvement ouvrier révolutionnaire, les termes « révolution », « socialisme » et « communisme » prennent le pas sur celui d'émancipation. Plutôt rarement utilisée dans les écrits majeurs de l'histoire de la pensée critique — exceptés par certains courants historiques de l'anarchisme, aujourd'hui caducs — et jamais dans ceux du communisme radical, la notion de « société émancipée » ne peut qu'introduire confusions et méprises dans les luttes d'aujourd'hui.

c) **Après l'échec des mouvements révolutionnaires** des années 1967-77, l'émancipation anthropologique a été conduite par le capital. Ayant englobé — et non pas dépassé — la plupart de ses anciennes contradictions, le capital devient seul, le grand « émancipateur », le grand « révolutionnaire ». Il accomplit son œuvre dans la crise, le chaos, la dévastation, la catastrophe et la perversion narcissique, mais aussi grâce à la puissance d'assimilation du vivant que lui confère la technique contemporaine. S'émanciper des anciennes déterminations qui faisaient d'homo sapiens un être relié à la nature extérieure devient, plus que jamais depuis son émergence au paléolithique, l'objectif principal de la capitalisation des activités humaines².

d) « **Autonomie** » et « **libération** » ont été et restent les opérateurs de la « société émancipée »... du capital³. Cette inversion historique du sens de l'émancipation a jeté le trouble et la confusion dans les rangs des « anticapitalistes », qu'ils soient gauchistes, anarchistes, écologistes ou alternatifs. Cela s'observe dans les écrits de groupes ou individus qui aujourd'hui prêchent l'émancipation et souvent se veulent eux-mêmes « émancipateurs ». Dans une brève revue des fervents de l'émancipation, on repère des versions savantes et des versions militantes de la « société émancipée ». Retenons deux exemples de versions savantes ; celle qui cherche un compromis entre le calcul économique et l'émancipation et celle pour qui l'exercice d'une « sociologie pragmatique de la critique » ouvre les voies de l'émancipation.

2— Émancipation de la naturalité de l'homme célébrée à l'envi par tous les réseaux planétaires d'imageries. Ainsi, sur une chaîne de télévision nommée *Planete no limit* (on ne saurait mieux dire, malgré le français !), ces « Chroniques d'une société émancipée » qui présentent, parmi d'autres performances émancipatrices, un reportage sur cinq candidates à une grosse opération de chirurgie esthétique ou bien encore ces greffes de nanotechnologies sur des dauphins et des hommes afin de tester les « capacités osmotiques » de communication entre mammifères et humains...

3— cf. Guigou J., *La cité des ego*, L'impliqué, 1987, réédition L'Harmattan, 2009. cf. aussi la revue *Temps critiques*.

e) L'émancipation savante : deux impasses parmi d'autres

Réexaminant la formule de Marx à propos de la société communiste « De chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins », un politologue marxiste⁴ en déduit que Marx a opéré « un tour de passe-passe » lorsqu'il a prétendu « aller au-delà de la commensurabilité marchande » (*i.e.* essentiellement le calcul économique), alors que « émancipation » et « commensurabilité » ne sont pas contradictoires, car la justice et la démocratie ont besoin d'établir des critères communs, acceptés et partagés par les citoyens. Il réhabilite donc la vaste opération de mesure que constitue le suffrage universel et conclue que si « Marx avait pu postuler le dépassement du politique une fois subsumé le conflit de classe, il faut affirmer à l'inverse qu'il n'est pas de politique de l'émancipation qui puisse se passer d'établir des critères de commune mesure pour résoudre les conflits sociaux et individuels. (...) On ne saurait se passer de commensurabilité ». Bref, dans la société démocratique émancipée... il y aura toujours des élections !

Cherchant à dépasser le dogmatisme et le déterminisme de la sociologie critique de son maître Bourdieu, désormais attentif « aux flux de la vie quotidienne » et à l'expérience subjective de la critique des gens ordinaires contre la domination, L. Boltanski⁵ propose une « sociologie pragmatique de la critique ». Celle-ci doit abandonner la position d'extériorité et de surplomb que la sociologie critique adoptait vis-à-vis de l'illusion qui, selon elle, aveugle « l'acteur social » sur sa situation ; il s'agit pour le sociologue bourdieusien émancipé de prendre au sérieux les expressions du « sens commun ».

Non seulement, poursuit-il, la société à englobé la « critique artiste » portée par les mouvements des années 1965-1975, comme il pensait l'avoir montré en analysant « Le nouvel esprit du capitalisme⁶ », mais les formes contemporaines de la domination, les modes de gouvernance, brouillent l'identification claire de la classe dominante. Malgré cette dilution des formes de la domination, l'expression concrète de la critique à l'égard des institutions fragilise leurs anciennes assises, ouvre des brèches et permet aux individus de voir que ces institutions assurent mal leur fonction et que donc « la réalité sociale » n'est pas immuable.

4 – Yves Sintomer, « Émancipation et commensurabilité », in E. Couvélakis (éd.), *Marx 2000*, Paris, PUF, 2000, p. 111-12. Disponible en ligne :

URL : <http://sintomer.net/file/sint-Marx2.pdf>

5 – L. Boltanski, *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Gallimard, 2009.

6 – L. Boltanski et E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999.

Sans accorder à sa sociologie, désormais plus militante, plus impliquée, toute la puissance cognitive qu'il avait jadis attendue de celle de Bourdieu, Boltanski pense cependant qu'elle ouvre une perspective pour l'émancipation. Il reste attaché au processus de conscientisation des dominés, de dévoilement de l'aliénation comme n'importe quel progressiste. De plus, sa critique de la sociologie abstraite reste muette sur les implications institutionnelles et politiques de la sociologie. Certes il convient pour le sociologue de l'émancipation de s'affranchir de la sociologie académique-critique, mais pas jusqu'à l'autodissolution du savoir séparé des sociologues. La tâche du sociologue pragmatique de la critique le rapproche de celles et de ceux qui pensent « qu'un autre monde est possible »... mais qu'il fera encore une place aux sociologues.

En matière de sociologisation des luttes, Boltanski arrive bien tard : plus de quarante ans après ce que fut la critique historique de la sociologie menée par le dernier assaut révolutionnaire⁷, et plus de trente ans après la tentative d'un de ses pairs, A. Touraine, qui en instrumentalisant la sociologie d'intervention, avait tenté de laver ses costumes tachés des tomates reçues pendant ses cours à Nanterre dix ans plus tôt auprès des mouvements alternatifs des années 70⁸. Décidément, les partisans de la future « société émancipée » qui cherchent de nouveaux arguments pour la dégager de ses confusions et de ses méprises, ne trouveront pas dans ce *Précis de sociologie de l'émancipation* une référence majeure.

f) La société émancipée version militante et impliquée

Dans les discours des partis politiques, des organisations et des groupes politiques et syndicaux, mais aussi chez les individus qui y sont impliqués, les occurrences les plus fréquentes à une « société émancipée » sont étroitement reliées à l'approfondissement de la démocratie et à la valorisation de l'individu-citoyen.

Laïque⁹, ouverte, démocratique, soucieuse du « vivre ensemble¹⁰ », féministe¹¹, révolutionnée par les réseaux sociaux¹², affirmant « la solidarité du social et de

7 – On peut en lire quelques traces dans R. Lourau, *Le gai savoir des sociologues*, 10/18, 1977.

8 – J'avais, à l'époque, dit quelques mots sur ce coup de bluff. cf. « Les génuflexions de l'auto-analyse collective à la Touraine », in, J. Guigou, *L'institution de l'analyse dans les rencontres*, Anthropos, 1981. Disponible en ligne :

<http://www.editions-harmattan.fr/minisites/index.asp?no=21&crubId=394#touraine>

9 – cf. : « Peut-on militer pour une société laïque émancipée en ayant peur du débat démocratique ? ». Site de Riposte laïque

<http://ripostelaique.com/Peut-on-militer-pour-une-societe.html>

l'esthétique¹³ », libérée du « refoulement de ses désirs¹⁴ », la future « société émancipée » à bien du mal à se différencier de l'actuelle société capitalisée. Les descriptions du communisme¹⁵ ayant quasiment disparu de tous leurs discours, lorsqu'ils osent une projection vers l'avenir en termes de « société émancipée » les courants politiques anticapitalistes et anarchistes nous offrent-ils autre chose qu'une pratique moins « barbare » de l'émancipation anthropologique du capital ?

Montpellier, mai 2011

10 – Les jeunes communistes du PCF annoncent la venue d'une « société émancipée » grâce aux vertus du « Vivre ensemble ». cf. « Vivre ensemble dans une société émancipée » cf. <http://www.jeunes-communistes.org/Vivre-ensemble-dans-une-societe>

11 – D. Méda et H. Périvier, *Le deuxième âge de l'émancipation. La société, les femmes et l'emploi*, Seuil, coll. « La République des idées », 2007.

12 – Dans un texte intitulé « Anarchisme, force d'émancipation sociale » en page d'accueil d'un site anarchiste fréquenté, on lit que chaque internaute doit choisir son camp dans « la nouvelle guerre de sécession » qui s'engage contre « quelques puissantes entreprises (*Google, Facebook*) qui ont réussi à virtuellement recentrer le réseau et à en phagocytter la créativité ». Dans cette bataille les combattants pour l'émancipation ne doivent jamais oublier que « la plus grande structure créée par l'humanité, celle qui lie aujourd'hui deux milliards d'humains, Internet, est le fruit d'un fantastique processus d'auto-organisation ».

cf. URL : [http://owni.fr/2010/02/15/anarchisme-la-force-d'émancipation-sociale/](http://owni.fr/2010/02/15/anarchisme-la-force-d-emption-sociale/)

13 – J. Rancière, *Le spectateur émancipé*. La Fabrique, 2008.

14 – Réhabilitant le tourisme sexuel qui a été condamné par une « morale sexuelle » qui ne serait qu'une forme de « contrôle des populations » et de « refoulement des désirs », l'anthropologue S. Roux voit dans les conversations et les cadeaux échangés entre le client touriste sexuel et les masseuses thaïlandaises une « dimension émancipatrice ». Pour lui il y a là « une dimension émancipatrice du travail sexuel ». On le vérifie encore une fois, le *Arbeit macht frei* étend son ombre bien au-delà du portail d'Auschwitz. Source : *Le Monde* du 6 mai 2011 article de Gilles Bastin qui présente un compte rendu du livre de l'anthropologue Sébastien Roux, *No money, No Honney. Économies intimes du tourisme sexuel en Thaïlande*. La Découverte, 2011.

15 – Je parle bien d'une *description* du communisme et non d'une invocation-incantation au communisme.

II. CONSOMMATION ET DYNAMIQUE DU CAPITAL

CONSOMMATION ET DYNAMIQUE DU CAPITAL¹

Jacques Wajnsztein

SALAIRE ET CONSOMMATION CHEZ MARX

En filigrane : une théorie marxiste des besoins

Le phénomène de la consommation est extérieur au marxisme qui ne lui reconnaît qu'une importance minimale définie comme le niveau de reproduction de la force de travail correspondant au salaire de subsistance en rapport à des « besoins » déterminés historiquement. En effet, pour Marx les besoins ne sont pas « illimités » dans l'absolu, ils sont toujours situés historiquement, ils dépendent du degré de développement des forces productives et des rapports de production ainsi que des luttes qu'ils engendrent. Mais même dans la perspective du communisme marxien, les besoins humains trouvent des limitations dans le rapport avec la nature extérieure. Cette contrainte se présente sous la forme de « l'empire de la nécessité naturelle » qui s'imposerait aussi bien aux premiers hommes dans leur dénuement qu'à l'homme moderne entouré de ses richesses puisque le principe de l'économie repose sur l'idée de rareté comme nous pouvons à nouveau le voir aujourd'hui avec la question de la raréfaction des ressources naturelles. Ce rapport à la nature extérieure sera longtemps conçu comme adaptation à cette nature, même avec le développement de l'agriculture et de l'élevage. Ce n'est qu'avec la révolution industrielle que la transformation de la nature devient véritablement domination de la nature². Malheureusement, il faut bien reconnaître que la partie de la formule de Marx « à chacun selon ses besoins » n'a aucun sens autre que propagandiste (et je ne parle pas ici de la validité de la première partie de la citation : « A chacun selon son travail » qui n'a aucun sens dans la domination réelle du capital). À part les besoins « naturels » qui sont les conditions mêmes de la vie et de sa reproduction, l'homme n'a pas de « besoins ». Ce sont les rapports

1 – Une première version de ce texte, beaucoup plus courte, est parue sur notre site en janvier 2013.

2 – Je ne pense donc pas que nous puissions dire, comme M. Bookchin (*Une société à refaire*, ACL), que la domination sur la nature précède la domination sur les hommes.

sociaux qui déterminent, à un moment donné, un certain rapport entre les désirs et la façon de les combler.

La logique des besoins chez Marx ne correspond donc pas à une logique de la vie, mais à la logique économique qui détermine des niveaux de vie. Ainsi, la loi d'airain des salaires de Ricardo est censée ramener constamment les salaires à ce niveau de subsistance. Les marxistes reprendront ensuite cela sans grande discussion, à la suite du socialiste allemand Lassalle qui n'était pourtant pas un modèle de révolutionnaire! Marx développe donc une théorie de l'accumulation du capital qui produirait une disproportion toujours plus grande entre le secteur des biens de production et celui des biens de consommation en faveur du premier. Cette disproportion devait entraîner une crise de surproduction, une baisse du taux de profit et des crises cycliques, voire une crise finale. À partir de la crise des années 1930 que les marxistes vécurent comme le signe de l'effondrement du capitalisme, les économistes staliniens développèrent la thèse extrême de la « paupérisation absolue » qui ne tenait pas compte des « bienfaits » de la croissance capitaliste et représentait une énième version de la loi d'airain. Cette thèse va être réfutée d'abord par la théorie de Keynes qui va être mise en pratique dans le cadre de l'État-providence et du compromis fordiste. Selon elle, les « partenaires sociaux » (patronat et syndicats) organisent le rapport immédiat capital/travail et l'État encadre le passage à la domination réelle du capital. Le crédit et la marche forcée vers la monétarisation des rapports sociaux et la bancarisation des ménages de salariés feront le reste. Réfutée aussi ensuite par Schumpeter qui développe l'idée que les investissements ne servent pas seulement à l'accumulation de moyens de production. Une part de plus en plus grande va à l'innovation au sens large, c'est-à-dire pas seulement à des innovations techniques dans le procès de production, mais aussi à des innovations de produits dans les modes de consommation, les méthodes d'organisation et de gestion. Ces deux théories vont être confortées pendant toute la période des Trente glorieuses et même au-delà en ce qui concerne le processus de consommation qui se poursuit malgré la crise et l'inversion de politique des revenus avec la lutte contre l'inflation. Par exemple, aux États-Unis, dès 1981 le montant des achats de biens de consommation par les ménages dépasse celui des biens d'équipement par les entreprises alors que ces derniers sont à la base de l'accumulation et de la reproduction élargie.

Le statut de la force de travail en question

La position de Marx reposait aussi sur une vision du salaire comme prix de la force de travail-marchandise dans laquelle le salaire n'est que le prix du panier

de subsistance du prolétaire³. Or cela a pour principe de faire de cette force de travail une marchandise comme une autre avec une valeur et un prix⁴. Nous avons déjà dit ailleurs pourquoi cela n'était pas tenable, mais reprenons par un autre bout. On peut bien admettre que la force de travail a un prix, mais elle n'a pas de valeur, car elle n'est pas produite et nous savons dans l'analyse de Marx que, de façon prédominante, la valeur naît dans la production. Les marxistes ont été conscients de cela qui ont souvent parlé du prix de « reproduction » de la force de travail, comme si faute d'être vraiment produite, elle était quand même reproduite. Mais cela ne résout pas le problème, car cela envisage toujours la force de travail comme une marchandise dont la valeur n'est mesurable que par le travail nécessaire. Pourtant, et Marx le précise à nouveau⁵, comment peut-on dire que le salaire dépend de la quantité de travail nécessaire à la reproduction de la force de travail et en même temps que la durée de la journée de travail dépend des luttes ouvrières, sachant que cette durée joue sur le rapport travail nécessaire/surtravail? Marx nous laisse nous débrouiller avec tout ça ce qui laisse toutes les options possibles, du salaire comme expression d'un rapport de force institutionnalisé en compromis (Keynes) ou en situation de conflictualité permanente (les opéraïstes italiens avec leur notion

3 – Sous-entendre que ce panier a une valeur relative suivant l'époque ne change rien à l'affaire.

4 – C'est la position de Marx dans les chapitres VI et IX du Livre I du *Capital*, mais il ne s'y tient pas comme le signale G. Jorland dans son livre *Les paradoxes du capital* (O. Jacob) et comme on peut s'en rendre compte au chapitre 27 du Livre III, La Pléiade, volume II, p. 1466-69. Ces trois pages sont à la fois d'une clarté exceptionnelle pour l'entendement... et d'une confusion extrême en ce qui concerne la *doxa* marxiste. Page 1467, par exemple, Marx dévoile parfaitement la contradiction qu'il y a à vouloir mesurer le travail par le temps de travail ce qui implique une moyenne commune et une certaine homogénéité déterminant une quantité, alors qu'il parle par ailleurs en termes d'intensité du travail ce qui implique des différences et une hétérogénéité du point de vue de la qualité. Il en déduit que taux de profit et taux de salaire qui normalement ne peuvent que diverger selon la loi de la valeur peuvent en fait converger à la hausse (comme, par exemple, dans la période des *Trente Glorieuses*). C'est ce que les économistes appellent le phénomène de « reversion de capital ». Il y dévoile aussi que profit moyen et salaires sont anticipés bien avant la production de valeur qui leur correspondrait ce qui détermine le prix. Dans le même passage, il aboutit aussi au fait qu'il y a de façon contractuelle une sorte de seuil minimum de salaire qui pré-existe à la production, la partie variable dépendant du rapport de force. Sur cette base il n'y a plus grande différence entre le prix de production de Marx et le « prix naturel » de Smith. Une fois de plus Marx ne « dépasse » pas les classiques même s'il se veut critique de leur économie politique.

5 – *Œuvres*, vol I, La Pléiade, p. 807 et 833.

de « salaire politique »), en passant par une plus mesurée et pragmatique conception du salaire comme expression monétaire d'un rapport salarial de subordination, mais variable suivant ce niveau de conflictualité (notre position). Cette discussion sur la conception théorique du salaire a une implication forte dans la pratique et au niveau politique puisque si on penche pour la première conception, à savoir celle d'un salaire comme prix de la reproduction de la force de travail (le salaire-panier de subsistance), alors il s'agit d'un « salaire réel », dit autrement d'un pouvoir d'achat où c'est la valeur des produits qui détermine le salaire monétaire. Dans ce cas, la lutte pour le salaire est inutile ou en tout cas secondaire et ce qui devient essentiel c'est de faire baisser le prix du panier. Le libre-échange inégal et la mondialisation agissent en ce sens comme le faisait auparavant le colonialisme (cf. la théorie léniniste de l'impérialisme et celle de « l'aristocratie ouvrière »). Il s'agit d'exacerber la concurrence afin de faire baisser les prix, le prix de la force de travail représentant la particularité d'être « rigide à la baisse⁶ ». À partir d'un positionnement politique pourtant opposé, la théorie marxiste orthodoxe rejoint la stratégie néolibérale prônée, par exemple, par la Commission européenne.

Mais si on part de la seconde conception du salaire comme résultante d'un rapport de force, et bien alors c'est le niveau du salaire monétaire (c'est-à-dire nominal) qui détermine la quantité de bien achetable et alors la lutte pour un partage favorable de la valeur ajoutée est une composante fondamentale de la lutte salariale. Du côté du pôle capital, c'est sur cette reconnaissance⁷ de la valeur du salaire monétaire que se sont établis le mode de régulation fordiste des Trente glorieuses et les mécanismes de la « société de consommation ». Du côté du pôle travail, à cette idée était associée aussi le concept « d'armée industrielle de réserve » qui pesait sur le niveau de salaire. Dans cette perspective du salaire comme salaire monétaire, on peut voir toute la stratégie patronale actuelle comme volonté d'imposer à nouveau une vision du salaire comme un salaire-panier, malgré l'opposition des syndicats et des États-providence pour le maintien du salaire minimum et des revenus sociaux. En l'absence d'un nouveau mode de régulation, les mesures sur la « flexisécurité » à la scandinave ou la « refondation sociale » à l'allemande qui se mettent en place actuellement,

6 – Preuve une fois de plus que la force de travail n'est pas une marchandise, en tout cas pas une marchandise comme les autres.

7 – Une reconnaissance assez cynique quand même puisque Keynes disait *in petto* qu'en dernier ressort, s'il le fallait, une bonne petite inflation ferait baisser réellement les hausses immodérées du salaire monétaire. Prédiction en passe de réalisation à partir de la fin des années 1960, mais contredite par la grande vague de luttes sociales de l'époque.

apparaissent comme des ballons d'essai d'un nouveau mode de régulation pour l'instant en souffrance.

SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION ET ESPRIT DU CAPITALISME

Les théories subjectives de la valeur s'imposent à la théorie objective de la valeur-travail

Pendant longtemps l'influence de Max Weber et de son livre sur le protestantisme et l'esprit du capitalisme, ont conduit à associer capitalisme, puritanisme et rationalisme que ce soit dans la compréhension du capitalisme marchand ou dans celle du capitalisme industriel. Thèse d'autant plus facilement accueillie qu'elle n'était pas forcément contradictoire avec celle de Marx, Weber complétant finalement la description de la superstructure sans remettre en cause les présupposés objectifs caractérisant l'infrastructure et par exemple la théorie objective de la valeur. Keynes, malgré son mépris pour les théories de la valeur dont l'estimation de la valeur générale relève pour lui d'une discussion sur le sexe des anges, ne bousculera pas complètement cette image d'une rationalité d'ensemble du capitalisme puisque dans sa recherche des solutions aux crises, il tentera de trouver de nouveaux équilibres. Et parmi ces nouveaux équilibres, il y a évidemment celui favorisé par la croissance de la « demande effective » qui rend possible l'avènement d'une « société de consommation ». Mais dès le dernier tiers du XX^e siècle, cette construction théorique est menacée par l'école néo-classique qui pense le marché du côté de la subjectivité désirante et fonde la valeur sur la « désirabilité » (Ch. Gide⁸). S'enclenchent à la fois une rupture avec une vision essentialiste ou naturaliste de la valeur d'usage et avec une vision universaliste de la valeur d'échange⁹. L'hédonisme de la consommation l'emporte sur le dolorisme de la production.

8—Ch. Gide : *Principes d'économie politique*, Siret, réédition 1913. Gide n'emploie pas le terme de désirabilité pour faire preuve d'originalité, mais pour le distinguer de la notion d'utilité qui lui paraît trop objectiviste et normative. On retrouve le même souci de se distinguer du sens vulgaire d'utilité chez Pareto et son concept « d'ophélimité ». Mais les ancêtres de cette rupture avec le naturalisme aristotélicien sont Condillac et son sensualisme dans *le commerce et le gouvernement* (Slatkine, 1980), dont va s'inspirer Bentham pour développer sa théorie de l'utilitarisme qui va influencer à son tour l'école marginaliste de Jevons. Pour cette dernière, la valeur ne réside pas dans la qualité inhérente à un bien, mais dans les besoins humains qui assignent une valeur aux biens. On voit là le rapport étroit entre théorie néo-classique et « société de consommation ».

9— Cette rupture est dès l'origine ambiguë comme le montre JJ. Goux dans son livre : *Frivolité de la valeur, essai sur l'imaginaire du capitalisme*, Blusson, 2000. Ainsi, A. Gide, le neveu de Ch. Gide, semble faire l'apologie de cette exacerbation des subjectivités dans *les nourritures terrestres* et de la fin de la fixité des valeurs dans *Les faux mon-*

La fraction française de l'économie politique classique (J.-B. Say et Bastiat) va poser les jalons de la future thèse néo-classique : il s'agit de fonder une nouvelle discipline en s'affranchissant de tout rapport avec une philosophie morale qui caractérisait encore la recherche de Smith. Et en premier lieu il faut dégager les notions d'utilité et de besoin de toute vision normative ou morale en reportant la question du niveau macro-économique (la richesse des nations) au niveau micro-économique des individus. La nouvelle utilité ne fait donc plus référence à un besoin de l'homme, encore moins aux besoins de l'espèce. Il n'y a plus d'homme générique avec des besoins déterminables *a priori* (une des prémisses des socialismes), mais un individu porteur de subjectivités qui donnent valeur.

Simplement est postulée une concordance entre d'une part une poursuite rationnelle des intérêts qui renvoie aux inégalités concrètes de classes et d'autre part la logique paradoxale du désir qui renvoie à la liberté abstraite que procure l'équivalence générale de tous devant l'argent. L'esprit du temps n'est plus celui de Benjamin Franklin et de Max Weber ni non plus du Georges Bataille de *La part maudite* dont les notions de « dépense » et de « consommation improductive ». Dans la société capitalisée, de la même façon que tout le travail est devenu productif pour le capital, il n'y a plus de consommation improductive.

« Que cette société se vive comme société de consommation doit être le point de départ d'une analyse objective »¹⁰.

Dans un premier temps, la généralisation de la consommation est restée encore relativement dépendante des rapports sociaux de production, d'abord parce qu'elle reposait sur le donnant-donnant fordiste travail contre revenu, mais aussi parce que ce compromis n'était pas exempt de contradictions antagoniques. Ainsi, la critique du travail s'exprime et s'affirme dans les luttes des années 1960-70 qui s'opposent tout autant à l'asservissement salarial qu'à l'aliénation dans la consommation. On se souvient du « Cache-toi, objet » sur les murs de Mai 68, du mouvement des auto-réductions et des « Indiens de l'intérieur » à Bologne en 1977. Les divers mouvements de critique de la consommation, notamment les plus radicaux ne sont donc pas seulement sortis

nayeurs; Valéry est aussi séduit dans *Monsieur Teste*; et on retrouvera par la suite la même ambiguïté dans les positions de Bataille, Deleuze et Baudrillard, à savoir un mélange de critique et de fascination. Par contre le rejet est particulièrement violent chez Proudhon (*Manuel du spéculateur en Bourse*), Péguy (*L'argent*), Drieu la Rochelle (*Journal 1939-1943*) qui tous seront réunis pour donner une base intellectuelle à un anti-capitalisme de droite (« le capital est cosmopolite » dit Proudhon, p. 29, comme les juifs rajouteront les fascistes).

10 – Baudrillard : *La société de consommation*, op. cit., p. 313.

de la tête de quelques enfants de *l'establishment* américain en rupture de ban (beatniks hippies et contre-culture). Ils ont aussi parcouru les différentes luttes de l'époque et particulièrement celles pour l'abolition du travail salarié et son monde de la part d'une jeunesse en révolte.

Après l'échec de ce mouvement d'insubordination généralisé, les restructurations des années 1970 et plus généralement ce que nous avons appelé la « révolution du capital » (le capital domine la valeur), le rapport travail/consommation s'est inversé : aujourd'hui, c'est à partir de la capacité de consommation comme mesure du niveau de vie de l'individu qu'est posée la nécessité de l'emploi (et non plus du travail), comme pourvoyeur de revenus.

La critique du mouvement de 1968 à l'ordre dominant a certes été effective, mais elle n'est pas arrivée à poser cette analyse objective que réclamait Baudrillard (cf. citation supra) en se laissant aller soit à une diabolisation des objets de la consommation et de l'acte de consommation lui-même gaspillage, soit à une sorte d'apologie de la consommation y compris dans l'émeute et le pillage. Les ambiguïtés de *l'Internationale Situationniste* sur ce point, comme celles du mouvement giovaniliste italien des années 1970 éclairèrent cette difficulté. Mais il n'y a plus alors de « besoins » même si certains auteurs ont été tentés de les redéfinir à partir du moment où il devenait patent que les besoins élargis n'étaient qu'une transformation marchande et capitaliste des désirs¹¹. Des désirs qui sont intégrés à un ensemble plus large reposant au niveau économique sur la demande/commande et sur le plan « culturel » à un relativisme des valeurs. Le développement des forces productives ne conduit donc pas tant à une multiplication de besoins plus ou moins artificiels, qu'à une libération de désirs. Tout semble possible.

Pour essayer d'éviter cette difficulté, il faut rappeler le lien indispensable à maintenir entre critique du travail et critique de la consommation. D'ailleurs l'étymologie nous vient en aide puisque l'homme des besoins, c'est aussi l'homme besogneux, l'homme de la besogne, c'est-à-dire du travail conçu si ce n'est comme moyen de torture (*tripalium*) du moins comme peine.

11 – Ainsi, J. Attali et M. Guillaume dans *L'anti-économique*, Syros, 1974, définissent le besoin comme « ... ce à quoi on ne prend plus plaisir, mais dont la non-satisfaction serait inacceptable (p. 144). En cela il font comme si le principe de plaisir était le déterminant de la séparation entre besoin et désir. Comme si le désir ne pouvait pas justement conduire à l'abandon du confort, à la souffrance et le manger à la jouissance !

Quant aux penseurs néo-classiques qui se sont quand même penchés sur les aspects subjectivistes de la consommation, ils tentent de résoudre le dilemme désir ou besoin en lui substituant celui de « préférence ».

C'est d'autant plus important de le souligner qu'aujourd'hui ce sont justement les liens entre travail et revenus qui semblent se distendre avec dans la moitié haute de l'échelle sociale, une augmentation des revenus du patrimoine plus importante que celle des revenus du travail et dans la moitié basse, une augmentation des revenus sociaux par rapport aux salaires. Dans tous les cas, l'argent semble tomber du ciel !

La révolution du capital virtualise les rapports sociaux par une dynamique d'arrachement et de déterritorialisation bien rendue par l'édification d'un marché mondial qui ne doit laisser aucun pôle de stabilité. À l'échelle mondiale il s'agit de faire sauter les verrous en priorité les verrous chinois et japonais à partir de cette même dynamique de la consommation ; en Chine il s'agit de transformer les nouvelles couches urbaines sorties de la pauvreté en consommateurs alors que la plupart des profits vont encore vers l'accumulation, alors qu'au Japon il s'agit de transformer un peuple au niveau de vie élevé, mais au mode de vie économe d'épargnants en consommateurs. En fonction de ce que nous venons de dire, nous allons voir les limites de la critique que font Bataille et Baudrillard de la consommation capitaliste.

Apports et limites des analyses de la dépense et de la consommation chez Bataille et Baudrillard

Commençons par Bataille (*La part maudite*, Minuit, 1967). Il prononce une critique définitoire et définitive de l'utilité : « Il n'existe en effet aucun moyen correct, étant donné l'ensemble plus ou moins divergent des conceptions actuelles, qui permette de définir ce qui est utile aux hommes » (p. 29). Ensuite, il s'attache à distinguer deux formes de consommation, premièrement celle qui ne serait qu'un intermédiaire nécessaire à la production et deuxièmement, celle qui l'intéresse particulièrement, à savoir la dépense improductive liée au luxe, aux cérémonies, à la guerre, etc. ; bref celle qui mérite le nom de « dépense », car elle repose sur la perte. C'est cette dépense qui, sous la forme du *potlatch*, aurait constitué l'une des premières formes d'échange (p. 38-39). Quand on lit ça aujourd'hui on ne peut que considérer le caractère daté du propos, parce que la dynamique contemporaine du capital repose sur une sophistication accrue des produits et une invite à innover, à rivaliser, à s'identifier, à imiter à l'infini ce qui a quasiment effacé la distinction établie par Bataille entre consommation productive et consommation improductive. Les modes de calculs du PIB ont depuis longtemps intégré les consommations d'alcool, d'anxiolytiques, de club Méditerranée dans les + de la croissance. Là encore le processus d'individualisation et son corollaire démocratique ont joué un grand rôle en banalisant même les consommations en apparence les plus folles ou insolites. Une autre remarque est datée qui concerne la classe dominante. En effet, pour Bataille, cette classe c'est la bourgeoisie, mais il la

conçoit encore (p. 45) comme à son origine, quand elle éclot à l'ombre de l'ancienne aristocratie et qu'elle doit encore cacher sa richesse nouvelle pour ne pas attirer l'attention sur elle. Sa critique vise l'ancienne société bourgeoise bien plus que la société du capital telle que nous la connaissons aujourd'hui. Bataille reste finalement assez proche de l'hypothèse de Weber sur l'importance du capitalisme dans le procès plus général de rationalisation (l'éthique bourgeoise repose sur la sobriété puritaine, le calcul des risques, l'utilitarisme, la recherche de la maîtrise, etc.), mais cela ne rend pas compte des transformations plus récentes d'un capital qui cherche à s'émanciper du monde des valeurs et qui, par là, englobe aussi la critique de Bataille qui y perd de sa force critique

À cet égard, le sociologue de terrain Daniel Bell¹² nous renseigne beaucoup plus sur ces transformations et ce qu'il appelle « les contradictions culturelles du capitalisme ». Il nous montre comment, dès les années 1930 aux États-Unis, mais c'est valable pour l'Europe dès le début des années 1960, le développement de la consommation de masse et du crédit fait entrer en conflit la perspective puritaine d'origine avec le climat hédoniste qui s'installe peu à peu et touche toutes les couches sociales. La nécessité de répondre à une production d'une quantité toujours plus grande « oblige » ce qui se présente encore comme une société du travail basée sur l'effort de production du côté pile à développer un côté face prônant la séduction par la publicité, la libération des passions et des désirs. Bizarrement, c'est aux États-Unis, pays pionnier de cette conversion, que semble subsister le plus ce mélange de puritanisme/conservatisme étriqué et de déchaînement des pulsions hédonistes.

Baudrillard, dans *La société de consommation* (Gallimard, 1974), semble faire un pas en avant par rapport à Bataille dans la mesure où il énonce de suite (p. 45), dans sa critique de la mystique du PIB, que tout ce qui est produit est utile pour le capitalisme et que même la dépense et la perte sous forme de gaspillage généralisé ne donnent pas lieu à un surcroît de sens collectif, mais à une intégration fonctionnelle¹³. Mais comme chez Bataille, il ne voit l'excès qu'à la marge, chez les nouveaux héros populaires que représentent les divas et les grands sportifs qui défraient la chronique. C'est qu'en fait chez lui, il se produit comme un dédoublement. D'un côté il veut rester critique de ce qu'il décrit et il ne peut donc croire à ce que dit la société de consommation sur

12 – D. Bell : *Les contradictions culturelles du capitalisme*.

13 – Ce n'est plus seulement le Mandeville provocateur de *La fable des abeilles*, annonçant que les vices équilibrent les vertus pour l'harmonie des sociétés qui est cynique, mais l'ordre de la production lui-même (p. 47) dans la mesure où même les destructions sont calculées.

elle-même, c'est-à-dire qu'elle viserait le bonheur par jouissance consumériste au sein d'un processus de démocratisation progressive qui installe l'imaginaire de la dépense au cœur même de l'individu. Il relève bien le « Achetez maintenant, vous paierez plus tard » (p. 116) de la publicité agressive des banques ou des supermarchés. Face à ce discours auto-publicitaire de la consommation, il relève que la dépense, la jouissance et le non-calcul ne sont qu'un remplacement de l'épargne, de la conservation du patrimoine et du travail, sans effet réel sur une société qui resterait régie par les lois de la production. Il en déduit donc que la consommation n'est qu'un moyen de l'ordre de la production qui a d'autres finalités (p. 109), donc, en ce sens c'est une idéologie. Mais d'un autre côté, il est comme fasciné par le spectacle donné. Ce dédoublement apparaîtra de façon de plus en plus claire au fil des années et particulièrement dans les cinq volumes de *Cool memories* qui couvrent la période 1985 à 2005 et son livre *Amérique* de 1997, tous aux éditions Galilée.

Il y a deux autres faiblesses dans l'analyse de Baudrillard ; la première consiste à critiquer les catégories de l'économie néo-classique (besoins, utilité) à travers le prisme d'un Marx réduit à un penseur naturaliste et utilitariste¹⁴, ce qu'il n'est pas toujours. La seconde consiste à avoir une compréhension vulgaire de la notion d'utilité, celle qui la lie à la morale et à l'utilitaire, alors que l'économie en tant que discipline autonome, c'est-à-dire débarrassée d'une dimension politique revendiquée à ses débuts, a justement voulu se débarrasser de toute position moraliste. On en arrive au comble que c'est lui, Baudrillard, qui réintroduit de la normativité dans sa critique du PIB alors que pourtant il a démontré préalablement et de façon convaincante que le système de comptabilité nationale qui y préside est fondé sur l'absence de toute normativité puisque les moins s'y ajoutent aux plus pour le gonfler toujours plus. Une critique nouvelle pour son époque et plus radicale que celle du Club de Rome sur la « croissance zéro » ou que celle des livres de vulgarisation plus tardifs comme ceux de Dominique Méda¹⁵.

Toutefois, les dernières pages de *La société de consommation* (p. 309-316) voient Baudrillard rompre avec l'idée de la consommation comme idéologie d'un ordre de la production. En effet, cet ordre de la production s'effacerait devant un ordre des signes dans lequel il n'y a plus de transcendance, même pas celle, aliénée, qui s'exprimait à travers le fétichisme de la marchandise parce qu'elle nécessitait encore l'idée d'une certaine utilité de l'objet produit malgré son travestissement marchand. Il y aurait dorénavant immanence à cet

14 – cf. Baudrillard : *Pour une critique de l'économie politique du signe*, Gallimard, 1972.

15 – *Au-delà du PIB. Pour une autre mesure de la richesse*, Champ, Actuel, 2008 et *La mystique de la croissance*, Flammarion, 2013.

ordre des signes dans lequel toutes les combinaisons sont possibles. Le jeu, n'est plus périphérique à l'ordre social, il en est un élément central.

Le consumérisme est donc plus ou plutôt autre chose qu'une idéologie. Comme le disait Baudrillard, « il se substitue à l'idéologie » comme une pratique de masse. C'est aussi ce que pensait Marcuse en envisageant la consommation comme gratification substitutive de la sublimation répressive, mais sans qu'elle ne se substitue à la « vraie » vie.

CONSOMMATION ET DOMINATION RÉELLE DU CAPITAL

La norme de consommation

Elle joue un rôle important entre 1914 et 1945 aux États-Unis, mais elle fournira le modèle repris en Europe un peu plus tard. Pour éclairer cela on peut suivre le livre de Stuart Ewen *Conscience sous influence : publicité et genèse de la société de consommation* (Aubier-Montaigne¹⁶) qui aborde la question, en apparence économique, des relations entre production de masse et consommation de masse, mais aussi des aspects plus politiques comme la nécessité de lutter contre le communisme en réalisant le principe du « À chacun selon ses besoins, à chacun selon ses capacités » ; ou plus culturels comme la possibilité de se libérer des anciennes sujétions à travers la « libération » des femmes.

« Faire tomber les barrières » est le slogan qui résume bien ce projet. La publicité est chargée d'assurer la médiation entre anciennes pratiques de classes (la culture ouvrière était encore solide) et nouvelles pratiques capitalisées de l'homme moderne. Mais c'est aussi les rapports entre les sexes qui s'en trouvent transformés en détruisant les reliquats de la structure sociale patriarcale par la double exaltation de la sexualité féminine et de son nouveau rôle « d'entrepreneur en mode de vie ». La publicité se fait révolutionnaire afin de détruire les vieilles représentations en culpabilisant celles qui y tiennent encore et en déculpabilisant celles qui sont enclines à les abandonner. Mais comme on peut le voir plus clairement aujourd'hui et comme nous l'avons maintes fois souligné, le capital ne dépasse jamais rien, il englobe. Ainsi, alors qu'il a magnifié l'avantage de la cuisine mécanique et industrielle à l'intention de la femme active, il restaure la figure de la tradition, de la cuisine des grands-mères. Toutefois, il ne la restaure pas comme pratique, mais comme représentation.

Revenons aux années intermédiaires de l'entre-deux-guerres. Les publicitaires soutinrent le *New Deal* parce qu'ils y voyaient une dimension révolutionnaire par rapport à l'Ancien Monde des valeurs traditionnelles. Les théories de Keynes

16 – Les commentaires plus élaborés de cet ouvrage se trouvent dans le n° 2 de la série IV de la revue *Invariance*, 1986, p. 63 et ss.

inspireront les politiques économiques et budgétaires de tous les grands pays industrialisés après 1945 ainsi que les politiques sociales de conventions collectives patronat/syndicats arbitrées par l'État dans sa forme « providence ». Elles sont basées sur un donnant-donnant entre, d'un côté une acceptation ouvrière des hausses de productivité et donc de cadences de travail élevées, en échange d'une croissance continue du pouvoir d'achat de l'autre. Le tout arbitré par l'État avec par exemple en France, l'instauration du SMIG puis du SMIC, ce dernier ayant une ambition un peu plus grande au sens où il n'est pas seulement un salaire plancher de référence, mais qu'il accompagne la croissance en s'adaptant à son rythme et où il est censé produire un phénomène de rattrapage en faveur des bas salaires. Il s'ensuit une augmentation lente mais continue de la part des salaires dans la distribution de la valeur ajoutée, au moins jusqu'à la fin des années 1970 et une réduction de l'éventail des salaires (1 à 3).

Ce sont ces politiques dites « de revenus » qui instaurent une norme sociale de consommation et tendent à institutionnaliser la lutte économique de classes sous la forme de la négociation collective. Cette norme de consommation touche toutes les catégories sociales puisqu'on parle par exemple de norme de consommation ouvrière caractérisée par la consommation de deux biens durables essentiels : le logement social qui apporte le confort et l'automobile qui assure à la fois la liberté individuelle de déplacement et permet d'assurer la contrainte d'un trajet logement-travail qui s'allonge. D'une manière plus générale, les normes, les règles et les contrats dans la société capitalisée tendent à remplacer la Loi de la société bourgeoise. Des nouveaux droits ou devoirs y sont attachés.

Derrière ces politiques de revenus s'exprime la thèse selon laquelle la croissance est tirée par la demande globale (consommation des ménages et investissement des entreprises) plutôt que par l'offre (production et épargne) et que cette demande augmente davantage si les politiques de revenus favorisent les bas et moyens salaires dans la mesure où leur « propension » (= tendance) à consommer est supérieure à celle des hauts salaires¹⁷. Toutefois, l'*american way*

17 – Je change les symboles de la formule de Keynes pour simplifier, mais ça donne ça : R est le revenu, C la consommation, E l'épargne et par définition $R = C + E$. Keynes va distinguer deux sortes de propension, premièrement la propension moyenne qui exprime la part de revenu qui est consommée ou épargnée (elle se note C/R ou E/R) et deuxièmement la propension marginale à consommer et épargner qui s'intéresse à la répartition de la variation de revenu quand il y a des hausses et des baisses de salaires. Si Δ signale la variation, alors la propension marginale à consommer s'écrit $\Delta C/\Delta R$ et les statistiques montrent qu'elle est plus forte pour les bas que pour les hauts salaires qui ont eux une plus forte propension à épargner. Moralité comme le

of life, au moins pour ce qui est des États-Unis a produit une situation dans laquelle le « peuple consommateur » a été plus keynésien que Keynes à partir des années 1960 et *a fortiori* depuis la révolution du capital et le développement de la fictivité. Il en a résulté un endettement important et donc une diminution de l'épargne nette. Je m'explique : pour Keynes, si les ménages augmentent ou réduisent leurs dépenses en fonction de l'augmentation ou de la diminution de leurs propres revenus, il n'en reste pas moins qu'ils doivent se plier à une loi psychologique fondamentale de toute collectivité moderne, à savoir qu'à l'augmentation du revenu réel correspond une augmentation supérieure de l'épargne. C'est justement ce qui ne tient plus dans la société capitalisée parce qu'on voit s'y développer à nouveau des comportements de « consommation concurrentielle¹⁸ » pour reprendre une expression de Veblen dans sa *Théorie de la classe de loisirs*¹⁹, à travers la consommation de biens et de services de luxe, un secteur qui ne connaît pas la crise et encore moins la surproduction.

Cette faiblesse de l'épargne dans les pays centres de la puissance capitaliste explique en partie leur soif de captage des richesses des pays émergents. Il s'agit, pour eux, de compenser leurs taux d'épargne intérieurs insuffisants (sauf au Japon).

Cette fièvre consumériste aurait pu être freinée par une augmentation des taux d'intérêt, mais celle-ci ne fut que conjoncturelle, dans le but de conjurer l'inflation de la fin des années 1970. Aujourd'hui, même en période d'austérité, les très faibles taux d'intérêt réels maintiennent un niveau important de consommation.

L'innovation permanente stimule sans cesse la consommation

Les nouveaux types d'innovation permettent une utilisation des connaissances économe en capital fixe et en travail non ou peu qualifié, améliorant par là la productivité des facteurs de production, ce qui facilite une production en série,

disait Keynes qui n'était pas un bourgeois, mais plutôt un aristocrate déclassé et provocateur fréquentant des personnes un peu en marge comme les membres du Groupe de Bloomsbury et Virginia Woolf, « seul l'argent des pauvres est intéressant pour la croissance ». Il faut donc augmenter les salaires ou/et leur masse. Avec Keynes, on se rapproche un peu aussi de Bataille puisque la dépense est inscrite à la base de l'accumulation et remplace l'épargne qui devient désaccumulation. C'est pourquoi Keynes voulait « l'euthanasie des rentiers ».

18—La consommation concurrentielle n'est pas forcément ostentatoire ; elle peut même ne pas apparaître. Par exemple l'achat d'un appartement en centre-ville qui permet de ne plus avoir de voiture réduit quantitativement la consommation, mais pas le coût de la dépense choisie.

19—T. Veblen, *Théorie de la classe de loisirs*, TEL Gallimard, 1977.

une baisse du coût unitaire et des prix et donc une consommation de masse. Ils contribuent au passage d'une société bourgeoise à une société salariale qui n'est plus basée sur l'antagonisme entre deux classes dont l'une semble être « le système » et l'autre « l'alternative » au système, mais sur des institutions politiques, sociales et culturelles d'intégration au « système », avec pour elles, mission de faire correspondre massification et démocratisation à travers la croissance de la consommation, qu'elle soit consommation de produits marchands ou de produits non marchands comme dans les secteurs de l'éducation, de la culture et de la communication (les services publics et services à la personne). C'est ce lien entre consommation et démocratie qui est fondamental. Pourtant, il n'a pas été véritablement reconnu et exploité par la critique sociale ou révolutionnaire parce que cela conduisait à tourner le dos à l'idée d'une irréductibilité de l'antagonisme entre les classes. En conséquence, elle a souvent adopté une position morale sur la consommation ou alors mis en avant des manques dans la théorie des besoins de Marx. Cette occultation a été d'autant plus facile que la notion de besoin est parfaitement circulaire. Satisfaire des besoins n'est pas vraiment une fin si c'est simplement l'état de satisfaction qui est recherché. L'homme aurait alors le besoin de satisfaire ses besoins! ? Ou alors on retombe dans une vision qui est celle de l'économie et aussi de Marx avec « l'empire de la nécessité naturelle » qui s'imposerait aussi bien à l'homme primitif dans le dénuement qu'à l'homme moderne entouré de richesses. Ce lien entre démocratie et consommation est fondamental disions-nous parce qu'il transforme complètement le processus de consommation. Celui-ci se fait de plus en plus qualitatif (cf. la notion aujourd'hui incontournable de « confort »), mais sans reposer essentiellement sur la distinction de classe et la différenciation statutaire d'objets ostentatoires à la valeur reconnue (base de la thèse de Veblen). Le processus qui lie maintenant distinction et imitation permet à la fois l'innovation et la consommation. Le même type de produit est décliné d'abord sous sa forme distinctive et relativement rare puis sous sa forme standardisée. La différenciation n'intervient qu'au niveau temporel (initiateur/imitateur) et au niveau de la qualité de second ordre (la voiture et le foie gras pour presque tous, mais pas les mêmes marques ou modèles).

CONSOMMATION ET INDIVIDUALISME DÉMOCRATIQUE

Une importance accrue de la sphère privée

Le consumérisme est donc inséparable de l'avènement de ce que nous appelons « l'individu-démocratique » et pour reprendre un terme journalistico-sociologique, de la « moyennisation » des sociétés capitalistes. En langage sociologique on dira que les luttes de classement prennent le pas sur les luttes de classes. Loin de moi l'idée de faire ressortir une classe sociale, la (ou les)

classe(s) moyenne(s) alors que je ne parle plus en termes de classes mais seulement de dire qu'il y a une corrélation entre les innovations dans les nouvelles techniques de l'information et de la communication par exemple et un individualisme renforcé autour de valeurs et de pratiques qui ne sont pas celles traditionnelles de la bourgeoisie d'un côté, de la classe ouvrière de l'autre.

Ce processus est plutôt porté par des couches sociales très urbanisées et tertiaisées qui sont le produit de l'ascenseur social et s'avèrent les plus « branchées » sur la néo-modernité, parce que sans références de classes fortes et donc fortement sensibles à la dynamique immédiate de la révolution du capital dont elles ne ressentaient, jusqu'à peu, que les bienfaits.

Par opposition à l'époque où la consommation ne représentait qu'une transcription de l'activité de subsistance, en marge des rapports marchands, la consommation est aujourd'hui un processus qui ressuscite la sphère du privé, au sein du ménage et de la famille (voir la tendance *cocooning*) alors que la production s'était de plus en plus développée en dehors de la structure familiale, au sein de la communauté du travail. Les pratiques de consommation ne sont donc plus immédiatement sous l'influence des rapports de production et de classes même si ceux-ci peuvent encore jouer leur rôle « d'habitus » pour reprendre le concept de Bourdieu. Après avoir conquis les femmes dans sa première phase de développement comme nous avons pu le voir, elle a conquis aujourd'hui les enfants et adolescents qui sont devenus une cible privilégiée dès les années 1970. Il est à noter que dans ce processus de consommation, l'homme adulte semble assurer une certaine continuité/tradition et que ce sont les femmes et les enfants qui prennent une place prépondérante. Cela recouvre la tendance à la perte de centralité du travail dans les rapports sociaux capitalisés et à une recomposition de la structure familiale dans laquelle les objets animés (télévision, robots et machines informatiques) tiennent une place considérable et remplacent souvent les personnes (cf. l'explosion mondiale du nombre de familles monoparentales).

Une fois de plus le capital ne fait pas que dominer, mais développe de nouveaux mécanismes de reproduction des rapports sociaux impliquant une part de soumission et une part de libération des individus. Alors que dans les années 1960-1970 ces transformations produisaient des ruptures partielles telles que le « conflit des générations », « la fureur de vivre » et le refus du travail, la révolution du capital va stabiliser les rapports familiaux et intergénérationnels autour des valeurs d'une néo-modernité et de l'impératif de « rester jeune » et « branché » à travers des pratiques initiées par les médias, mais confortées par les réseaux sociaux.

Le procès de totalisation du capital

La mondialisation accroît encore ce phénomène par la diffusion de l'*American Way of Life* parmi les centaines de millions d'individus des pays émergents qui ont atteint un niveau de vie supérieur au simple niveau de subsistance et qui, eux aussi, ont des prétentions à la démocratie (revendication de l'Internet libre en Chine, lutte pour l'égalité des sexes en Inde). Pour ceux qui ne l'ont pas atteint, différentes formes de micro-crédit peuvent servir de palliatif: la révolution du capital ne serait rien sans la révolution anthropologique qui l'accompagne et on pourrait même dire, qui l'a précédée. Par exemple, dans les favelas du Brésil, dépourvues de tout sanitaire moderne et où les familles sont souvent sans travail officiel, des télévisions et des fours à micro-ondes flambants neufs occupent l'espace pourtant réduit des cabanes; tout cela financé par endettement grâce à la *Bolsa familia* fournie par l'État.

La consommation est devenue un élément essentiel de la dynamique du capital, ce qui donne raison rétrospectivement à Schumpeter. La fuite en avant dans la consommation n'est jamais que le pendant de l'accumulation sans fin de puissance, de profits et de capital et de l'extension des marchés au niveau mondial. Mais cela ne se limite pas à ça. Schumpeter insistait sur le fait que cette dynamique du capital par l'innovation s'ancrait profondément au sein du rapport social et non uniquement dans la sphère économique. La dynamique du capital, c'est aussi pour lui, la capacité de mettre le bonheur à la portée de tous, même si on peut discuter de cette conception quantitative du bonheur. C'est en cela que le capitalisme est profondément démocratique sans être égalitaire et face à cet aspect on peut regretter que les arguments qui lui sont opposés soient souvent dignes des moralistes pédants du XVII^e siècle, où à l'opposé empreints d'un misérabilisme désuet.

On ne peut distinguer les deux mouvements internes au dynamisme. Ainsi, si d'un côté il y a bien comme conséquence les jeux et les plaisirs de la consommation, il y a aussi de l'autre, la logique du capital avec la réalité de la norme de consommation comme économie de temps en remplaçant l'activité directe par l'usage de biens d'équipement. Le capitalisme transmet ainsi à toute la société le secret de son dynamisme: la recherche de gain de temps qui permet un usage différent du temps comme le montrent le rapport entre le développement parallèle des équipements ménagers et du travail féminin, les modifications de langage aussi (« gérer son temps »; « ça va, je gère », etc.). Dit autrement encore, la consommation est autant un débouché qu'une activité (l'unification du procès d'ensemble) dont la logique implacable est l'économie de temps.

Il a souvent été dit avec la nouvelle prédominance du toyotisme par rapport au fordisme (le flux tendu et le zéro stock) ou avec la théorie de la filière inver-

sée de Galbraith, que la demande aujourd'hui commandait l'offre. Cela nous paraît insuffisant pour décrire les processus les plus récents et par exemple, la tendance à l'unité entre production et consommation. Cette thèse que nous avançons depuis un certain temps déjà, dépasse ce qui ne serait qu'une inversion de tendance ou de primauté ou encore de priorité. Ainsi, on ne « consomme » pas un nouveau produit, mais on participe à un processus social global dans lequel la consommation doit être à la base de la création des produits nouveaux, par l'intermédiaire de réseaux de communication sociale. Ce processus n'est lui-même possible que parce que le rapport marchand est entré en symbiose avec le rapport salarial. Travailleurs salariés et consommateurs-usagers sont intégrés au même processus. Dit en termes marxistes de valeur, il n'y a plus de problème de réalisation de la valeur puisqu'elle est immédiatement rabattue sur sa production, par exemple dans le « juste à temps » du toyotisme. Dans le même ordre d'idée, et nous l'avons dit ailleurs, il n'y a plus de crise de surproduction globale comme l'entendait l'analyse marxiste orthodoxe. Il peut y avoir des crises partielles dans certains secteurs (*subprimes* et immobilier en 2008), mais il n'y a pas trop de biens en général, seulement des transferts de demande en fonction des variations de niveau de profit ou de revenus. Ceci n'est possible justement que parce qu'il y a production et consommation de masse sinon cela produirait une situation de type pré-capitaliste, comme celle qui inquiétait déjà Malthus, pourtant représentant des grands propriétaires terriens, quand il ne voyait de « solution » à une crise économique que dans la production plus importante de produits de luxe pour une élite. Mais aujourd'hui, cette situation instable ne peut perdurer que si le rapport salarial ne rentre pas lui-même en crise du fait de débordements possibles du rapport marchand sur le rapport salarial dans une économie globalisée.

C'est ce processus et bien d'autres aussi qui nous font dire que nous sommes dans une « société capitalisée ». La consommation constitue un élément objectif de la capitalisation des activités humaines. Le temps devient lui-même un capital (le capital-temps, le « crédit de formation », le chèque-nouvel-entrepreneur, etc.) qui permet de créer de nouvelles différenciations au sein du salariat avec le développement des activités de services à la personne. Il y a des temps de différente « valeur » comme l'a bien exposé A. Gorz dans différents travaux.

En étant maintenant autant si ce n'est plus consommation de signes que d'objets, la consommation de la seconde étape de la « société de consommation » (disons à partir des années 1980) se retrouve en phase avec tous les autres éléments du processus de capitalisation et particulièrement avec les tendances à la fictivisation et à la virtualisation. Ainsi de la monnaie-signes qui

s'impose à la monnaie-marchandise comme l'écriture s'est imposée à la parole et maintenant le numérique à l'écriture traditionnelle. Chaque fois la déterritorialisation est plus importante et la communication plus problématique. Il y a un problème de convertibilité. La monnaie-marchandise reposait sur l'or... comme le silence ! Les ritournelles sur la déconnexion, le réel en danger devant la montée du fictif ou du virtuel, le rationnel en danger lui aussi devant la montée de l'irrationnel procèdent plus d'une grande peur que de l'analyse critique.

ACTUALISATION

De nouveaux mécanismes de reproduction des rapports sociaux

En mettant en crise les institutions²⁰, la société capitalisée supprime les médiations. Pendant que le rôle des élections décline, que la méfiance vis-à-vis de la politique augmente, l'individu-démocratique est mis en contact direct avec la liberté individuelle et l'égalité des conditions à partir de la consommation des nouveaux produits, un accès facilité à la protection sociale (CMU en France) et au crédit. Les NTIC ont accéléré le processus de « démocratisation » alors que tous les mauvais augures nous prédisaient un décrochage de la part de la partie de la population qui ne saurait utiliser les nouveaux outils informatiques. Alors que la transformation du statut des femmes dans le salariat avait permis le développement de la production et de la consommation de biens durables, l'invention du concept de « jeunesse » a eu comme conséquence la création d'un modèle idéal de consommation et l'éclosion d'un foisonnement de nouvelles marchandises jetables sur la base de la miniaturisation des objets technologiques. Et la profusion des objets/marchandises n'a pas empêché une normalisation des désirs. Dans le même temps, de nouveaux objets sont nés qui ne sont pas uniquement des objets de consommation, mais des sortes d'outils technologiques (ordinateurs, téléphones mobiles, CD-Rom) qui sont utilisés de façon active et interactive qui dépasse la séparation entre producteur et consommateur.

De la même façon que les prix ont tendance à être majoritairement des prix administrés ou des prix de cartels (oligopolistiques) et donc des prix arbitraires par rapport à leur « valeur », la consommation s'institue en système monopolistique comme contrôle sur la demande et socialisation des codes. C'est ce contrôle qui est l'articulation stratégique de la fameuse « filière inversée » de Galbraith²¹. Contrôle des prix et contrôle de la demande sont essentiels au

20 – Ce que J. Guigou appelle « L'institution résorbée », cf. *Temps critiques*, n° 12
URL : <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article103>

21 – Pour un résumé commenté de sa thèse, cf. Baudrillard, *La société de consommation*, op. cit., p. 97 à 105.

processus de capitalisation différentielle en situation de reproduction rétrécie. En effet, jusqu'aux années 1950-1960, la valeur d'usage continuait à fonctionner comme signe avec une importance donnée au produit concret qui permettait l'accès, non seulement à la modernité, mais au confort, avec par exemple les premiers pas du secteur de l'électroménager. Cela marquait un retard du secteur de la consommation par rapport au secteur de la production ou la prévalence du travail abstrait rendait superfétatoire toute discussion autour de l'utilité de tel ou tel travail concret. Mais avec la révolution du capital, il ne reste plus grand-chose de l'ancien fétichisme de la marchandise. On est dans l'immanence. Les valeurs d'usage sont devenues des valeurs pour le capital, pour son usage. Il en a fait son utilité et c'est pourquoi aujourd'hui les théories néo-classiques rendent mieux compte des prix que la théorie classique ou sa variante marxiste.

Il est d'ailleurs étonnant de voir comment les ressorts et les concepts de la néo-modernité produits par la révolution du capital composent une sorte de modèle du joueur (ou du spéculateur diront les moralisateurs) à la fois désirant, nomade, différent et multiculturel, usant de la mode de la séduction, du simulacre, de l'éphémère et de l'aléatoire, évoluant du local au global et du global au local à travers l'information.

Des limites internes ?

Nous n'évoquerons pas ici les limites externes de type catastrophiques qui pourraient intervenir, mais seulement des limites internes, même si le procédé est un peu arbitraire quand on a problématisé un procès de totalisation du capital qui rend peu pertinent tout discours dualiste.

On peut signaler tout d'abord que les femmes et les jeunes développent des contre-valeurs qui peuvent corroder l'édifice par une exigence de se réapproprier du temps pour les premières et pour les seconds, de mieux le contrôler de par leur position encore marginale par rapport au travail, ce qui peut amener la critique au moins partielle du temps contraint (cf. les refus de contrats comme le CIP ou le CPE et parallèlement une certaine ambivalence par rapport à la contrainte de flexibilité).

D'un autre côté, la critique écologique fait intervenir un nouvel élément en rupture avec la critique ouvrière de l'usage. En effet, cette dernière voyait dans la révolution sociale une reconquête de la valeur d'usage des objets sur leur aspect marchand, mais sans critique de l'objet lui-même. Ainsi, la CGT automobile demande encore aujourd'hui la construction de véhicules 4x4 et la continuation de la politique du « tout camion pour sauver Renault et RVI ! » ; alors que la critique écologiste s'attaque à la notion d'utilité elle-même du fait du caractère négatif qu'elle aurait pris à l'ère de la production de l'obsolescence programmée et de l'objet comme déchet potentiel.

La critique écologique participe activement de la crise du capitalisme comme mode de production en ce qu'il rend l'agrobusiness, l'industrie, la construction et le bâtiment et donc aussi les travailleurs de ces secteurs, responsables de la dégradation de l'environnement. Mais il se développe dans la rupture d'avec la production qui apparaît soit comme magique (coupée de l'acte même) soit comme une malédiction (nuisances). Donc elle se retrouve dans l'impasse qui apparaît le plus clairement quand elle se commet avec le pouvoir politique en assurant des fonctions ministérielles.

Une fois de plus, pour l'instant du moins, nous laissons aux forces dominantes le soin de trouver des « solutions ». Les grands sommets sur l'environnement, l'effet de serre, les énergies renouvelables, la mise en place industrielle du recyclage et la tentative de certaines entreprises de mettre fin à l'obsolescence programmée sont toutes des initiatives en provenance de ce que nous appelons le secteur I ou capitalisme du sommet et de ce point de vue, il ne faut pas se leurrer sur ce que signifie l'arrêt du nucléaire en Allemagne. Il n'est pas indépendant de la longue lutte anti-nucléaire qui s'y déroule, mais il est surtout liée à la position particulière d'une Allemagne démilitarisée pour qui le nucléaire n'est qu'une source d'énergie comme une autre à la différence de la France qui tire du nucléaire l'essentiel de sa puissance étatique et politique.

La remise en cause des politiques keynésiennes depuis maintenant trente ans participe, elle, de la crise d'ensemble de la reproduction des rapports sociaux. La révolution du capital a accéléré les facteurs déstabilisants sans trouver de nouveau compromis et les forces en présence tirent à hue et à dia avec des États qui cherchent en général à maintenir un système de socialisation des revenus et même à l'étendre là où il est embryonnaire comme aux États-Unis, pendant que la plupart des entreprises ont tendance à ne plus percevoir les salaires que comme des coûts et donc à faire pression sur eux par le blocage des salaires ou/et les licenciements. Et même si on y regarde de plus près, la crise des *subprimes* et de la bulle immobilière s'inscrit encore dans une approche fordiste, même si c'est maintenant plus au sein d'un mode de dérégulation que d'un mode de régulation. Avec les prêts américains et espagnols pour l'acquisition de logements par les pauvres ou les jeunes, on a bien cette situation où le plus de personnes possibles sont transformées en usagers du capital alors qu'ils sont plus difficilement reproduits en tant que travailleurs. Combien de temps cela peut-il durer ?

Enfin, une stagnation récente des niveaux de vie dans les pays les plus riches et les plus enclins à consommer produit une modification de la structure de consommation. En effet, dans la perspective néolibérale, des prix mondialisés par l'ouverture à la concurrence sont censés induire une tendance générale à la

baisse et donc maintenir un haut niveau de demande. Or il se trouve que des prix intérieurs ne sont pas mondialisés mais sont à la hausse, comme le prix de l'énergie, qui dépend beaucoup des taxes, ou le prix du logement, etc. Par ailleurs, alors que la consommation est censée correspondre à un choix raisonné sous contrainte monétaire pour ces mêmes néo-libéraux, il se trouve que de plus en plus de consommations correspondent en fait à des « dépenses contraintes » par les nouveaux modes de vie (logement et transport renchéris). Ces dépenses dites « incompressibles » augmentent pour tous, mais en proportion touchent surtout les bas revenus²². Là encore, on ne peut que se demander combien de temps est-ce tenable sans que les présupposés de la société capitalisée sur sa capacité à apporter le bonheur ou en tout cas à être la moins mauvaise des sociétés ne s'écroulent où mieux, soient renversés ?

22 – D'après l'Insee, ces dépenses sont passées de 50 % à 70 % pour les niveaux les plus bas entre 2001 et 2006.

QUELQUES MOTS SUR LE CONSUMÉRISME¹

Bruno Signorelli

Je souhaitais compléter le point suivant : le rapport entre le développement de la société de consommation à partir des *Trente glorieuses* (voire avant avec ses prémisses dans les années 1920) et l'aliénation du prolétariat à ce mode de vie. Comme le précise Jacques W, c'est à partir du fordisme que les salariés ont été considérés comme de futurs clients.

L'avènement de la société de consommation a probablement pour source la production de masse qui a été mise en branle aux États-Unis à partir des années 1920 avec la montée du taylorisme. Suite au développement de la production de masse, il faut écouler tous ces produits qui arrivent sur le marché, ce qui sera une caractéristique du fordisme ; un fordisme qui se mettra en place progressivement. L'une des causes rarement évoquées de la crise des années 1930 se situant justement dans cet écart entre production de masse déjà atteinte aux États-Unis alors que la consommation de masse restait un processus en devenir, mais bloqué conjoncturellement par la politique d'austérité déflationniste menée par les autorités américaines au cours des années qui précède le *New Deal*. À partir de ce dernier, pour activer le processus de sortie de crise reposant sur les théories keynésiennes d'une relance par la demande, l'État va se faire providence (*welfare state*) et engendrer avec l'aide d'un secteur privé redevenu dynamique à partir des années 1940 « un mode de production consumériste » appuyé sur la publicité et les techniques de manipulation des individus. Par ailleurs, dès les années 1930, la publicité aux États-Unis connaît un développement fulgurant. Elle présente un idéal abondanciste reposant sur une foi absolue en le progrès technique.

Le marketing est né en même temps que le travail à la chaîne et dans la même région, le Middle West, pour permettre l'adéquation entre production et consommation de masse.

La production automobile en grande série vient de Ford. Le fordisme a été le précurseur dans la création de services de sociologie industrielle pour contrôler les ouvriers.

Ce fordisme a créé les bases de l'*American Way of Life* en conditionnant les individus aussi bien au travail (le travailleur échange l'augmentation de l'intensité du travail à laquelle il consent contre l'augmentation du pouvoir

1 – J'ai écrit ce texte après une réunion du réseau « soubis » sur la consommation au cours de laquelle le texte de JW, *Consommation et dynamique du capital* (disponible sur le site de la revue dans sa première version courte) a été discuté et critiqué par certaines personnes présentes.

d'achat qui lui est distribué) que dans la vie quotidienne à travers des rôles sociaux ou familiaux restés très traditionnels. Les schémas et les rôles de la famille ont été utilisés « à « tout va » avec la femme perçue en tant que maîtresse de maison gestionnaire du foyer, le père réduit à des fonctions de pourvoyeur de salaire et les enfants certes choyés, mais encore considérés comme des personnes dépendantes ne remettant pas en cause le modèle familial patriarcal et autoritaire, bref l'unité de la famille. Aujourd'hui c'est tout autre chose, la société capitalisée se débarrasse de l'image de la famille passée et met en avant les désirs individuels d'une famille plus égalitaire, non seulement dans sa fonction de production (les femmes travaillent de plus en plus ce qu'on oublie trop souvent lorsque l'on parle uniquement en termes de salaires individuels et non de revenus disponibles des ménages), mais en tant que centre multidimensionnel de consommation.

Cette tendance présente dès les années 1960 avec l'arrivée d'une mode « jeune » correspondant au développement sociologique et médiatique d'une catégorie d'âge intermédiaire va s'accroître avec la révolution du capital post 68. Diverses techniques de marketing ont été créées pour impulser une consommation qui se fonde sur la production de marchandises « révolutionnaires » (en référence, on se rappelle une publicité qui présentait une nouvelle Citroën sur fond de muraille de Chine).

Avec la voiture s'ouvre l'ère du loisir. Avec la société de consommation, peu à peu on programme le temps libre pour en faire du temps pour la consommation. Désormais, les travailleurs ne sont plus perçus essentiellement comme des producteurs de valeur d'usage mais aussi comme des consommateurs, c'est-à-dire des usagers du capital.

Ce processus est à relier là encore avec la part que la jeunesse prend dans cette dynamique. Elle représente le mieux cette situation objective d'une consommation qui dit et parfois dicte son désir sans répondre à des besoins précis puisqu'ils sont censés être illimités comme la production.

La croissance d'une production accrue de marchandises prévoyait un plan pour doter les masses d'un plus grand pouvoir d'achat afin qu'elles dépensent : l'État-providence et le fordisme le lui donnèrent en maniant augmentation des salaires réels (avec « l'échelle mobile » par exemple) et mesures de redistribution visant à augmenter le revenu disponible.

En revendiquant son droit de consommer ou d'avoir accès à la consommation, le travailleur voyait ses aspirations rejoindre celles du capitaliste.

Le culte de la consommation progressivement s'apparentait au culte d'une civilisation. Une société serait civilisée à partir du moment où elle développerait des biens matériels ou des services immatériels qui deviennent utiles de par leur simple existence et peu importe si cette utilité est toute relative puis-

qu'elle s'accompagne de nuisances (industrielles, encombrement des routes, destruction des espaces et des villes). La consommation ou son accès est devenu le leitmotiv de la démocratie de marché. C'est l'*american way of life* qui se transforme en *universal way of life* à travers mondialisation et globalisation.

La fascination envers les objets dits de luxe mis en évidence par Veblen sur la parodie de consommation que représente la consommation ostentatoire observée chez les élites de la haute sphère de la société, provoqua des émules à l'échelle des masses. On convoite des biens chers pour accéder à... une image ou une autre. On le voit aujourd'hui avec l'attraction des jeunes pour les marques.

Si après la Seconde Guerre mondiale, la télévision a été le support de diffusion idéologique de cette dite société de consommation, aujourd'hui, les NTIC et Internet, prennent le pas par rapport à cette pionnière.

En guise de conclusion

Il est certain que face à la désocialisation et à la perte du lien social, l'acte de consommation devient pour beaucoup un acte d'identification. Mais de quelle identité s'agit-il? Baudrillard disait que la consommation est un mode actif de relation non seulement aux objets mais aussi à la collectivité. Il disait aussi qu'avec l'attrait pour la consommation, l'individu comme la société se sent exister. De quelle relation parle-t-on! Il n'y a qu'à voir ce qu'ont produit les centres commerciaux gigantesques ressemblant à des villes où y règne un univers factice.

Quelle agrégation sociale!

Le marxisme établit une corrélation entre besoins/subsistance comme si le capital était seulement un mode de production sans être autre chose, sans être un mode civilisationnel qui aujourd'hui lie indissociablement production et consommation. Démocratisation et organisation de marché vont de pair parce qu'elles réalisent cette liaison. C'est avec le processus démocratique que tout le procès se met en branle. La démocratie de marché sous-entend aussi le mythe de l'abondance: production illimitée-consommation illimitée et pour tous.

L'éclosion du marché dans les pays émergents permet aux couches aisées de consommer comme ailleurs (les exemples du Brésil, de l'Inde et même de l'Indonésie nous le montrent alors que la Chine et la Russie connaissent des entraves multiples) parce que la massification est la première forme qu'y prend la démocratisation.

Si la consommation a été consuée, c'est aussi parce qu'elle est le symptôme d'un système basé sur la vénération de la marchandise et que tout a été mis en œuvre pour que l'on soit tenté par l'acquisition. À défaut de s'approprier les

moyens de production on pense s'appropriier les choses, une récupération de ce dont on a été dépossédé qui peut donner l'impression d'une désaliénation.

février 2013

III. LE PRÉSENT DES TRANSFORMATIONS DU TRAVAIL

LES TRANSFORMATIONS DU RAPPORT SALARIAL¹

Jacques Wajnsztein

La transformation actuelle des contrats de travail repose la question de savoir si le rapport salarial est principalement une forme structurelle où une forme de la dépendance monétaire. La tendance actuelle semble donner raison à cette dernière hypothèse, car la crise du travail et l'inessentialisation croissante de la force de travail semblent réinstaurer la forme première du rapport salarial qui prend cette forme de dépendance monétaire. La revendication d'un salaire garanti apparaît alors plus comme le fruit d'un constat logique que comme une réelle « revendication ». Cette dépendance monétaire est redoublée par un processus d'endettement des ménages². Ainsi, la position de M. Aglietta sur le retour de la « monnaie-violence³ » n'est pas incompatible avec celle de M. Lazzarato sur l'endettement puisqu'il rattache dépendance monétaire et norme de consommation dans la société salariale. C'est ce que ne font pas Negri et Virno quand ils en concluent, dans leurs productions récentes, que la domination du capital sur le travail redevient formelle avec le développement du capitalisme cognitif. C'est en effet, toujours se situer dans l'optique du triomphe d'une tendance du capital et non dans la perspective de sa tendance à l'unité et à la synthèse. Ainsi, pour réduire la soumission du travail par rapport au capital à sa forme monétaire, ils sont conduits à oublier la critique fondamentale qu'ils faisaient de la machinerie capitaliste à l'époque

1 – Ce texte essaie de synthétiser, d'une manière un peu théorique, deux textes d'intervention écrits collectivement avec quelques individus qui partagent certaines de nos « positions » sur la question, sans pour cela être formellement rattachés à la revue *Temps critiques*. Ces deux textes sont : « Flexisécurité à la française : l'improbable régulation du rapport social capitaliste » (*Interventions* n° 11, mars 2013) et « Quelques compléments et retours à propos de l'ANI » (avril 2013) tous deux disponibles sur notre site aux articles 307 et 308. Une synthèse de notre intervention au débat du salon des éditeurs libertaires de Lyon (novembre 2013) est aussi consultable sur notre blog.

2 – M. Lazzarato : *La fabrique de l'homme endetté*, Amsterdam, 2011.

3 – M. Aglietta : *La violence de la monnaie*, PUF, 1982.

des *Quaderni Rossi*, c'est-à-dire au début de l'opéraïsme. Tous leurs développements suivants sur le *General intellect* dans les années 1970-1980 sont invalidés par leur nouvelle foi en la vertu d'une « valeur-savoir » propre au travail vivant face au savoir mort du capital ; une valeur-savoir qui mettrait fin à la dépendance par rapport au processus technologique⁴ ! Ils ne voient dans ce processus que son aspect libérateur et ils oublient son aspect de dépossession/privatisation.

Par ailleurs, l'extension massive du salariat ne s'est pas faite uniquement sur la base d'une force de travail potentielle aux abois. Si les nouveaux salariés issus de l'immigration correspondent à peu près à cette image, l'entrée massive des femmes dans le salariat est le produit d'une évolution générale du rapport social et a constitué un vecteur de la « libération » des femmes. Mais cette entrée des femmes dans le salariat a profondément transformé la conscience de l'exploitation au travail et elle a aussi contribué largement à l'évolution des types de contrats de travail par exemple en introduisant des formes à temps partiel qui ne correspondent pas à la norme salariale régie par le droit du travail tel qu'il a été érigé dans la période du compromis fordiste. Une norme qui s'accordait à ne considérer comme véritable travail que celui à temps complet et à durée indéterminée. L'entrée massive des femmes sur le marché du travail d'une part, les exigences de restructurations industrielles d'autre part ont convergé pour faire sauter cette norme ou du moins ne plus en faire la seule norme. Là encore on peut remarquer des imbrications qui n'ont rien à voir avec la main du diable quand les temps partiels « choisis » rendent possibles à terme les temps partiels « subis » ou dit autrement, quand la flexibilité de et pour la force de travail est renversée en une flexibilité sur et contre la force de travail. Question de rapport de force évidemment.

La tendance à la précarisation épouse donc plus qu'elle n'impulse le processus général d'individualisation. Et c'est cela qui bouleverse les anciennes caractéristiques du droit du travail. La CGT en était d'ailleurs bien consciente puisque dans les années 1980 elle a tenté de s'opposer à la pratique des temps partiels avant de s'y rallier en désespoir de cause après des réactions négatives de sa base féminine qui y reconnaissait plus un droit qu'une contrainte. Au-

4 – Dans la même veine néo-opéraïste, Carlo Vercellone dans l'ouvrage collectif qu'il a dirigé : *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel* (La Dispute, 2003) critique les interprétations en terme de fin du travail comme étant le produit d'une hypostase technologique et surtout il va jusqu'à réécrire toute l'histoire des conflits du travail entre 1968 et 1973 comme une révolte du savoir vivant contre le savoir mort du capital fixe. Alors que les opéraïstes eux-mêmes l'avaient qualifiée comme mouvement de refus de la part des OS, il semble privilégier les quelques pratiques autogestionnaires de la part d'ouvriers très qualifiés et de techniciens.

aujourd'hui la baisse de l'emploi public et donc des temps partiels choisis et la hausse des emplois de service dans le secteur privé et donc des temps partiels subis change la donne dans la mesure où elle s'inscrit dans une tendance à la précarisation des emplois dans certains secteurs.

LA SUBORDINATION DU TRAVAIL AU CAPITAL S'AGGRAVE

Elle rend plus visible le fait que le contrat de travail n'est qu'en apparence un contrat de vente, car il n'y a pas égalité des contractants mais subordination de l'un à l'autre. Or aujourd'hui, on ne connaît plus les limites de la subordination, ce que certains voient comme un retour aux conditions des débuts du capitalisme, mais qui nous apparaît d'une tout autre nature. En effet, cette subordination n'est plus uniquement régie par le temps de travail. Intermittents du spectacle et autres cadres supérieurs et enseignants en témoignent. Le concept de journée de travail a perdu de son caractère opérationnel. Ainsi, les NTIC qui forment la substance matérielle du *General intellect*, présupposent le procès de travail et l'englobent dans le temps général d'un procès de production unifié qui court de l'amont à l'aval. Cela a pour résultat de le faire apparaître moins essentiel, moins central parce qu'il n'est plus qu'un maillon de la chaîne.

Les nouvelles technologies gagnent non seulement sur l'espace privé en abolissant le temps de travail considéré *stricto sensu*, mais elles envahissent aussi la sphère de la consommation. C'est ce que nous avons décrit comme procès de totalisation du capital. Avec intégration des temps de production et de circulation dans une même temporalité d'ensemble. Les secteurs traditionnels de l'industrie lourde sont les plus touchés par cette nouvelle exigence de mobilité du capital et du travail d'une part, de liquidité des produits d'autre part. Cela les conduit d'une part à licencier par dégraissage en modifiant l'appareil de production dans le sens d'une plus grande flexibilité/adaptabilité (sous-traitance, délocalisations) dictée par une prudence financière et une vision court-termiste imposées par les actionnaires; et d'autre part à renforcer les innovations organisationnelles qui interviennent sur les conditions de la valorisation ne serait-ce que par une diminution du temps de circulation.

Le but, c'est que les marchandises soient vendues à l'avance et que leur production et circulation ne soient pas un obstacle à leur transformation en capital-argent. Comme nous l'avons dit maintes fois, dans les conditions actuelles le profit n'est pas un résultat, mais une présupposition de l'activité productive. Tout se passe comme si le marché des biens était un marché à terme et que le capital dans sa forme argent pouvait circuler indépendamment de

l'incertitude concurrentielle et du rapport social de travail⁵. Ce processus est à la base d'une dynamique particulière par rapport à celle qui reposait sur l'investissement (que ce soit dans le modèle schumpetérien ou le modèle keynésien) et la croissance de la production. En effet, il libère non seulement du temps, mais du capital-argent par économie de capital productif. Quand ce capital-argent n'est pas réinvesti, il vient constituer une manne financière disponible (*free cash flow* en termes techniques) pour différentes formes de rente⁶ ou pour des stratégies de fusions-acquisitions comme nous le montrons dans notre commentaire du livre *le capital comme pouvoir* dans ce même numéro. Ces fusions-acquisitions permettent à leur tour de nouvelles économies qui peuvent aller alimenter des fonds d'amortissement censés répondre à l'obsolescence accélérée de capital fixe produite par la course à la compétitivité. Là encore, nous ne remarquons aucune « déconnexion » entre sphère financière et sphère dite productive ou réelle, mais ce que nous appelons une « reproduction rétrécie ».

Tout ceci est congruent avec notre critique du temps de travail comme mesure de la valeur et plus généralement avec notre critique de la théorie de la valeur de Marx qui ne tient pas compte des externalités dans la production de valeur ajoutée (non seulement l'économie informelle, mais aussi tout le travail coopératif réticulaire qui fait rentrer le temps libre dans le temps de travail) et ne pouvait tenir compte du caractère aujourd'hui intégré du procès global de production qui ne permet plus de calculer une productivité individuelle du travail ni même une productivité séparée des facteurs et donc leur coût respectif. Il faut d'ailleurs reconnaître que ces transformations rendent aussi caduques toute la théorie du coût marginal en fonction de la productivité marginale, une théorie qui est pourtant censée constituer le guide de chevet de tout bon entrepreneur.

La force-capacité de travail est utilisée sous conditions et dans certaines conditions.

De la même façon, les dimensions technologique et financière ne représentent pas des « dépendances » et encore moins des maux auxquels un capitalisme sain

5 – cf. L'article de P. Dieuaide dans *Sommes nous sortis du capitalisme industriel*, *op. cit.*, p. 237.

6 – Une partie de cette rente pourrait d'ores et déjà être socialisée sous forme de revenu garanti qui permettrait le développement d'une mobilité choisie. Rien de révolutionnaire là-dedans même si les premiers à en parler furent Robespierre avec son « droit à l'existence » et Paine avec son revenu minimum garanti pour les plus de 50 ans et une somme allouée à l'âge de 21 ans, les mesures étant financées par la rente foncière ; Keynes le prévoyait aussi dans « Perspectives économiques pour nos petits enfants » *in Essais sur la monnaie et l'économie : le cri de Cassandra* (Payot, 1990, p. 127-141).

et fondé sur le travail devrait remédier. Capital-argent et technoscience sont incorporés à la marche vers l'unité du capital global et font maintenant corps avec lui.

LA TENDANCE ACTUELLE À L'INDIVIDUALISATION DES SALAIRES

Elle n'a que peu de rapport avec un retour aux salaires au rendement ou au salaire à la tâche à domicile puisqu'il représente, à l'inverse de ces formes de lien étroit entre salaire et travail, un lien de plus en plus lâche entre contrat de travail et salaire au point qu'on peut parler de relations de rémunération plutôt que de relations salariales. En effet, une part du salaire individualisé peut être assimilé à une forme de dividende, car que ce soit sous la forme de primes, d'intéressement actionnarial ou de stock-options, elle est versée après la vente du produit.

À l'intérieur de ce processus, la notion de revenu devient plus importante que celle de salaire, car dans de nombreux secteurs on assiste à une affectation forfaitaire des prestations de services. Dans ce cas, le revenu est considéré comme un flux variable dont on ne fait le bilan qu'annuellement, alors que le salaire type était considéré comme une part fixe depuis la mise en place des conventions collectives et du fordisme. Dans certains secteurs comme celui des NTIC, il est même parfois considéré comme un chiffre d'affaires. L'extension de contrats commerciaux à des conditions réelles de salariat comme chez les camionneurs montre que cette évolution ne touche pas que les secteurs de pointe.

D'une manière générale le capital essaie de réintroduire des formes pré-salariales à partir des années 1980 soit à travers l'idéologie archaïque et virile du « gagneur » (les années Tapie), soit avec les images plus modernes du petit patron dont « la petite entreprise ne connaît pas la crise » ou celles modernistes de l'auto-entrepreneur ou de « l'entrepreneur de soi ». Cette nouvelle version du discours du capital vise large puisqu'elle est censée s'appliquer aussi bien au chômeur de grande entreprise qui a touché une indemnité de licenciement conséquente à réinvestir, qu'aux managers et cadres supérieurs qu'on veut transformer en actionnaires-gestionnaires : bonus, stocks options doivent devenir plus importants que le salaire. À cela s'ajoute le fait que les salaires peuvent être complétés par des revenus du patrimoine, que ce soit sous forme d'actionnariat salarié ou sous la forme des fonds de pension dans les systèmes de retraite par capitalisation. Ainsi l'un des premiers fonds de pension a été formé par les employés municipaux new-yorkais au milieu des années 1970. Ce que l'analyste américain P. Drucker a appelé « le socialisme des fonds de pension ».

Cette tendance n'est toutefois pas univoque. Comme nous le disons souvent, tendances et contre-tendances sont une marque de fabrique des rapports sociaux capitalistes, ce qui obscurcit pas mal l'analyse. Ainsi, alors que nous venons de voir que les rapports salariaux sont rognés d'un côté, ils ont tendance à se développer d'un autre. En effet, de nouveaux rapports salariaux s'imposent sous l'égide de l'État avec l'extension du travail déclaré dans le secteur parasocial (cf. par exemple pour les « nounous », différentes catégories de « médiateurs » dans les transports ou les quartiers ou encore les écoles). Mais beaucoup de ces nouveaux salariés restent en marge de la norme salariale, car ils ne bénéficient que de contrats « aidés ».

Les diverses réformes du régime des intermittents qui visent à les faire passer sous les fourches caudines de la norme sociale salariale montrent aussi que ces transformations des contrats et rapports salariaux ne convergent pas comme le supposerait un plan maléfique du capital. Ne l'oublions pas le capital n'a pas de forme privilégiée. Il les utilise toutes, sachant qu'en dernier ressort c'est la fluidité qu'il privilégiera.

Dans la théorie marxiste, l'articulation valeur-valeur d'échange repose sur la médiation du rapport salarial (formation, dépense du revenu), mais c'est cette articulation par le salaire que le capital a de plus en plus de mal à reproduire. En effet, à la part des revenus de transfert de l'État-providence qui reste importante, quoiqu'on en dise, au moins en France et surtout quand les revenus du travail stagnent ou même régressent, s'ajoute maintenant une portion croissante de revenus financiers au sein des ménages, d'épargne salariale (la plupart des centaines de milliers de petits actionnaires ne sont que des « ayants-droits »). Le nombre de personnes recevant ces nouvelles formes de rente est beaucoup plus élevé qu'on ne le croit généralement. Certains réformistes optimistes comme Aglietta y voient même une nouvelle stratégie possible de conquête ouvrière ou au moins salariale par le contrôle de la stabilité de la propriété que cela pourrait constituer si la tendance se confirmait et surtout si elle s'accroissait. Une nouvelle mouture du gaullisme de gauche pour ne pas désespérer les salariés « garantis ».

IL N'Y A PAS DE TENDANCE IRRÉVERSIBLE VERS CE QUE CERTAINS APPELLENT LE PRÉCARIAT.

Même si le salariat s'est diffusé massivement et est même devenu universel, cela n'a pas donné une véritable universalité de conditions que la période fordiste laissait supposer. On assiste plutôt maintenant à une fragmentation au sein du salariat et à son pourtour, dans des zones grises d'entre-deux. Mais l'effritement de la norme sociale salariale du fordisme n'a pas non plus produit, pour le moment du moins, un nouveau type de rapport salarial comme

le croyaient par exemple les opérais des années 1970. Il y a plutôt une multiplication de situations transitoires (chômage, CDD, intérim, stages, diversité et instabilité des formes familiales, etc.). Comme l'exprime Ulrich Beck⁷, les risques liés au travail salarié augmentent sans obéir pour autant au modèle marxiste de la « prolétarianisation ». La massification du salariat non seulement n'a pas produit d'unification des conditions en maintenant toujours des fragmentations, mais les nouvelles conditions de risques afférentes aux restructurations depuis les années 1980, n'ont pas créé en elles-mêmes de bases communes d'action. C'est que l'intégration de la technoscience dans la production industrielle a complètement transformé le rapport entre travail et lieu de travail. L'usine comme lieu unique et centralisé de concentration de force de travail taylorisée, avec la nécessité de la coopération et des solidarités qui en découlent, laisse peu à peu la place à de nouvelles configurations organisationnelles qui mêlent centralisation des pouvoirs décisionnels et déconcentration de l'organisation du travail et des prestations de services, à travers des réseaux d'information. Dans ces nouvelles configurations, c'est toute l'ancienne organisation hiérarchique du travail basée sur une division verticale stricte entre dirigeants de différents niveaux et la base des exécutants, mais aussi la garantie qu'à l'intérieur de cette structure, la qualification et l'ancienneté du salarié soient reconnues, qui est remise en question. La compétence abstraite tend donc à remplacer ou au moins à se superposer aux qualifications concrètes ce qui permet l'individualisation des postes de travail et des salaires tout en court-circuitant l'institution syndicale qui, pendant les Trente Glorieuses, avait accepté toutes les formes de travail imposées par le capital pourvu que ces formes augmentent la valeur du travail. Par exemple les risques professionnels augmentaient la valeur du travail, car elles se monnaient en primes de la même façon que les syndicats négocient aujourd'hui de meilleures conditions de retraite pour les salariés victimes des pires conditions de travail comme s'ils s'apercevaient d'un coup de la dangerosité extrême de ces types de travail !

Les normes sociales et salariales n'ont pas été balayées par la finance cosmopolite et sans visage, mais par les restructurations des grandes entreprises dans le cadre de la priorité donnée à la capitalisation.

Nouvelle gouvernance, production pour le gain de parts de marché (compétitivité) plus que production pour l'extension du marché (le toyotisme supprime le fordisme), ouverture actionnariale plus qu'auto-financement constituent la nouvelle donne de cette « reproduction rétrécie ».

C'est toute la conception du travail qui s'en trouve remise en cause. Auparavant, le patronat concevait le travail comme un facteur de production source

7 – Ulrich Beck, *La société du risque*, Aubier, 2001.

de valeur ajoutée, même si évidemment se posait ensuite le problème du partage de cette valeur ajoutée. Or aujourd'hui les entreprises ont tendance à le considérer comme une consommation intermédiaire au même titre que les matières premières, ou les produits semi-finis. Le travail peut donc être considéré comme un « intrant » qu'il faut externaliser au maximum. On comprend dans cette perspective les tendances lourdes actuelles d'une différenciation entre une main-d'œuvre très qualifiée que les entreprises traitent comme du capital fixe (de la ressource humaine) et une force de travail peu qualifiée ou sans expérience utilisée de façon très occasionnelle grâce aux nouvelles formes de contrats précaires légalisés. Pour cette main-d'œuvre jetable, le concept marxien de « capital variable » retrouve toute sa pertinence après la parenthèse des Trente glorieuses qui avait semblé l'invalider en faisant des travailleurs « garantis » une fraction de capital fixe puisque, comme pour les machines et autres immobilisations, son coût était constant, quel que soit le niveau conjoncturel d'activité réelle. C'est cette « réserve » qui expliquait la profusion des stocks ou les périodes de chômage technique et qui est aujourd'hui considérée comme de la mauvaise graisse.

Dans le même ordre d'idée, la position du syndicat patronal (MEDEF) est de ne plus assurer la continuité entre les temps de travail effectifs et les temps de formation. Il veut casser le contrat de travail en cas de formation, car il ne s'agit plus de former ce qui sera une ressource humaine pour telle ou telle entreprise précise, mais d'utiliser un capital humain abstrait qui aura été formé ici ou ailleurs, peu importe, puisqu'on peut s'adresser au marché national ou mondial s'il le faut, suivant les besoins. L'ANI correspond bien à cette vision de fluidité de la ressource humaine devenue sans attache par rapport à un lieu de travail particulier, mais une fluidité qu'il faut encadrer et compenser (le flexisécurité).

Plus que jamais, c'est aujourd'hui le capital tout entier qui achète potentiellement la force de travail disponible tout entière.

Le rapport marchand semble donc s'imposer au rapport salarial parce qu'il englobe de plus en plus l'ensemble des rapports sociaux dans la mesure où salariés et consommateurs ou usagers sont intégrés à un même processus. Mais il n'est pas le rapport social capitaliste parce qu'il exprime trop crûment les rapports de subordination et de domination du capital. Il ne peut s'exprimer et *a fortiori* se développer que s'il est réglementé par l'État et présenté aux individus démocratiques sous des formes impersonnelles et juridicisées. D'où l'importance réaffirmée aujourd'hui du contrat de travail et les polémiques ou luttes autour de transformations qui remettent en cause les sources traditionnelles de son institutionnalisation (cf. les divergences syndicales à propos de l'ANI)

NOUS CONCLURONS SUR UN PARADOXE PUISQUE LE TEMPS DES CONTRADICTIONS SEMBLE LOINTAIN

La situation qui découle de ces transformations de la condition salariale et du travail est déplorée par les syndicats et plus généralement par toutes les forces de « la gauche de la gauche » comme le signe de la « casse » des bastions de l'ancien mouvement ouvrier et la source de son affaiblissement. Or, elle aurait dû être la prémisse à une insubordination généralisée contre le capital sans illusion, pour les salariés, sur un quelconque intérêt à défendre une position particulière au travail. C'est en tout cas ce qu'envisageait Marx quand il voyait dans le prolétaire américain déraciné et interchangeable la figure même du futur révolutionnaire.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que cette hypothèse ne s'est pas vérifiée. Pas de défaitisme particulier dans ce constat, mais il faut chercher à savoir en quoi et jusqu'où l'hypothèse a failli.

automne 2013

SALARIAT ET PRÉCARITÉ : CONDITION ET LUTTES DU TRAVAILLEUR PRÉCAIRE

Gzavier

Nous partirons du travail théorique développé par la revue *Temps Critiques*¹ quant à la perte de centralité du travail vivant dans le procès de valorisation. Nous prendrons ici le temps d'en cerner les conséquences quant à la précarité pour le travailleur au travers de notre propre expérience².

À PARTIR DU CPE³

Le mouvement contre l'ensemble de la loi dite « pour l'égalité des chances » et son fameux Contrat Première Embauche (CPE) a exprimé chez les jeunes et surtout de la part des étudiants, un refus de la précarité. Des universités est monté un discours mettant en avant un diplôme qui « valorise » son porteur par l'acquisition d'un certain savoir qui lui offrirait une garantie de situation dans le futur emploi. Mais durant le CPE personne ne voulait discuter le fait qu'un diplôme ne vaut pas grand-chose, en lui-même, sur le marché du travail. D'ailleurs la seule crainte de la « dévaluation » du diplôme entraînait automatiquement une part d'adhésion à ce mouvement. C'est donc l'idéologie républicaine de « l'égalité des chances » qui prévaut et une conception pour le moins optimiste de la qualification par le diplôme alors que la situation immédiate sur le terrain est loin de correspondre à cette attente. Dans la plupart des cas la situation actuelle des étudiants est, de fait, de participer au monde du travail tel qu'il se dessine aujourd'hui, c'est-à-dire dans une tendance au brouillage des catégories traditionnelles qui séparaient actifs et inactifs, chômeurs et stagiaires, étudiants et travailleurs, etc. En effet, l'étudiant de par sa position objective instable et temporaire peut faire office de variable d'ajustement idéal notamment par le biais de l'interim et bien sûr par le développement de « petits boulots étudiants » qui se distinguent de moins en moins des « petits boulots » tout court que connaissent des salariés qui exercent leur activité aux marges de l'emploi pérenne. Dès lors on pouvait s'attendre à un questionnement quant à la nature du travail, sa place dans la

1 – Le dernier texte de J. Wajnsztein, *Critique du travail et révolution du capital* pour la revue *Variations* en est un exemple, disponible sur le site de *Variations* à l'article : <http://variations.revues.org/362>

2 – Nous avons pu bénéficier sur cette question des retours de J. Wajnsztein.

3 – Nous renvoyons en complément à deux textes d'Interventions parus au moment de la lutte contre le CPE : *Blocages et embauchages* et *Hardblocking*, disponibles sur le site à la rubrique *Interventions*.

vie, les relations qui le fondent, etc. Rien de cela n'a alimenté les Assemblées Générales ni des commissions *ad hoc* sauf exception. Remarquons que l'impensé sur ce point et l'absence d'un débat sur la place du travail dans la société capitalisée n'est pas le propre des seuls étudiants. On ne retrouve pas de réflexions à ce sujet dans plusieurs mouvements par exemple celui des retraits d'octobre-novembre 2010⁴.

L'ENTRE-DEUX DES ÉTUDIANTS

Les étudiants actuels n'ont pas une réelle connaissance du travail du fait de leur situation particulière qui est d'avoir un rapport très distendu avec le travail concret et ce qu'ils peuvent accomplir dans ce cadre. En effet, toute une partie des étudiants est de passage à l'université pour préserver une situation d'entre-deux, un peu étudiant / un peu travailleur ; un peu en famille / un peu indépendant. Ils respirent par les pores de la société sans en revêtir vraiment la peau. Ainsi, ils tentent d'échapper le plus longtemps possible à l'emploi salarié ceci en vivant aux frais de leur famille ou grâce à des bourses universitaires du CROUS. Cela fait que même quand il y a une critique du travail qui émerge dans la lutte, vu les conditions sociales objectives encore largement protectrices en France, elle ne produit pas de grande rupture ni pratique, ni théorique.

Les luttes étudiantes récentes ont donc plus été irriguées par un mécontentement diffus quant à l'avenir peu sécurisé que la société réserve à ses étudiants que par une remise en cause de ce qu'est le travail lui-même. Il faut voir qu'il y a aujourd'hui une masse énorme d'étudiants dans les universités issues du volontarisme de l'État⁵. Avec l'injonction du bac pour 80 % des élèves d'une génération, l'afflux est problématique pour les universités qui rêvent tant de l'*excellence*. Et ces étudiants n'ont malgré tout pas de statut propre comme le souhaitent tant les syndicats⁶ avec la revendication d'un salaire/revenu étudiant alors que la situation d'entre-deux se généralise et se prolonge.

4 – cf. L'éditorial du n°16 de *Temps critiques*: « Des grèves d'octobre-novembre 2010... » disponible sur le site à cette adresse :

<http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article287>. Il n'empêche que la situation semble évoluer quelque peu. Par exemple à l'université Lyon 2, pendant la grève, une réunion organisée autour de la revue intempestive *Journées critiques* a largement débordé son cadre initial, occupant un amphithéâtre vu le nombre inattendu de présents et les discussions sur le travail et la critique du travail y furent particulièrement développées.

5 – La situation est encore bien plus critique dans des pays comme la Grèce et les pays du sud de l'Europe.

6 – Une revendication portée par l'UNEF dès le milieu des années 1960, puis reprise par Chirac dans les années 1990... mais restée sans suite jusqu'à maintenant.

Ainsi, pour une part non négligeable d'étudiants, persuadés que l'Université constitue encore un moteur d'ascension sociale et l'assurance d'accéder à une position sociale supérieure à celle de leurs parents ou au moins égale à celle qu'ils ont eux acquis avec les années, c'est la douche froide. Alors que, du fait de leurs études, ils reportent à plus tard le moment de leur indépendance financière et sociale, la menace du CPE vu au mieux comme nouveau sas entretenant la situation d'entre-deux et au pire comme relégation aux marges du salariat a eu des conséquences importantes. En refusant les conditions discriminatoires du CPE parce qu'elles semblaient condamner les jeunes aux emplois précaires et sous-payés (comme le projet de CIP de 1994), le mouvement anti-CPE n'a pas développé de critique liée à l'expérience du travail acquise au gré des petits boulots pour étudiants ou même en tant qu'étudiants-travailleurs pour les plus engagés dans le monde du travail. Et en tout cas ces expériences ne furent jamais mises en commun. Comme c'est le « fond » qui manquait le plus, l'expérience de la lutte s'est centrée sur la forme et c'est d'ailleurs une caractéristique de beaucoup de luttes au cours de ces dernières années⁷.

Cette stratégie dans laquelle se sont insérés les étudiants en lutte a donné forme à l'expérience caractéristique des bloqueurs qui, on le sait, étaient minoritaires numériquement, mais dont la force agissante fut représentative, en partie par procuration, de l'ensemble du mouvement. C'est cette force agissante qui a fait mouvement en se dégageant des divergences d'intérêt immédiat. Dès lors, les cursus « professionnalisants » qui fleurissent de toutes parts furent largement critiqués pendant la lutte tandis que, paradoxe, beaucoup d'étudiants les demandent et s'y rendent avec ferveur par temps calme. On le comprend, l'idéal d'un savoir pour tous, émancipateur et désintéressé, est une donnée dont on laisse la défense aux franges les plus remuantes tandis que la majorité des étudiants compose bien plus pragmatiquement et sans état d'âme. En effet, les étudiants sont en fait grandement tenus par une sorte de promesse sociale, de la part de l'État, d'un avenir meilleur, ce qui fait barrage à tout débat sur la nature et le contenu de cette promesse. Pourtant l'horizon immédiat proposé pour une réussite en second cycle est largement mis en question par la situation d'entre-deux de beaucoup d'étudiants, car « étudiants-travailleurs » est une situation pour le moins difficile à assumer... et à rentabiliser.

La complexité de ce statut d'étudiant-travailleur s'est manifestée dans la lutte anti-CPE et LRU par les différences d'approche entre ces étudiants salariés et ceux qui donnaient tout leur temps au blocage. Cela ne veut pas dire que la ligne de démarcation classique entre bloqueurs et anti-bloqueurs se greffe sur

7 – cf. la brochure « *La forme d'abord* » d'André Dréan disponible à l'adresse : <http://www.infokiosques.net/spip.php?article716>

cette différence, mais elle permet d'en comprendre certains des aspects. Il n'était en effet pas donné à tout le monde de pouvoir rester des heures et des jours à bloquer une université. Plus encore toute une part des étudiants travaillant pour le CROUS par exemple se trouvait prise entre d'un côté la nécessité de survivre et donc de continuer à travailler et de l'autre un refus général d'une situation concrète où l'emploi précaire comme seule perspective d'emploi à court terme. On le voit les positions pouvaient donc être multiples et non figées. Elles évoluaient selon le rythme du mouvement, les rapports de force et les impératifs de la lutte en cours. Le mouvement étant large à sa base la jonction se faisait... ou pas avec des tensions grandissantes. Dans les derniers mouvements comme celui contre la LRU les oppositions entre les factions anti-bloqueurs et bloqueurs n'ont pas manqué de plomber les luttes en monopolisant les sujets de discussion au cours des AG.

De fait la frange des étudiants-travailleurs est dans une position bien différente de celle des autres étudiants qui véhiculent une vision générale et surplombante de l'université de laquelle les premiers ne voient qu'une partie, celle qui leur est concédée. Leur entre-deux n'est pas de même nature. S'ils ont bien un « statut » universitaire d'étudiants-travailleurs qui les dispense d'assiduité, ils n'ont pas de statut sur leur lieu de travail occasionnel et ils sont donc sans « garanties ». On pourrait dire qu'ils sont à la fois trop « insérés » dans l'emploi pour ne pas en dépendre et d'un autre côté pas assez pour bénéficier des potentialités de l'emploi si l'on parle en termes de CDI. Pourtant devenir étudiant-travailleur est une manière de tout concilier et aussi de préparer l'après des études. C'est se greffer sur la réalité que représente la condition salariale et donc en expérimenter ses conditions. Ces caractéristiques de l'emploi étudiant, un grand nombre les retrouveront directement lors de la fin de leurs études où on leur demandera non pas seulement une formation générale réelle mais aussi une expérience qu'ils n'ont pas. Pris sous le double handicap du primo arrivant sur le marché du travail et dans un contexte où l'emploi est rare, émerger n'est pas évident. Les ex-étudiants ont donc souvent des parcours qui alternent *jobs*, stages et chômage ou même RSA quand ils en ont le droit.

Partant du CPE comme exemple de mouvement de refus de la « précarité » sans que cela corresponde à une perspective précise, à part un refus de l'existant de la part de la frange motrice du mouvement, nous arrivons à une condition étudiante qui s'accommode assez bien de la réalité actuelle du marché du travail. Les conditions qui le caractérisent sont acceptées le temps des études pour certains tandis que pour d'autres cela semble être le seul horizon envisageable, mais dans une position qui n'est plus celle de l'entre-deux de l'étudiant-travailleur, mais celle du travailleur-précaire.

DES *JOB*ÉTUDIANTS AU TRAVAIL PRÉCAIRE

Comme pour les étudiants-travailleurs beaucoup de travailleurs dits « précaires » sont aujourd'hui dans une situation que nous voyons comme un entre-deux, à la fois avec un emploi mais aussi à la porte d'entrée de ce monde si structurant de la société du capital. Nos réflexions dans cette partie du texte pourront paraître parfois généralistes ou sans accroche ni référence directe à une lutte, pourtant elles sont bien la résultante de celles que nous avons traversées.

Le travail intérimaire est l'archétype du travail précaire, car il prend la forme du *job* sur des temps courts et une expérience parcellaire à la fois peu valorisante pour soi et peu valorisée socialement. Mais ce travail proposé en intérim est-il si différent de celui proposé dans maints emplois peu qualifiés des très petites entreprises (TPE) de certains secteurs comme le bâtiment ou les services et pourtant dotés de contrats en CDI? Non, nous ne le pensons pas, d'autant que le dernier projet de loi sur la sécurisation des emplois prévoit l'octroi de CDI au sein même de l'intérim, tenant ainsi compte d'une pérennité de l'emploi en général, quel que soit le type d'entreprise à l'origine du contrat. En conséquence, la différence entre emploi fixe (tout est relatif) et intérimaire devient plus difficile tant on met ces emplois (dans les TPE, les services à la personne, etc.) aux marges du travail tel qu'il était valorisé dans la société du travail dont les Trente glorieuses nous fournissent à la fois le modèle et son point d'implosion.

Dans ce type d'emploi, l'expérience du travail est la plupart du temps très pauvre, car il concerne surtout des postes sans qualification. Il n'empêche qu'une différenciation se produit sur le même type de travail en fonction du statut ou du type de contrat d'embauche, celui-ci déterminant souvent une autre appréciation du travail. Par exemple, l'intérimaire, force de travail d'ajustement au niveau d'activité conjoncturelle, est perçu par les salariés fixes comme celui qui semble accepter tous les types de conditions de travail (sous-entendu y compris les plus dures). Ces autres travailleurs vont donc souvent adopter une position défensive, car ils voient dans ces conditions de travail leur possible sort futur. En conséquence, cela les amène à rechercher non pas l'unité des différentes catégories de travailleurs, mais la préservation des différences et donc à mettre en avant des revendications pour la défense des acquis. En théorie, cette différence devrait encore être accentuée par la durée très limitée du contrat intérimaire qui fait que pour ce type de salarié, il relèverait de la plus grande « fausse conscience » de vouloir réellement bien faire son boulot là où il n'a rien à en attendre d'autre qu'un modeste revenu... C'est en cela que c'est une expérience pauvre et qu'elle correspond le plus parfaitement à la formule critique tant utilisée dans les années 1960-1970 : « Perdre sa vie à

la gagner ». Mais, l'absence de sens concernant sa propre activité salariée dépasse aujourd'hui les limites du seul intérim ou des CDD renouvelables à répétition. Tentant de freiner cette réalité le management moderne veut redonner sens à des activités qui ne « parlent » plus ou presque à beaucoup et ce à cause d'une parcellisation des tâches très importante ou d'une dépossession par la technique voire d'injonctions paradoxales incessantes. On pourra ainsi se référer au livre de R. Sennett *Le travail sans qualité* qui note bien comment le temps qui permettait à tout travailleur de maîtriser l'ensemble de son outil, ses différentes dimensions, n'est plus la base lui permettant de se reconnaître dans le travail et réaliser sa *professionalità* comme disaient les italiens, même si c'est dans le contexte d'une société d'exploitation. Mais un processus qui ne touchait encore guère les ouvriers professionnels avant les années 1970, s'est désormais généralisé, y compris aux techniciens et parfois aux cadres moyens. Plus précisément, souvent pris dans des procédures remettant en cause la structure même de l'activité du salarié (pensons au *lean management*⁸ par exemple), le salarié se voit mis en cause dans ses capacités personnelles alors que c'est la structure du procès de production et les méthodes de management qui posent problème.

Revenons à la question de l'entre-deux de l'emploi précaire, position inconfortable, mais tout à fait prise en compte par l'État-réseau dont on ne saurait négliger les capacités d'adaptation dans la mesure où son efficacité supposée repose sur une gestion au plus près et au cas par cas. Le RSA (revenu de solidarité active) est, l'exemple d'un revenu social qui a pour objet de pallier aux insuffisances du marché du travail puisque celui-ci n'est pas un marché comme un autre et que ce qui s'y échange ne sont pas de véritables marchandises⁹, bref un lieu où l'équilibre ne se réalise pas automatiquement contrairement à ce qu'énonce l'économie néo-classique. Il s'avère que c'est par l'avance pécuniaire fournie par le RSA que ce dispositif est censé intervenir

8—Le *lean management* provient d'une analyse du fonctionnement des usines de *Toyota Industries* au cours des années 1980. Cette approche est transposée dans les entreprises pour tenter de maîtriser la création de « valeur » et les conséquences de la recomposition incessante de la production en mobilisant le salarié à tous les étages. La chasse aux « gaspillages » comme impératif voit les employés participer le plus souvent à la décomposition de leur propre poste tandis que le « capital humain » que ceux-ci représentent est le « surcoût » dans lequel on taille le plus facilement (malgré toutes les arguties managériales sur le sujet).

9—La force de travail n'est pas produite comme des pommes de terre. Elle est une capacité humaine qui s'aliène, mais pas à n'importe quelle condition. Dans le même ordre d'idée, le chômage n'existait pas avant l'existence d'un « marché du travail » et ce marché particulier a été créé de toutes pièces ; il a été institué, la plupart du temps à l'initiative de l'État.

directement sur le marché du travail en amorçant la pompe en vue d'une sortie linéaire de la situation de « désoccupé » (*disoccupati* en italien) par l'incitation au retour à l'emploi précaire d'abord, éventuellement pérenne par la suite. En réalité le bénéficiaire du RSA tombe souvent dans un sous-marché du travail qui le maintient dans une situation ambiguë que les sociologues américains désignent comme étant celle des *working poors* (travailleurs pauvres). Une situation qui évite l'exclusion (la société capitalisée reste inclusive et englobante), mais sans plus vraiment fournir les conditions sociales qui préside à l'intégration par le travail. Le RSA cherche à répondre partiellement à une crise de l'employabilité qui conduit à reconsidérer ou même à redéfinir le rapport salarial à partir du moment où l'essentiel est préservé, à savoir que ce rapport salarial continue à diriger le rapport social global en dehors d'un travail continu concrètement effectué. Ce qui compte, dans la société capitalisée, c'est de maintenir les possibilités d'employabilité y compris en simulant les situations d'emplois. Les syndicats de salariés ne semblent pas y être opposés puisqu'ils planchent sur l'idée des « parcours professionnels ».

C'est une stratégie tout à fait différente de celle qui a prévalu des débuts de la révolution industrielle jusqu'à la Première Guerre mondiale et qui considérait comme une bonne chose une « armée industrielle de réserve » permettant de peser sur les salaires et dans laquelle on piochait selon les besoins sans se préoccuper de la question sociale, sans souci de formation professionnelle, etc. Aujourd'hui, le commandement capitaliste doit réaliser un véritable tour de force pour reproduire le rapport salarial dans une situation de fort chômage et de plus longue durée. En effet, il lui faut continuer à bien marquer la différence de situation entre ceux qui sont « au travail » et ceux pour qui le travail se dérobe sans que cela soit de leur fait. Pas question donc pour ces derniers, d'un revenu garanti d'existence qui soit à peu près l'équivalent du SMIC, mais néanmoins allocation d'un revenu minimum de survie qui permette de ne pas « décrocher » du monde du travail.

Si nous préférons parler du travailleur-précaire et non pas de précarité en général, c'est que cette dernière notion est une notion fourre-tout et surtout elle sous-entend que le devenir de tout cela serait une sorte de « sens de l'Histoire » vers un précarariat comme nouvelle norme salariale. Nous nous inscrivons en faux contre cette assertion. Le développement des statuts précaires est certes lié à la flexibilisation de l'emploi, mais elle n'est pas plus importante que la tendance à fixer et à considérer comme capital humain ou ressource humaine toute une autre partie des salariés. Nous pensons plutôt que la précarisation correspond à une situation liée à l'inessentialisation de la force de travail dans le procès de valorisation, mais dans une société qui reste

encore une société du travail et qui doit donc maintenir le travail comme discipline imposée par la double contrainte morale et monétaire.

On assiste à un retour à la nature première du rapport salarial, indépendamment de tout rapport à un travail concret. À partir de là, c'est la gestion globale de cette force de travail qui est primordiale et les coûts de cette force de travail doivent être envisagés en conséquence, c'est-à-dire en dehors de l'activité réelle qui lui correspond. Les patrons en sont bien conscients qui demandent à l'État de payer un salaire social en supplément du salaire d'entreprise qui correspondrait au travail réel. C'est d'ailleurs leur argumentaire pour s'opposer au maintien du SMIC. La stagnation des salaires ou même leur régression actuelle n'est donc pas tant à mettre sur le dos de la pression à la baisse qui s'exercerait en période de fort chômage, que du fait que la rétribution générale de la force de travail globale nécessite des redistributions internes, du travailleur très qualifié au bénéficiaire du RSA, en passant par le smicard et le chômeur indemnisé, suivant le principe des vases communicants.

En conséquence, nous refusons de mettre en avant un *individu précaire*, qui serait le seul à subir véritablement et à concentrer dans sa situation propre toute la dimension collective, dans le travail et en dehors, des rapports de domination dans la société capitalisée. Dès lors il nous faut aussi parler de ce regard qui consiste à comprendre les Trente glorieuses comme si il y avait eu un jour un travail garanti et immédiatement accessible pour tous là où aujourd'hui se formerait une vie de précarité totale. Sans faire de comparaison facile, la période fantasmée est pourtant celle de la sortie d'une guerre avec des conditions de vie peu enviables. Travail à la chaîne généralisé, travail posté très important, maladies professionnelles mortelles non reconnues comme celles liées à l'amiante et au plomb, discipline de fer imposée par les petits chefs dans l'automobile pour ce qui est des conditions de travail ; habitat en logements insalubres malgré la construction de HLM en banlieue, bidonvilles pour travailleurs immigrés, bains-douches publics, etc., pour ce qui est des conditions de vie¹⁰.

C'est que le fil rouge de la lutte des classes est bien rompu quant la mémoire ouvrière est mise au rebut par des enfants de prolétaires qui préfèrent devenir vigiles où tout autre chose plutôt qu'opérateurs sur une chaîne quelconque. Dès lors, à la place, notre époque semble promouvoir une esthétique des années 1960-70 (le « vintage » en est la partie émergée), c'est-à-dire un passé enjolivé à travers le doux cocon tressé par l'État-providence dans une conjoncture favorable de plein emploi ; un passé toutefois délesté de ses dimensions

10 – cf. D. Giachetti, M. Scavino, *La Fiat aux mains des ouvriers*, Les nuits rouges, 2005.

critiques et de révolte, dimension qui fait pourtant partie intégrante de cette époque.

PRÉCARITÉ ET TENDANCE À LA VALEUR SANS LE TRAVAIL

Il n'en demeure pas moins que la précarité, celle du travail entendons-nous bien, correspond à l'actualité d'une inessentialisation de la force de travail qui est, en fait, la critique en acte du travail mais... effectuée par le capital. Ceci, car les caractéristiques du procès de production ont complètement été transformées à partir des années 1960-70. Les sources de valorisation liées à l'emploi du travail vivant semblant atteindre leurs limites, le capital a dès lors entrepris de faire sa révolution¹¹. Dans le mouvement des restructurations qui commence alors, le travail mort (avec l'automatisation par exemple) prend le dessus et le travail vivant n'est plus qu'un emploi aux ordres dont plus personne ne se préoccupe de « l'utilité » ou du caractère productif. Dans la société capitalisée, tout apparaît « utile » et productif... pour le capital !

À ce titre, le travail tel qu'il était considéré dans sa version « noble » de travail vivant productif devient plus rare, voire est renvoyé aux marges, tandis que c'est l'ensemble de la société du capital, de l'amont à l'aval du procès de production au sens strict, qui est utilisé pour créer de la valeur. C'est ce processus que nous avons désigné comme celui de la valeur sans le travail¹². Changement de fond majeur qui ouvre des espaces de capitalisation qui paraissent effectivement redonner souffle au capital via le développement du capital fictif et la financiarisation, non seulement de l'économie, mais de l'ensemble de la société (cf. le phénomène de « bancarisation » des ménages et le rôle du crédit) ; à travers aussi le développement des NTIC et plus généralement l'intégration de la technoscience dans le procès de production et les conséquences qui en découlent avec la croissance exponentielle des services et la mise en réseau des relations sociales. C'est cet ensemble que nous appelons la « société capitalisée ».

Les nouvelles sources de capitalisation s'appuient donc désormais sur les connaissances partagées (on peut parler du *General Intellect* de Marx) par des ensembles de réseaux d'acteurs plus ou moins éparpillés que les grands groupes captent et agencent à leur profit. On passe donc d'une vision quantitative et agrégée des opérations de travail, dont le fordisme est l'exemple type, à une vision en réseau¹³ et relationnelle par le biais du management et la

11 – J. Wajnsztein, *La révolution du capital*, L'Harmattan, 2007.

12 – Voir : *La valeur sans le travail, anthologie et textes de Temps critiques*, L'Harmattan, 1999.

13 – Travailler en réseau ne signifie pas qu'il n'y a pas de structuration et de hiérarchisation du pouvoir ce que nous rappelons aussi quand nous parlons de l'État réseau.

gestion des ressources humaines. Le « capital variable » de Marx (la force de travail productive exploitée) ne gagne pas en galons en devenant « capital humain ». Ce dernier s'inscrit comme simple composante de la chaîne de valorisation et en tant que telle sa « variation » peut s'avérer aussi grande que n'importe quelle partie du capital constant (machines ou matières premières). Plus que jamais, une part de la main-d'œuvre salariée peut « mériter » son vocable marxiste de capital variable, alors que l'autre part peut être assimilée au capital fixe. Mais dans les deux cas, c'est l'autonomie relative du travail par rapport au capital dans le rapport social capitaliste qui est remise en question. Contrairement à ce croient encore les néo-opéraïstes en référence à « l'autonomie ouvrière » des années 1970, il n'y a plus d'autonomie possible du travail par rapport au capital.

À noter que le salariat couvre l'ensemble de ce qu'est le travail pour tout un chacun sans que celui-ci soit forcément productif. Aussi, l'effort idéologique consistant à nous parler avec ferveur de la « valeur-travail » comme Sarkozy l'a fait sous son mandat de président laisse bien penser, en creux, que celle-ci est en déperdition et que ce n'est qu'une incantation en faveur du travail comme valeur, une valeur autrefois partagée et par la bourgeoisie et par la classe ouvrière.

LE TRAVAIL S'EFFACE DEVANT L'EMPLOI

La situation du travailleur-précaire est un signe de cette déperdition. Elle existe parce que l'organisation du travail est dorénavant axée sur la flexibilité. La flexibilité s'accomplit en cherchant à se libérer du temps pour se fondre dans l'immédiateté de la circulation. Tout l'enjeu de la flexibilité est de s'affranchir des « lourdeurs » que représentent les stocks pour y préférer les flux. Ceci signifie au niveau de l'emploi une maîtrise, une adaptabilité, une réaction immédiate à la conjoncture déterminée par l'état de la demande. À ce titre il y a une inversion de la chaîne de commandement fordiste dans laquelle l'offre déterminait la demande. Place au juste à temps et au zéro stock du toyotisme ! L'emploi ne peut donc plus être enraciné dans le temps comme un stock de capital variable et surtout le travailleur y est souvent vu comme un frein à la valorisation là où le temps de production même est devenu moins important que ceux de la conception et de la circulation.

Mais la flexibilité du travail n'est pas qu'une arme contre les employés, c'est la possibilité, on le voit dans le travail féminin, de jongler entre la vie de famille et le travail quoiqu'on pense de ce cumul. Le contrat atypique du travailleur précaire ne signifie donc pas automatiquement *exclusion* par rapport à une *inclusion* que serait le travail salarié typique correspondant au Code du travail (CDI). La barrière est poreuse dans l'entre-deux qui le caractérise : succession

de travail à mi-temps, *jobs* de trois jours, stages rémunérés ou non, temps de travail décomposé, etc. Il laisse par là du temps aux individus qui peuvent envisager autre chose que la dévotion à leur travail. La perspective est pour toute une partie des précaires (les 20-35 ans particulièrement) d'utiliser à leur compte cette situation où effectivement ils n'ont pas à avoir de remords à quitter une « boîte » quelconque. Cette position actuelle face au travail pourrait être le fruit d'une résonance de la situation d'avant les années 1980 quand le travailleur était en position, non pas de prendre ce qui lui chantait, mais bien de le refuser par des pratiques telles l'absentéisme répété et surtout le *turn-over* ! Ces pratiques étaient le fruit d'un certain rapport de force entre capital et travail dans lequel ce dernier pouvait avoir des marges de manœuvre, mais aussi le fruit d'une révolte générale contre toutes les conditions de la domination et cela surtout parmi une jeunesse qui sera à la pointe des luttes de cette époque. Mais malheureusement ce n'est plus le cas au moins pour le moment. Cette lutte a été défaite, dont acte et ce qui se produit n'est pas dans la continuité de ce qui précède, car le fil rouge est bien rompu. Ce qui était révolte est devenu passivité le plus souvent ou au mieux résistance, une situation qui nous caractérise presque tous puisque nous sommes le plus souvent sur la défensive, sans perspective immédiate d'inverser la dynamique.

La défaite dont nous parlons n'est pas seulement la défaite d'un mouvement passé, le dernier assaut prolétarien contre le capital, mais elle est aussi quotidienne dans un retour au travail qui fait accepter n'importe quel emploi et c'est plus vrai encore, quand l'emploi pris l'est comme un *pack* dont les différentes composantes ne sont pas dissociables, ce qui empêche de se poser la question de ce qui est acceptable ou ne l'est pas. Aujourd'hui les plus fragilisés socialement prennent l'emploi qu'ils peuvent obtenir et rien d'autre. On peut même dire que beaucoup sont prêts à de grandes concessions pour avoir un emploi et les employeurs jouent sur cette nouvelle donne qui aussi bien du côté de l'employeur que du côté du salarié entrant sur le marché du travail, fait que l'emploi octroyé ou obtenu ne semble l'être que du bout des doigts, comme à regret. À la limite, on peut dire que ni l'employeur ni l'employé n'y croient eux-mêmes. Le contrat est passé, mais sans engagement réel de part et d'autre. L'exemple de ces « boîtes » qui prennent (à ce niveau le terme d'embauche est impropre) des travailleurs sans jamais leur permettre d'être comme les autres travailleurs au niveau des conditions de travail (absence de chaussures de sécurité ou simplement d'habit de travail) n'est pas anodin. Si le salarié est prêt à accepter n'importe quoi (ce qui peut être éventuellement facilité par son absence de papiers), on lui offre le minimum y compris en contournant le droit du travail.

Le niveau de l'emploi n'est plus qu'une donnée statistique fluctuante que l'État et les dirigeants politiques semblent subir. Il apparaît déconnecté des politiques de plein emploi qui semblaient accompagnées, par nature, des politiques de croissance nécessaires à une reproduction élargie. Dans la reproduction rétrécie actuelle, c'est la capitalisation qui prime et non l'accumulation des facteurs de production. Ce n'est pas la fin du travail, mais celui-ci tend à ne plus apparaître que comme un résidu du processus d'ensemble et non plus comme sa source.

Le développement du travail précaire est donc une des manifestations de l'avancée d'un capital qui a fait sa révolution aux dépens de ce que portaient les luttes antérieures¹⁴.

La critique du travail la plus efficace s'est avérée être celle effectuée par le capital lui-même qui coupe du même coup toute possibilité de retour en arrière par le schéma classique du développement des forces productives par et pour le prolétariat. Ces forces productives sont aujourd'hui bridées par les impératifs à court terme de la capitalisation et c'est en partie en dehors de leur développement que s'effectue la valorisation.

L'HÉTÉROGÉNÉITÉ DES TRAVAILLEURS PRÉCAIRES

Ne voulant pas abandonner le schéma d'une lutte des classes centrale qui pourtant se dérobe à tous, certains vont jusqu'à annoncer aujourd'hui l'éclosion d'un nouveau sujet révolutionnaire sous la forme d'un précaire qui deviendrait à terme la nouvelle catégorie objective de ce sujet, celui qu'on attend depuis la fin du prolétariat classique. Comme si l'heure était à la reconstitution de ce prolétariat dans les pays occidentaux alors qu'on assiste

14— Cela a par exemple été le cas pour l'Italie où les opéraïstes ont joué l'opposition capital/travail dans les luttes de l'automne chaud de 1969 pour ensuite développer le mouvement, à partir de 1973, en dehors du lieu de production *stricto sensu*, car il était déjà devenu un lieu sans autres possibles. La critique du travail d'alors est apparue rapidement en décalage face aux arrêts d'embauche dans les grandes usines du Nord, face aux politiques d'externalisation avec recours accru à la sous-traitance et de dégraissage dans les forteresses ouvrières avec la mise en *cassa integrazione* tandis que les syndicats se renforçaient comme partie prenante des négociations sur les nouvelles conditions générales du salariat.

La *cassa integrazione* est une caisse tenue par l'État italien qui permet de compenser la perte de revenu des salariés de l'industrie et du commerce durant des périodes de difficultés pour une entreprise, c'est une forme de chômage technique. Celle-ci a été très utilisée pour expurger les usines, telle la Fiat, des éléments ouvriers les plus combattifs tout au long des années 1970 avant les licenciements purs et simples au tournant des années 1980. Elle continue d'ailleurs à être utilisée aujourd'hui afin d'assurer une certaine paix sociale sur la base d'un donnant-donnant minimum.

bien plutôt à la décomposition des classes et à des situations d'atomisation extrême dont les travailleurs précaires représentent le meilleur exemple. Ces derniers ne risquent donc pas de se poser la question de l'unité de classe et encore moins celle de savoir s'ils pourraient prendre sa tête. Tout au plus voudraient-ils déjà être un peu mieux considérés par les organisations syndicales et politiques. Mais pour l'instant, nous le verrons en détail plus loin pour la fonction publique, l'action des précaires en tant que tels, c'est-à-dire à travers des comités de grève ou des collectifs de lutte est rare, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord le salarié précaire est dans une position attentiste vis-à-vis du travail et des avantages que lui promet la société capitalisée. Ensuite il a comme horizon à terme le salariat, et ce même si actuellement les caractéristiques de son travail ne lui permettent pas d'envisager un emploi de longue durée ou même une carrière ; ensuite, l'idéologie en vogue lui laisse miroiter les possibilités de l'auto-entrepreneuriat. Logiquement le travailleur-précaire est un consommateur comme les autres. Il demande donc de pouvoir lui aussi accéder à tout ce qui s'offre à chacun au sein de ce qui est vécu immédiatement comme une société de consommation. En outre ; enfin, les « précaires » ne se manifestent pas particulièrement par des dispositions plus développées à lutter même si cela existe, comme l'ont montré par exemple, les luttes dans la restauration rapide. Beaucoup préfèrent partir en cas de conflit avec la direction quitte à perdre des indemnités de chômage bien maigres.

S'il existe donc bien des luttes de précaires, cela ne signifie pas une homogénéité de cette catégorie. Ainsi, on peut repérer au moins deux situations très différentes. Les précaires des grandes entreprises sont complètement noyés dans la masse des autres salariés et cela les amène soit à être suivistes par rapport à des mouvements revendicatifs qui ne les concernent pas forcément directement, soit à avancer leurs revendications propres, mais à s'isoler des autres ; à l'inverse, dans certains secteurs du commerce et de la restauration ou de l'hôtellerie, du bâtiment et des travaux publics et d'une manière générale, dans les très petites entreprises (TPE), l'isolement est originel et géographique, car les précaires sont souvent l'unique catégorie de travailleurs employée, mais une catégorie dispersée sur de multiples lieux de travail dont l'unité n'apparaît, au mieux, que dans la lutte.

On pourrait aussi être tenté de caractériser les « précaires » à partir d'un niveau de salaire mensuel comme les jeunes opposants grecs l'ont fait quand ils ont mis en avant une « génération 600 euros » correspondant aux diverses situations que nous venons de décrire et au fait que ce salaire ne permettrait pas une vie décente, l'accès au logement et à la norme de consommation. Mais cette définition monétaire et quantitative ne semble pas extensible aux pays plus riches qui connaissent une très grande différenciation de leur jeunesse

avec des lignes de partage pauvreté/richeesse qui ne recourent guère les catégories d'âge. Par exemple, en France, les statistiques montrent que ce sont les « seniors » qui sont actuellement les plus discriminés à l'embauche, devant les femmes et cela même si les jeunes forment les gros bataillons des CDD puisque ceux-ci fonctionnent comme périodes d'essai et d'acquisition d'expérience et non comme une discrimination¹⁵.

Ce qui peut paraître plus commun ou définitoire de ces situations de précarité, c'est que le travailleur-précaire est sans cesse pris dans les mailles de l'employabilité, celle-ci consistant à développer les comportements et les discours pour être « conforme » à ce qu'attend l'institution (qu'elle prenne la forme de pôle-emploi ou de l'entreprise) en termes de disponibilité pour tout emploi qui se présenterait. Et là, s'il existe de fortes marges de manœuvre dans les pays qui ont déjà développé la flexisécurité et ont réussi à élever le niveau d'employabilité par des mesures complémentaires de formation, au détriment certes parfois des statuts, cette marge demeure très faible en France puisque si on prend l'exemple de Pôle emploi, ce dernier cherche clairement à ce que l'usager fasse de sa recherche d'emploi une recherche de travail « à plein temps » afin d'éviter les risques de décrochage. Or cela devient absurde dans le contexte actuel de surnuméraires absolus du travail. Ce qui était encore valable pour une « armée industrielle de réserve » ne l'est plus.

On doit donc bien comprendre que par rapport au travail devenu inessentiel le précaire est maintenu dans une position où il a plus à perdre qu'à gagner au maintien des rigidités engendrées par le respect du droit du travail et une idéologie du travail comme valeur qui continue à lui faire miroiter un « vrai » travail à statut typique. C'est dire aussi que la possibilité du travail n'est pas conditionnée par l'effectivité de votre utilité dans la valorisation du capital mais est à envisager comme une potentialité abstraite, une ressource disponible non seulement pour la production, mais au sein de rapports sociaux capitalistes définis non pas essentiellement par l'exploitation du travail mais par la norme salariale. Tant que vous prouvez que vous êtes à même de prendre un emploi, quel qu'il soit, vous êtes apte à être inséré dans un des dispositifs directement productif ou non que contrôle, en dernier ressort, l'État-réseau. D'ailleurs, vu la place prise dans le circuit de la valorisation par le temps de reproduction des rapports sociaux, vous n'échappez à rien. Tout est fait pour que vous ne soyez jamais un « en dehors » et qu'il y ait en réalité toujours une médiation pour vous inclure. Dès lors le précaire n'est assuré-

15 – Alors qu'en 1997 c'était les moins de 25 ans qui formaient la plus forte cohorte des chômeurs déclarés avec 623 000 individus, ce chiffre est aujourd'hui « tombé » à 542 000 ; à l'inverse, les plus de 50 ans qui étaient 395 000 atteignent aujourd'hui 679 000 individus.

ment pas à mettre dans une quelconque armée industrielle de réserve d'autant plus que c'est l'industrie qui est en premier lieu complètement transformée par le processus de plus en plus intensif de remplacement du travail vivant par les machines¹⁶. Ceci est d'autant plus vrai que beaucoup d'individus sont désormais potentiellement surnuméraires et donc inemployables, car... nous avons bel et bien affaire à une crise du travail.

La situation diffère ici suivant les pays, mais si l'on en reste aux pays dominants les plus riches, l'exemple des deux millions d'Américains qui peuplent les prisons et les capacités insuffisantes d'un pays comme la France à résoudre le surpeuplement carcéral, indiquent une tendance lourde. Et il est manifeste que l'on ne peut multiplier les emplois aidés à l'infini, la recette ayant en effet des limites malgré les espoirs dans les « nouveaux » métiers tels ceux des soins à la personne ou dans l'économie solidaire.

C'est donc l'ancienne norme salariale qui vient à être questionnée parce qu'elle ne correspond plus à la nouvelle donne et que les pouvoirs en place doivent faire évoluer le droit en flexibilisant davantage... pour maintenir tout le monde dans le bateau. Bien sûr la création des CDD sous Rocard a été la mesure phare, en France de cette remise en cause, mais le nouvel accord baptisé ANI¹⁷ en constitue une nouvelle étape.

Tout ce que nous venons d'évoquer ne signifie pas pour autant que certains ne décrochent pas complètement du marché du travail malgré le traitement très intrusif de Pôle emploi ou de la CAF. Mais on retrouve à côté de cela un discours de type gauchiste qui met en avant ces « salauds » qui en profitent en désignant formellement les patrons. C'est un peu le retour à une vision des années 1920 quand les caricaturistes ou le peintre Grosz représentaient les capitalistes à chapeaux hauts de forme et gros cigares avec des femmes dénudées sur les genoux. Une vision du même acabit que celle qui réduit le capital à la finance. Mais ce serait si simple s'il ne s'agissait que des « 1 % » d'exploiteurs et de profiteurs corrompus ; il suffirait alors de descendre dans la rue et faire comme les Égyptiens, d'en pendre un ou deux pour l'exemple ! Mais c'est ignorer le fait que dans les pays dominants il est impossible de se mettre face à un ennemi qui soit complètement extérieur. Les positions fluc-

16 – Pour prendre un exemple récent qui est celui des difficultés actuelles de l'automobile française, parmi ce que les experts relèvent comme cause du retard français dans la restructuration du secteur, c'est l'insuffisante robotisation : l'Allemagne en a trois fois plus, l'Italie deux fois ! On n'est donc pas près d'embaucher et cela montre aussi qu'une politique de « ré-industrialisation » n'a que peu avoir avec une reprise de l'emploi industriel.

17 – Pour plus d'éléments sur l'ANI, cf. *Intervention* n° 11, disponible sur le site : <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article307>

tuantes et contradictoires des individus face à l'État nous le montrent tous les jours. Qui manifeste un jour contre lui, lui demande des subventions le lendemain (les paysans), de nationaliser (les ouvriers), de ne pas laisser la culture aux mains des affairistes (les artistes), de remplir sa mission de service public (les étudiants, les « usagers »). On ne peut donc partager ce type de discours simplificateur qui cherche à recréer artificiellement des lignes de classes, même si on a entendu ce genre d'argument au sein du collectif de chômeurs auquel nous avons participé, ou alors simplifie à l'extrême l'opposition entre dirigeants et dirigés.

EXPÉRIENCE DE LUTTE DE CHÔMEURS ET PRÉCAIRES

Nous avons eu l'occasion de participer à quelques actions d'un bref regain de luttes chez les « chômeurs et précaires » au début de l'année 2012¹⁸ à Lyon et ailleurs¹⁹. Dès l'origine on trouve l'idée de lier chômeurs et « précaires » sans que l'on sache bien ce qui est entendu par ce terme de précaire comme nous l'avons vu plus haut.

La composition même du collectif nous a posé dès le départ question. Il comportait peu de monde ce qui entraînait que chacun semblait représenter une tendance à lui seul : militants aguerris à ce type de lutte, syndicalistes gauchistes et surtout très peu de chômeurs à proprement parler, mais par contre d'ex-étudiants avec des pratiques politiques libertaires érigées en principe (le vote est par exemple honni et l'on y substitue la recherche de consensus). Ces derniers avaient souvent découvert les instances de régulation du chômage à la sortie de leurs études. Parmi ceux-ci une part non négligeable avait déjà participé, de près ou de loin, aux luttes universitaires. Leurs pratiques étaient donc en réalité assez différentes de celles des organisations de terrain, à savoir, le Collectif de Vaulx-en-Velin et le syndicat CGT de cette « catégorie ». Malgré tout se faisait jour pour les participants, quels qu'ils soient, une envie de faire autre chose que subir Pôle emploi (PE) ou la CAF, même quand on en soutire des allocations de toute façon insuffisantes.

La première action eut lieu dans un *back-office* de PE à partir du mot d'ordre « Occupons Pôle Emploi » relayé par différents moyens et mis en avant par des « indignés » sur le net. Il y avait une motivation de départ assez importante et l'occupation fut celle d'une officine institutionnelle qui s'occupe de dossiers en souffrance au sein de commissions mixtes (employeurs, PE, syndicats). Mais on s'est retrouvé de suite dans une contradiction propre aux grands syn-

18 – Le 17 janvier 2012 pour être exact : <http://rebellyon.info/Le-17-janvier-2012-occupons-Pole.html>

19 <http://blogs.mediapart.fr/blog/jean-pierre-anselme/100212/les-chomeurs-passent-laction>

dicats : ils sont des cogestionnaires de ces commissions et en même temps ils en dénoncent le fonctionnement comme l'a fait en pratique la CGT-privés-d'emploi et précaires (CGT-PEP) à ce moment-là. Vu les liens organisationnels entretenus par cette confédération syndicale entre personnel fixe « en-dedans » et individus précaires « en-dehors », elle mettra en avant que les personnels de PE ne sont pas en contradiction avec leurs usagers, mais qu'ils sont plutôt pressurés par leur direction. Pourtant la jonction usagers/personnels de PE n'aura jamais lieu. Cette première occupation donnant plutôt un départ en fureur du responsable cégétiste²⁰ qui siégeait à ladite commission. Il n'en demeure pas moins que pendant l'occupation des dossiers seront soumis à examen et une liste de revendications faxée. Elle ne comporte rien de bien nouveau sans non plus tomber dans une rhétorique marquée, la feuille de revendication ayant été le fruit de discussions sur place sans tabou. Le rapport aux médias présents aura été pris en charge par quelques-uns, mais après une concertation débouchant sur un refus de laisser filmer et photographier la réunion permanente que nous menions. Néanmoins, il n'y eut pas ou peu de refus des médias de notre part, ce qui est dans la lignée des « nouveaux mouvements sociaux » qui ont tendance à pallier à leur « invisibilité » sociale par une large ouverture vers les médias qui au moins au niveau régional se trouvent assez compréhensifs dans le cadre de leur intérêt bien compris (avoir de « la matière » pour exister à ce niveau). En l'occurrence ici, merci France 3...

Au-delà des dossiers apportés allaient émerger par la suite de nombreuses questions pour l'avenir du collectif : Quelle différence entre occuper ou bloquer une agence ? Que dire alors et que faire avec les demandeurs présents ? Porter des dossiers soi-disant traités dans l'instant ? Étendre les actions aux transports ou autres ? etc.

Le tract qui allait suivre aura savamment évité ces questions et bien d'autres. La formulation dans ce tract de l'idée que « le traitement de masse de la pauvreté nie la spécificité de nos vies » était bien étranger à ce qui constitue habituellement le souci central des collectifs de chômeurs : la question des droits (droit à la parole, droit à l'indemnisation, etc.). D'ailleurs le slogan des mouvements de chômeurs : « un emploi c'est un droit un revenu c'est un dû » n'y apparaît pas. Il y avait donc une profonde distance entre ce type de revendication exprimée pendant le mouvement des chômeurs de 1998 et une part des personnes de ce collectif, quinze ans plus tard.

Pour celles qui exprimaient des tendances libertaires, il s'agissait aussi d'échapper à l'emploi et au contrôle des instances de gestion de la misère, ces

20—On peut étendre cet exemple aux rapports houleux entretenus par cette même CGT avec les travailleurs sans-papiers en lutte au moment de l'occupation des locaux du syndicat par ces derniers, à Paris, en 2012.

dernières étant jugées oppressives. Ce refus du travail n'est en réalité pas compréhensible pour ceux qui parlent dès le départ en terme de « privé d'emploi » parce qu'ils pensent la situation temporaire en rapport à une situation économique de crise et aux insuffisances des politiques de l'emploi menées par les gouvernements. C'est le cas de la CGT qui met toujours en avant la centralité du travail et qui ne conçoit le chômage que comme subi. La figure concrète du chômeur doit donc être euphémisée en « privé d'emploi²¹ », ce qui présente aussi l'avantage de poser le droit au travail comme un droit inaliénable, sans aborder la question d'un droit au revenu. Mais pour les ex-étudiants, cette figure du chômeur n'est pas un repoussoir et l'allongement progressif de la durée de leurs études leur a déjà permis d'échapper à la problématique d'une recherche angoissée d'un emploi salarié pérenne qui correspond justement à ce que veulent tant d'autres et qui, actuellement, vient à manquer pour certains. Toujours axé sur une conception de l'emploi comme droit, on passe ainsi à côté de l'activité²² hors-emploi²³ qui se développe pour tous ceux qui ne

21 – Pour ne pas tout rejeter sur le dos de la CGT, il faut reconnaître que tous les derniers gouvernements, de droite comme de gauche ont cherché à psychologiser la question du chômage puisqu'ils ne pouvaient la résoudre et que cela est passé par une stigmatisation individuelle du chômeur (cf. la notion de « chômeur volontaire » ou celle de « préférence française pour le chômage » ou encore l'insistance sur l'inadéquation des formations délivrées eu égard à l'existence de manque de personnel dans des métiers particuliers à caractère manuel, sous-entendu : du travail il y en a... pour ceux qui en veulent!).

22 – Nous faisons bien la différence entre activité et travail. Le travail est activité aux ordres de la domination du capital, soit la mise à disposition de temps selon une certaine discipline. L'activité ne se trouve pas pour autant cachée sous le travail car présente partout comme activité en crise et activité de crise : les renversements entre activité et travail sont incessants aujourd'hui. Toute activité se voit transformer en travail rien ne devant échapper à la société capitalisée tandis que le travail peut aussi être une ressource pour l'activité.

23 – J. Wajnsztein, « Chômeurs sans honte », *Temps Critiques* n° 10 : « C'est la modification des formes de chômage (accroissement du nombre de chômeurs de longue durée, extension des situations "d'inemployabilité") qui transforme aujourd'hui les conditions du contrôle social des chômeurs, ce qui permet l'émergence du mouvement dans son décalage par rapport aux valeurs du travail.

Ces valeurs ne peuvent en fait perdurer quand les liens avec le travail se distendent au point que la situation ponctuelle de perte d'emploi se transforme en inemployabilité. Au niveau collectif on a alors plus à faire à une "armée industrielle de réserve" (Marx), composée d'individus constamment changeants et prêts à s'intégrer au procès de production, mais à une masse composite de surnuméraires ; et au niveau individuel cette situation d'inemployabilité casse tout un processus social lié à la centralité du travail qui garantit justement la reproduction capitaliste des rapports sociaux. »

se plient pas complètement à l'idéologie où à la « nécessité²⁴ » de se placer dans la problématique de l'employabilité à tout prix et donc des différents parcours de formation et d'évaluation des compétences. Ce qui était le cas de toute une partie de ces ex-étudiants.

Un retour historique est peut-être nécessaire pour éclairer la question. En effet, de nombreux sociologues comme Donzelot parlent de « l'invention du chômage » ou d'une construction imaginaire²⁵. A. Gorz pour sa part a développé ça dans ses *Métamorphoses de la question sociale* (Galilée, 1988). « Le travail intermittent a été vécu comme une liberté [pour les travailleurs] jusqu'à l'invention du chômage dans les années 1910 » (p. 241). Ainsi, Christian Topalov explique qu'à cette époque « être employé par la même entreprise et travailler tout au long de l'année, parfois même de la semaine, est une expérience étrangère à la plupart des ouvriers » (*id.* p. 241). Et encore, « La notion de chômage [...] a été inventée expressément pour lutter contre la pratique du travail discontinu » (*ibid.*). Ainsi, W. Beveridge, le futur planificateur des systèmes de Sécurité Sociale, préconise dès les années 1910, la création au Royaume-Uni d'un « réseau national de bureaux de placement public » dont le but est « tout simplement de détruire une catégorie populaire, celle des travailleurs intermittents : il fallait qu'on devienne soit salariés réguliers à plein temps, soit chômeurs complets » [on est toujours dans cette configuration d'une coupure maximale en France, d'où les attaques contre la prétendue « préférence pour le chômage » des Français, NDLR). Comme le disent bien Hamelin et Tarlet (*op. cit.*), se met en place ici, progressivement, une disqualification des cultures ouvrière et paysanne. Nous pourrions rajouter : au profit d'une culture syndicalo-usiniste qui échangera temps de travail et intensité du travail en hausse contre augmentation du niveau de vie. Tout le discours sur « l'employabilité » peut alors venir se greffer sur une nouvelle représentation du travail et de la norme salariée.

Mais revenons à notre mouvement. Dans les faits, les organisations de chômeurs mettent toujours en avant le seul lieu qui leur permette de se rencontrer c'est-à-dire l'agence PE et la CAF. Face à l'isolement du chômeur, se raccrocher à quelques lieux reste donc important. Mais même cela n'était pas envisagé par tous dans le collectif préférant peut-être développer autre chose

24 – Cet aspect naturellement subversif qui fait la force de contestation potentielle de la jeunesse : elle est moins atteinte par les « nécessités » de la vie adulte et sérieuse. Elle a donc moins de « besoins » ou alors ces besoins sont plus « radicaux ». Mais seules certaines situations historiques particulières expriment cette potentialité de révolte latente de la jeunesse.

25 – cf. le texte numérique de C. Hamelin et R. Tarlet : « La figure du chômeur : une construction imaginaire », est disponible sur Actu.chomage.org.

(mais quoi?) plutôt que de rester accroché à ces agences impersonnelles consacrées au *Projet personnalisé d'accès à l'emploi* et à leurs bilans socio-psychologiques servant à vous rendre employables, mais souvent en niant qu'il puisse exister des expériences sociales et même économiques menées hors travail. Ce changement par rapport à la fin des années 1990 manifeste une modification de la personne du chômeur. Elle est de moins en moins celle du travailleur au chômage entre deux périodes d'activité et de plus en plus celle du non encore travailleur qui alterne quelques périodes de travail, mais ne se ressent pas pleinement au travail et salarié.

La seconde journée d'action était là encore une occupation, mais cette fois d'un *front office*, lieu recevant donc du public. Elle allait montrer les limites du collectif. Malgré un travail de préparation avec diffusion de tracts devant la CAF et des Pôles emplois, le nombre de participants ne s'est pas étoffé, mais ce n'est pas le plus décisif pour une action. En effet, tous les participants ne se trouvaient pas sur la même longueur d'onde : certains voulaient rester et camper dans l'agence selon le slogan « Pôle emploi appartient aux chômeurs », tandis que beaucoup d'autres s'en iront chacun de leur côté, en se retirant de fait de l'action, immédiatement ou progressivement. La sorte d'engagement total qui prévalait chez les plus aguerris (des militants le plus souvent) ne fut pas suivie. Quant à encore mettre en avant des dossiers en souffrance cela n'apportait déjà plus de satisfaction à cause de limites déjà discutées. En l'occurrence les critiques furent que le collectif n'était pas là pour être un sous service de PE et plus encore, la critique provenait de l'expérience de la première occupation ou des dossiers n'ont pas été régularisés comme prévu. Dès lors que gagner dans ces occupations ?

La motivation première n'a donc pas suffi à créer une dynamique propre d'occupation ou tout simplement de lutte claire et à long terme contre la gestion étatique des situations de chômage et de travail précaire. Qu'est-ce qui a manqué alors ? À cette question fut donnée une réponse qui devait sceller le sort du collectif. En effet, on a voulu mettre à plat des idées, revoir dans quelle société on agissait, dans quoi l'on se projetait pour avoir des bases de luttes saines et théoriquement fortes. C'était le moment des grands discours pour certains, de la formulation claire de ces idées devant tous plus généralement. Et de fait ce ne sont que les plus engagés qui se déplacèrent, un dimanche après-midi (!) pour discuter et la composante la plus libertaire était à peine présente. Il nous apparut clairement que beaucoup ne reviendraient pas dans le collectif, car la perspective d'une lutte à long terme ne les motivaient pas particulièrement. Sur le fond, ils n'y voyaient plus que la recherche d'une amélioration immédiate des conditions de vie dans une lutte qu'ils avaient conçue à l'origine comme radicale. La radicalité en question peut-être bien sûr

interrogée quand elle ne s'exprime que comme prise de distance avec PE parce que les plus libertaires n'y voient rien à sauver. Rien à sauver parce qu'ils condamnent explicitement l'institution de gestion de la force de travail précaire et implicitement les salariés garantis par leur statut qui sont chargés d'appliquer concrètement la gestion des sans statuts sans jamais remettre en question leur position si ce n'est dominante, du moins en surplomb²⁶. Dans cette perspective, il ne pouvait être question d'une quelconque forme de fraternisation avec le personnel de PE. Mais ne pas adopter cette perspective révolutionnaire avec un grand R n'aidait pas à se positionner, car en face il n'y avait de choix immédiat que celui réformiste avec un petit r, supposant un militantisme pétri d'une certaine abnégation pour la cause. Une cause qui avait comme perspective une série de contraintes importantes à coup de réunions, de diffusions de tracts aux sorties de métro, bref un militantisme basique peu valorisant. Ces deux options ne donnaient donc vraiment pas envie de continuer et il fallait bien admettre que les nouveaux actifs dans ce type de lutte, plus radicaux dans leurs intentions du moins, n'ont pas trouvé de terrain d'entente avec les autres participants restés plus dans la tradition ouvrière. Nous ne pouvons dire exactement les raisons qui dans d'autres villes ont fait que ce regain d'actions d'occupation ne continua pas, mais elles ne sont sans doute guère différentes des nôtres. Ce sont en fait les modes d'actions et surtout le discours historique des mouvements de chômeurs qui ne touchent plus leur cible.

LUTTE DE TRAVAILLEURS-PRÉCAIRES DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Nous partirons ici de notre expérience de lutte dans la fonction publique et plus précisément dans une bibliothèque universitaire (BU). Celle-ci comporte ses spécificités, c'est certain, mais donne à voir aussi ce qui est général à la position du travailleur-précaire et de l'étudiant-travailleur, situation d'entre-deux dont nous venons de dresser les grands traits.

Pour commencer remarquons que les participants à cette lutte ne la qualifient pas facilement comme telle. D'ailleurs, pour écrire ce texte, nous avons en partie dû dépasser l'idée de ce qu'est une lutte tant la nôtre nous apparaît comme une ébauche ou plutôt comme une simple mise en mouvement. Il n'en demeure pas moins qu'un retour critique sur ce que nous avons fait peut nous permettre de mieux intervenir dans les luttes à venir.

26—Pourtant les enquêtes menées parmi les employés de Pôle-emploi marquent la montée importante de stress et de situations de dépression devant la distance toujours plus grande qui s'établit entre la mission de service public ressentie comme abandonnée par beaucoup de salariés et les exigences de la Direction qui poussent à « faire du chiffre » (comme dans la police et maintenant dans toutes les institutions « du social » qui sont sommées de faire du « sécuritaire » ou au moins du contrôle social).

La fonction publique emploie, contrairement à ce qu'on pourrait penser puisque c'est en général le secteur privé et les patrons qui sont accusés de s'attaquer à la norme salariale, un grand nombre de travailleurs précaires aux statuts parfois très différents. Ainsi, on retrouvera des contrats de vacations ou de contractuels, tous deux différents des statuts de titulaires qu'ils soient de catégorie A, B ou C. La différence ne sera pas évidente aux yeux d'une personne extérieure et c'est d'autant plus vrai pour un nouvel arrivant en qualité de titulaire dans la fonction publique ou surtout pour quelqu'un qui frappe seulement à sa porte. Une porte dont il ne s'éloigne que difficilement comme le montre la situation la pire, celle des vacataires aux contrats parfois bien plus désavantageux que ceux que l'on retrouve dans les entreprises d'intérim pour le secteur privé. La vacation horaire (mode majoritaire de la vacation) par exemple, consiste à n'être payé qu'à l'heure effectuée et ceci sans possibilité de jours de vacances supplémentaires ou de congés maladie sans jours de carence. Ces emplois de vacataires constituent donc un réservoir pour des travaux qui tiennent pour une bonne part de l'invisible, ce qui ne veut pas dire qu'ils ne sont pas indispensables pour le bon fonctionnement de la « machine » : travail de saisie à la chaîne, de monitorat en salle d'informatique, de pigiste de gazette locale, etc. La législation dit précisément que la vacation porte sur « un acte isolé et identifiable »²⁷, un acte qui ne peut qu'être de courte durée. Cela signifie assez clairement les difficultés qui attendent toute lutte qui voudrait s'immiscer dans cet interstice.

La « micro » lutte qui nous importe ici s'est fondée d'abord sur des problèmes de paiement de salaire avec des montants absolument dérisoires, à hauteur, par exemple, de 6 euros pour un mois de 20 heures par semaine (à encadrer dans son salon). On pense évidemment à une erreur de saisie, mais l'erreur n'est apparue à personne comme complètement neutre, car se répétant le mois suivant, et faisant donc remonter à la surface l'impression d'être un employé de seconde zone ou même d'être un simple stagiaire en formation. Un sentiment d'injustice se faisait jour, mais est-ce que cela allait être suffisant pour que se produise une réaction collective ?

Quoi qu'il en soit la faiblesse du chiffre figurant sur le bulletin de paye nous est apparue comme reflétant aussi la faiblesse des vacataires face à l'administration qui pourvoit à l'emploi. Comme nous l'avons dit en préliminaire, le salaire renvoie à un état des forces en présence qui dépend à la fois d'une reconnaissance minimum sur le lieu de travail (souvent posée en termes de « respect »), d'une capacité de résistance au quotidien et d'une certaine tradition de lutte dans le secteur. *A priori* ici, rien de tout ça. Par contre il est à

27 – Lire ce dossier très clair sur la vacation dans la fonction publique territoriale : <http://www.cig929394.fr/sites/default/files/iaj2010-02-dossier.pdf>

souligner que les titulaires apparurent plus révoltés que beaucoup de vacataires à la vue de ces salaires dérisoires et d'une situation qui ne les concernaient pourtant pas directement.

Dans l'élan de remise en cause du niveau de salaires, la chose s'est envenimée au constat que ces salaires ne reflétaient aucunement le travail effectué dans un mois entier. La première « subtilité » étant que les mois étaient découpés au bon vouloir du service comptable sur des volumes d'heures sans cesse différents avec en plus des spécificités dues à la fin de l'année comptable en janvier. La seconde subtilité consistait à n'avoir qu'un seul taux horaire de mentionné alors que certains avaient deux contrats contenant des taux et un nombre d'heures réalisées différents. Tout ceci masqué en partie par le décalage entre paiement et édition de la feuille de paye d'un mois (vous touchez votre mois de septembre fin novembre) qui est une chose très courante dans la fonction publique.

Par ailleurs nous nous étions renseignés auprès de vacataires d'une autre bibliothèque universitaire de la ville sur leur propre situation. Il s'est avéré que l'année précédente une lutte très proche de la nôtre avait eu lieu. Dans celle-ci c'était l'impossibilité de contrôler le nombre d'heures payées qui étaient le centre de la lutte. Pour ce problème ils n'ont eu que peu de soutien, semblant être plus des troubles fêtes qu'autre chose. Tant qu'ils recevaient un salaire leur demande apparue comme superflue notamment pour les collègues titulaires. En outre la situation de ces moniteurs était pour le moins désavantageuse, car chaque année celle-ci changeait du tout au tout : le *turn-over* était donc maximal. De fait on leur rétorquait que se battre pour quelques mois de salaires ne servait à rien ! Pourtant pour eux et pour nous ce n'est pas rien, notamment quand on est un habitué de PE.

La question qui se posait pratiquement pour nous était : comment réunir des vacataires effectuant 2 heures par ci et 2 heures par là ? La seule prise de contact fut donc pour le moins difficile sachant que l'utilisation du courrier électronique s'est avérée insuffisante. Ainsi, pour avoir les e-mails on ne pouvait pas compter sur l'administration de la BU qui ne les avaient peut-être même pas archivés, la récolte des adresses devait donc bien se faire de proche en proche. Ceci même si nous avions une forme de soutien de la part de certains responsables, dont celle qui signait chaque mois le nombre d'heures que nous effectuions. Il apparaissait en réalité que les heures déclarées étaient retranscrites au bon vouloir du service comptable sur les fiches de paye et que les rémunérations ne suivaient donc pas. La responsable la plus offusquée et c'est important, était aussi celle qui s'occupe du recrutement. Cette configuration inespérée nous mettaient donc de fait à l'abri d'une pression directe sur une éviction arbitraire et rapide ou sur nos chances d'être repris. Elle nous évitait

aussi un affrontement continuuel avec notre hiérarchie directe et il faut se l'imaginer des prises à partie par les collègues qui auraient pu nous nuire, alors que c'est la réserve ou l'absence de prise de position de leur part qui a prévalu. Il n'empêche que nous avons bien subi une sorte de chantage au silence comme condition d'obtention d'un nouveau contrat à venir, façon d'étouffer tous discours ou actes de désaccord.

Vu la situation, un appel à réunion lancé en l'air avec son mot d'ordre général classique ne pouvait aboutir. Il nous fallait rencontrer les personnes concernées au préalable et mettre en avant que les limites de l'acceptable étaient dépassées. Interroger aussi les situations individuelles qui, c'était l'évidence même, devenaient encore plus difficiles rien que pour boucler les fins de mois. L'entre-deux dont nous avons parlé depuis le début de ce texte encourageait les individus à se rétracter au moindre problème au travail. Il fallait donc les détacher du caractère passager de leur emploi et de ce qui leur arrivait. Il fallait donc mettre en évidence les problèmes réels qui les attendaient à court et plus long terme (problème avec Pôle emploi, pour bénéficier de la CMU, etc.). Ceci est d'autant plus difficile à faire comprendre aux moniteurs qui sont des étudiants-travailleurs dont certains ne le sont que pour la durée très courte de trois mois. Que répondre en effet, à quelqu'un dans ce cas, qui certes n'a pas gagné grand-chose en terme pécuniaire (c'est un appoint et rien d'autre), mais qui n'a pas perdu non plus énormément, comme cela nous a été rétorqué? Il n'empêche que la lutte comprenait deux axes, un à court terme consistant à être payé normalement et immédiatement ; un autre à plus long terme consistant à avoir des fiches de paye en tout point conformes au Code du travail.

Il nous semblait que cette première action de fond ne devait pas s'appuyer sur les seuls vacataires, l'isolement structurel étant une grande faiblesse pour toute action à venir. C'est pour cela qu'un rapprochement à la fois avec une (rare) syndicaliste et avec des collègues titulaires ou contractuels fut entrepris. Rapprochement qui devait donc casser les barrières de statuts ou de corporatisme syndical. Pour les quelques initiateurs de la fronde, la forme d'un collectif paraissait logique et peut-être plus efficace, même si cela n'a existé que très peu de temps. Il y a bien eu un collectif de lutte autour de quelques points précis et limités, mais au bout de quelques mois il ne restait plus que des individus qui tentaient seulement de faire survivre le collectif. Pour ce qui est du soutien il fut bien rare, mais il est vrai que les barrières sont réelles, car il y a rarement un vrai collectif de travail qui pourrait constituer une base de regroupement pour une lutte éventuelle. L'empilement des statuts, les différences par catégories (A-B-C), les primes différenciées, l'entretien individuel et les objectifs personnalisés, la gestion par projet, et même le découpage des tâches par équipes, pôles, etc. soi-disant indispensables, concourent à créer des

intérêts divergents ou, en tout cas, à la difficulté de trouver des points de convergence. L'activité des agents d'une même administration peut malgré tout donner lieu à des formes d'entraides comme dans des services où l'on est exposé à certains publics plus ou moins en difficulté comme dans les préfectures. Cela provoque des conflits entre service et usagers ce qui nécessite de se serrer les coudes, mais de façon plus corporatiste que solidaire. Pourtant le profil des agents titulaires tend à se transformer puisque dans les réformes de restructuration de la fonction publique dans le but d'augmenter la « productivité », les réformes se calquent sur les méthodes et la « gouvernance » en vigueur dans le privé ou plutôt sur l'idée que s'en fait l'administration. À ce titre, par exemple, sur le front des salaires, que les chargés de cours en vacation soient payés six mois après le service effectué ne correspond en rien à la situation dans le privé. Le plus mauvais employeur, d'un point de vue formel, c'est bien l'État.

Revenons à nos problèmes immédiats ; celui de la paye apparut rapidement comme mineur, car il était évident que l'on serait payé, mais quand ? Nous avons en réalité eu des avances sur salaires pour compenser le problème immédiat, mais pas de réédition de nos feuilles de paye avec un montant correct ; à la place nous avons eu droit à des attestations... Rien de bien satisfaisant donc surtout vis-à-vis de Pôle emploi. Sur ce front si PE avait voulu lire en détail nos feuilles de paye, il aurait rapidement trouvé des montants étranges au vu des heures effectuées...

À partir de cela, disons que la réunion de préparation avant toute action était déjà un succès rien que du fait de son existence. Toutes les personnes contactées n'ont pas forcément pu venir, mais il n'y a pas eu de frein véritable, notamment de la part de l'administration de la BU. Le but était d'acquiescer entre vacataires assez de confiance pour entamer une aventure collective. Il faut bien voir que nos profils étaient très différents. Une part était des étudiants travailleurs dont nous avons parlé au début de ce document. Une autre part était composée d'anciens étudiants, non véritablement installés dans un emploi précis (par choix ou difficulté) et essayant de vivre de leurs vacances. Parmi ces derniers, plus âgés donc, certains avaient traversé des mouvements sociaux comme ceux des universités (anti-CPE et LRU de 2006, mouvement des chercheurs en 2009) ou hors université comme le mouvement sur les retraites en 2010, ce qui n'était pas négligeable. Tout ce monde fut réuni à cette occasion, mais ce fut la seule fois. La présence de quelques rares titulaires et contractuels ayant répondu à notre invitation nous conforta dans notre démarche. Le plus dur était donc d'avoir l'accord d'un maximum des vacataires sur le minimum à faire, c'est-à-dire formuler notre mécontentement par rapport à l'Université-employeur et obtenir un rendez-vous d'éclaircissement de la situation à propos de nos feuilles de paye. Le temps de réaction de l'Administration nous est

alors apparu comme complètement déphasé d'avec le nôtre. Alors que nous n'étions plus là que pour quatre mois, un rendez-vous ne nous sera accordé que près d'un mois après la demande. Nous avons dû insister pour raccourcir ce temps administratif afin de précipiter ce rendez-vous si important pour nous.

La rencontre avec l'encadrement allait d'abord révéler que les cadres de la fonction publique que nous avons en face de nous connaissaient bien un « système » qu'ils alimentent eux-mêmes par l'utilisation des vacances. Ils n'étaient donc pas question pour eux de discuter du bien-fondé de cette forme d'emploi. Ainsi la réponse à nos demandes fut de reconnaître un problème « passager » dans le paiement des salaires, mais de le ramener à une question technique de changement de logiciel. Ceci étant bien commode, car l'impossibilité technique sera aussi mise en avant pour tous les problèmes d'éléments non pertinents sur nos fiches de paye. Pourtant, le fait que certains vivaient exclusivement de ce qu'ils recevaient ici comme salaire alors que les vacances ne sont censées fournir qu'un complément pour des étudiants, n'échappait à aucune des personnes présentes à la réunion.

Concernant les logiciels de traitement des feuilles de paye, savourons un paradoxe doctement énoncé alors : la LRU²⁸ supposait un choix dans le logiciel de gestion des payes, cependant le ministère a imposé dans les faits son propre choix. Conséquence directe et immédiate : le ministère continue à avoir un droit de regard sur les paiements et il ne peut y avoir de dépassement. Donnez la « liberté » de leur budget aux universités, elles prendront avec joie le contrôle exercé par l'État ! Comme quoi la déconcentration de l'État voulant accorder une autonomie budgétaire est à peine une délégation de responsabilité. En réalité c'est bien plus une manière d'organiser un goulet d'étranglement à la base, comme l'encourageant la LRU et toutes les dernières réformes. L'extension au secteur public des règles de la bonne « gouvernance » du secteur privé ne conduit en l'espèce à aucune privatisation. L'État-nation, c'était la main de fer, l'État-réseau c'est le gant de velours... sur la main de fer !

Autant le dire, ceux qui avaient été désignés pour aller à cette rencontre n'en sont pas sortis très satisfaits par des réponses apportées du type : « nous n'y pouvons rien c'est un problème technique ». Réponse pour le moins technocratique bien commode, et dure à faire avaler après le traitement dont nous avons bénéficié.

Le paiement des salaires une fois réglé et normalisé, cela n'a pas empêché qu'une certaine opiniâtreté ou pugnacité pour continuer la lutte se fasse jour chez beaucoup de vacataires voyant qu'on pouvait faire autre chose que tout accepter. La question de la régularisation des feuilles de salaires a très précisé-

28 – Loi relative aux libertés et responsabilités des universités.

ment continué à entretenir une certaine fronde. La lutte continuant donc à sa manière, syndicalistes et vacataires réunis. Une seconde rencontre fut convenue, avec la menace d'un recours au tribunal administratif quant à l'irrégularité de la fiche de paye. Sur ce point nous avons obtenu gain de cause de façon bancale, car les anciennes fiches de paye restent *a priori* fausses et l'on nous a proposé pour tout problème administratif à venir des attestations...

Nous n'avons rien dit des conditions de travail qui nous concernaient, car elles paraissent bien meilleures que dans d'autres secteurs. Pourtant l'on retrouve ce que nous avons déjà mentionné plus haut : le travail des uns est invisible aux autres. Ainsi dans une Université, le service de nettoyage n'est qu'une « appellation » pour la plupart de ses usagers et même pour les autres travailleurs du lieu. L'invisibilité des uns pour les autres est identique à celle qui touche les travailleurs des entreprises de nettoyage des transports publics. C'est aussi vrai, par exemple, des vacances de moniteurs en bibliothèque auxquels les collègues titulaires parlent à peine. Il en émane un sentiment assez désagréable d'incompréhension face à son propre travail : utile ? Inutile ? Quel degré d'implication alors si rien ne signale le moindre travail coopératif ou le sentiment de faire partie d'un collectif de travail ?

Rapportons ce fait à un passé qui nous semble très lointain désormais ou l'exploitation, caractéristique du rapport de classe, faisait que la bourgeoisie ne pouvait ignorer ce qu'était la condition ouvrière et où chacun connaissait sa position et la prenait comme point de départ dans son rapport à sa propre classe et dans son rapport au monde. Aujourd'hui, nous avons perdu avec le morcellement du travail, la technoscience omniprésente dans la production comme dans la circulation et la sous-traitance en cascade, tout lien entre chaque élément et l'impression individuelle et collective à la fois de participer à la transformation du monde et éventuellement de pouvoir le changer ou le révolutionner. La production devient une opération de gestion dans un flux continu de tâches socialement imbriquées sans que le sens de chaque activité ne soit visible dans l'ensemble et cohérent avec lui. Ce sens et cette cohérence, s'il existe, ne sont repérables qu'au niveau du capitalisme du sommet. Le développement des formes de travail précaire en constitue comme une caricature : celui d'une agitation désordonnée durant un temps donné. Une sorte de *zapping* permanent entre les frontières floues de l'emploi rajoutant au vide de l'existant et au vide de l'existence. On comprend alors le rôle accru du contrôle social dans la reproduction des rapports sociaux.

Ce que nous disons des conditions de travail actuelles il n'y a pas besoin d'aller en Chine pour le vérifier. Tout est là, dans les administrations comme dans un supermarché. Les nouveaux entrants sur le marché du travail ne peuvent plus guère s'identifier aux postes professionnalisés et ici fonctionnarisés

qu'offrait encore la société du travail, car la société du capital les a profondément dénaturés ou vidés de leur sens progressiste en les fonctionnalisant. Le problème n'est donc pas tant celui d'une prise de conscience de l'évolution en cours, mais celui de trouver des brèches, des biais ou des médiations qui permettent d'insuffler des luttes pratiques, des plus infimes aux plus générales, pour manifester un écart quant à ce que tout employé reproduit chaque jour dans ses rapports au travail et ses relations aux autres, ce qui déborde de loin la seule question de la production²⁹.

Que le refus de l'existant soit notre point de départ pour d'autres rapports sociaux voilà ce que nous visons.

printemps 2013

29 – Nous pensons à ce qui se passe au niveau de l'usine sidérurgique ILVA de Tarente avec un refus par une partie des ouvriers de supporter plus longtemps le chantage « ou la vie ou l'emploi » !

TRAVAIL ET MÉPRIS

(poursuite critique)

Venant Brisset

« Moi, je fais partie de ceux qui défendent que le rapport au travail n'est pas contingent, n'est pas accessoire, n'est pas anecdotique, que tout être humain cherche d'une certaine façon à travers le travail l'occasion de se mettre à l'épreuve de soi, pour devenir soi-même, pour s'accomplir. Je pense que c'est un invariant humain. Le mépris dans lequel est tenu le travail n'est pas d'aujourd'hui. Ça a existé déjà dans l'Antiquité, c'étaient les esclaves, c'est passé par les serfs de l'ancien régime, ça continuait avec le taylorisme et le fordisme, et aujourd'hui on est dans le suprême mépris du travail. Cet écart, et cette manipulation qui est faite en faveur du patrimoine et des revenus spéculatifs contre le travail dont on est prêt à détruire toutes les caractéristiques, celles qui sont nécessaires à l'exercice de l'intelligence et à l'exercice de l'accomplissement de soi, oui, je pense que nous sommes dans une évolution qui ressemble beaucoup à une décadence de la civilisation. »

Christophe Dejours

Retranscription (par mes soins) de son intervention orale dans le documentaire « *La mise à mort du travail, comment les logiques de rentabilité pulvérisent les liens sociaux et humains* », réalisé par Jean-Robert Viallet, 2009, France 3 éditions.

I

Le documentaire « *La mise à mort du travail* » est composé de trois parties intitulées « *La destruction* », « *L'aliénation* », et « *La dépossession* ». L'intervention de C. Dejours vient en conclusion de la troisième partie : on peut y voir légitimement le résumé-synthèse de l'enquête.

La première partie est consacrée aux troubles actuels éprouvés dans le monde du travail : souffrance morale ou physique dans l'entreprise, harcèlements, licenciements disciplinaires, procédures aux prud'hommes. La deuxième partie est tout entière occupée par l'étude d'une entreprise de services, Carglass (réseau de points de réparation et de changement de pare-brise) et de ses techniques perverses de management pour pressurer aussi bien ouvriers que cadres de base. La troisième montre le lien entre le rachat d'une vieille firme industrielle, Fenwick (chariots élévateurs), par un fonds d'investissement américain (KKR) et ce qui en résulte comme procédures d'extraction de gisements de productivité, issues du « toyotisme », sur les ouvriers de la chaîne de montage et d'exigence d'agressivité commerciale accrue pour les cadres.

II

Les notes suivantes prennent prétexte de l'intervention citée en exergue pour discuter de la positivité du travail face aux turpitudes financières, telle que mise en scène dans la contestation actuelle du capitalisme « néolibéral ». Le parti pris critique qui sera développé a trouvé dans les apories de C. Dejours une excellente occasion de se raviver : il consiste à penser que le travail est une activité contrainte, mise en acte d'une domination sociale et n'est pas le propre générique de l'homme. Une société humaine pourrait parfaitement se reproduire par la conjugaison des aptitudes et des affinités, avec les tâches collectives nécessaires que l'on connaît ; pour cela il lui faudrait se débarrasser du fatras de la somme de travail auto-entretenu par et pour la faim toujours plus extravagante, car sans limites, de surproduit/survaleur. Mais ce serait une autre histoire, celle d'une socialité qui aurait décroché du fétichisme du travail et de sa magie productive nourrissant l'aveuglement hallucinatoire qui ne sait pas percevoir les conséquences nuisibles de sa puissance illimitée. La propagande de la société organisée sur l'obligation au travail aime à opposer, d'un côté, l'aiguillon *réaliste* de la nécessité et de la contrainte « extérieures », en fait la peur du manque socialement orchestrée, qui, seules, obligerait à produire pour la satisfaction des besoins sociaux, et de l'autre, l'utopie d'une activité libre et concertée qui virerait vite au farniente et au dénuement subi. Les thuriféraires du progrès et du marché renvoient à de simples dysfonctionnements corrigibles les manifestations en cascade engendrées par l'inconscience qui gît dans le travail : pourtant, toutes les pollutions sont fruits du travail et de l'emploi à tout prix...

III

La croyance en la « naturalité » évidente du travail confond la capacité exceptionnelle de la vitalité humaine à s'extérioriser et à s'objectiver avec la production nécessaire des conditions d'existence, dont le niveau et l'étendue restent discutables. La connivence entre dominants et dominés intervient quand l'éthique du travail adule le piège de l'objectivation débridée et valide l'illimitation de la production réclamée par l'accumulation capitaliste. Or, « [...] *une société vraiment libre, une société autonome, doit savoir s'autolimiter, savoir qu'il y a des choses qu'on ne peut pas faire ou qu'il ne faut même pas essayer de faire ou qu'il ne faut pas désirer.* » (C. Castoriadis). Une société de palabres aux besoins frugaux n'est pas moins humaine. On ne peut critiquer complètement la sujétion au capital si on ne met pas aussi en cause cette compulsivité du « faire » qui a refoulé d'autres modes de présence et de face-à-face humain. Car c'est la propension à la puissance pratique, engendrée par la guerre intra-

humaine de l'appropriation et de la reconnaissance, qui déferle et saccage le monde naturel.

Il n'est ni fatal, ni dans la nature de l'homme que la seule objectivation où il puisse s'accomplir soit l'activité disciplinée, systématique appelée travail. On produit certes rarement tout en jouant, mais effort, concentration, ingéniosité sont bien davantage les caractéristiques d'une activité libre que celles du travail contraint-pour-la-payé.

IV

Cependant, il n'est pas question de désamorcer la question de la centralité supposée nécessaire du travail en proposant de reléguer les tâches de production de la richesse sociale, que les collectivités auraient jugées indispensables, aux bons soins d'une machine sursocialisée et automatisée — il faudrait toujours des dépanneurs d'urgence d'astreinte. Et à l'inverse, on ne peut pas sortir de la problématique épineuse de la combinaison sociale de tâches distinctes et de l'échange de leurs fruits, en croyant tout faire par soi-même ou à défaut au sein de petites collectivités autarciques. La nécessité relative de produire « les conditions d'existence » et la mobilisation que cela requiert est souvent discutée sous l'angle de la productivité atteinte par les machines qui épargnerait du labeur, mais rarement sous l'angle de ce qui existe déjà, fruit de la longue histoire humaine, des bâtiments aux ponts et aux fourchettes... qui ne nécessiterait plus dans un monde sensé d'être fabriqué à nouveau — alors que le capitalisme détruit cyniquement pour pouvoir mettre en œuvre à nouveau du travail exploitable. À rebours, on peut faire l'hypothèse qu'à des périodes historiques définies la centralité de l'activité productive a pu être légitime sans être totalement tributaire de l'extorsion du surproduit par la classe dominante : par exemple, quand des populations se sédentarisèrent dans de nouvelles contrées, ou dans une phase de reconstruction après tempêtes, séismes, etc. Désormais, cette centralité est maintenue artificiellement : on tente à toutes forces de maintenir le travail comme seul médium de reconnaissance sociale, alors que son inconsistance en qualité et en quantité atteint des sommets ; en réalité, c'est la dépendance à la machine globale sursocialisée (concentration urbaine, informatisation, etc.) qui est requise et effective.

V

La discussion nécessaire s'articule à partir des deux versants suivants de la question : premièrement, le travail est historiquement une activité dirigée, dans une société de classes, et soumise à des finalités qu'elle ne maîtrise pas : la poursuite sans fin d'une richesse ou d'un développement, volatils ou abstraits et sans rapport avec l'épanouissement de la sensibilité humaine ; deuxièmement, et même si est bien prise en compte l'acuité des problèmes que des

populations rencontreraient « librement » pour s'approvisionner, la place de cette nécessité n'est pas fatalement appelée à être reconduite comme centrale. C'est par la disproportion atteinte dans les sociétés humaines par le poids écrasant d'une économie folle et incontrôlable que l'on peut être porté au sentiment que cette énormité obstrue l'avenir, et ne peut plus être assumée que sous la contrainte — dont la situation japonaise post-Fukushima de gestion de la soi-disant « décontamination » nous donne un aperçu.

VI

Revenons précisément aux incohérences « cohérentes » de C. Dejours, tant il est vrai que l'idéologie est toujours une fausse rationalité : en tant que psychiatre-psychanalyste Christophe Dejours est connu pour avoir été, dans les années 1990-2000, un des pionniers de la recherche sur la souffrance (moderne) au travail. Mais il ne s'éloigne pas de la ligne théorique freudienne qui naturalise le travail — puisqu'un des symptômes de la névrose se manifesterait par la difficulté à travailler —, sans même détailler l'histoire de ses formes successives. Certes, le travail peut être idéalisé dans la figure de l'artisan ébéniste qui s'accomplit dans son œuvre par exemple, sans même parler du travail gratifiant du médecin, etc., mais ces formes de travail sont si peu dominantes qu'elles n'ont pas grand-chose de commun avec le salariat généralisé. Néanmoins, dans son intervention, il ouvre la boîte de Pandore à son détriment, puisqu'il place le travail comme support et facteur renouvelé d'un rapport de mépris de la classe dominante envers la classe dominée, qui pourtant la sert, mais sans qu'il nomme ce rapport de classes ; car c'est le travail dans son essence humanisante qui paraît méprisé et non les travailleurs, acteurs concrets. La contradiction dans laquelle les êtres humains qui travaillent « *chercheraient d'une certain façon à travers le travail l'occasion de se mettre à l'épreuve de soi, pour devenir soi-même, pour s'accomplir* » en s'y faisant mépriser n'est pas pensée par C. Dejours, et paraît insoluble et fantasmagorique, puisque « *le mépris dans lequel est tenu le travail n'est pas d'aujourd'hui.* »

La courte argumentation orale de Dejours, forcément moins élaborée qu'une synthèse écrite, laisse de ce fait transparaître les fondamentaux de sa pensée : par delà l'invariance du besoin de s'accomplir dans le travail pointerait l'invariance de la domination et donc la naturalisation de la scission de la société en classes. Ou bien, si peu que le travail ne soit pas absolue contrainte, il en irait alors d'un masochisme foncier chez les travailleurs à croire — et vouloir — s'accomplir là où ils sont méprisés. En définitive, le piège dans lequel s'entortille l'humanité pour extérioriser sa vitalité c'est de se constituer prisonnière dans des rapports de sujétion par lesquels il lui semble qu'il faut immanquablement passer pour exprimer cette vitalité.

VII

À suivre la critique de la seule « financiarisation » du monde, il ne pourrait pas y avoir connivence entre travail et domination financière. À trop idéaliser ce qui reste de contenu du travail (les savoir-faire, les communautés et liens sociaux mis en place par le travail) qui serait exploité et détourné de ses potentialités historiques (l'abondance dans la joie), cette critique en vient à occulter la connivence dans la forme. Ainsi il est devenu admis par tout le monde qu'il suffit de *tenir* un segment de la division du travail si petit soit-il — par exemple, pour citer un travail on ne peut plus hors-sol et artificiel, programmeur de jeux vidéos sur l'Internet — pour avoir accès, par son revenu monétaire, à toutes les marchandises du monde, au point même de négliger toute reproduction par soi-même sans la médiation de l'échange marchand : nourriture industrialisée, santé, jusqu'à la procréation maintenant biologiquement assistée... Pouvoir participer soi-disant au monde par l'Internet et ses longues heures de surf vaudrait bien de négliger de faire sa cuisine, *a fortiori* si cela suppose d'avoir au préalable cultivé son jardin. La connivence intervient aussi à d'autres niveaux : la reconnaissance de soi par les autres travailleurs, voire même par les maîtres, et l'identification au statut socio-professionnel, prévalent par rapport au questionnement sur la finalité de ce qui est produit. Le temps libre est lui aussi colonisé par la *compulsivité* du faire — la grande distribution spécialisée dans le bricolage, qui en jouit, en sait quelque chose — au détriment du bavardage, du débat sur les orientations communes, de la méditation...

VIII

Le travail serait maltraité sans voir que c'est le travail qui est maltraitance en tant qu'il est activité contrainte — ou auto-suggérée par impératif existentiel sous conditionnement culturel de « remplissage », selon lequel le travail seul apporte consistance à l'existence. La morale diffuse « *qui ne travaille pas ne mange pas*¹ » reste menaçante en Occident malgré les « amortisseurs sociaux », et active là où le capitalisme pénètre encore sauvagement à l'heure actuelle. Sous l'empire de cette sanction sociale, se surajoutent, au sein de cette activité non-libre, les liens de subordination à la hiérarchie, à la productivité socialement requise, etc.

La conception de Dejours ne dépasse pas la représentation citoyenniste diffuse qui voit dans le travail cet invariant « naturel » à la puissance productive ma-

1— Cette morale était aussi commune au mouvement ouvrier et on la trouve par exemple sous la plume de Marx dans un compte rendu du congrès de Genève de la Première Internationale (1865) in « *L'Émancipation des travailleurs* », *une histoire de la Première Internationale*, Mathieu Léonard, La Fabrique, 2011.

gique, et au potentiel « socialisant » malheureusement dépouillé et martyrisé par la spoliation financière — au point de rendre aveugles ses contempteurs, oublieux des usines d'armements, de l'industrie chimique nocive, etc. Dejours s'aide pour cela d'une tentative d'historicisation en opérant une césure entre un « avant » et ce « maintenant » où le mépris atteindrait un tel degré dans le management des DRH (direction des relations humaines dans les entreprises, conseillées par tant de consultants) que cela engagerait « *une décadence de la civilisation* ». Le vieil illusionnisme atavique bourgeois de la croyance quasi philanthropique de *donner du travail* aux pauvres, aboutirait cette fois au cynisme. Comme si Dejours se retenait de conclure que travail et mépris deviennent d'autant plus consubstantiels que le travail est plus entièrement soumis à une fin « autre ». Flexibilité et précarité aidant, la force de travail disponible, devenue variable d'ajustement, sans attache et sans base arrière, serait, aux yeux des décideurs rivés sur leur *réalisme computationnel*, plus méprisable du fait de cette disponibilité abstraite.

IX

On est bien loin de la situation décrite à la fin du XIX^e siècle où les ouvriers parisiens fiers de leurs métiers et de leurs savoir-faire, dans lesquels subsistaient encore des restes de la souveraineté de l'artisan, s'appelaient entre eux *Les Sublimes*², se reposaient le lundi de leurs excès du dimanche et se faisaient courtoiser par des patrons en concurrence entre eux, en faisant monter les enchères. À l'opposé, c'est la disponibilité comme force de travail libre sur le marché libre, cette situation d'avoir été arrachés à leurs conditions d'existence vernaculaire, et donc d'être devenus sans attache, bientôt sans culture propre, réduits à n'être que du nerf et du muscle, qui placent les prolétaires en quête de travail dans cette situation d'abaissement. Autrement dit, la mise en disponibilité pour-le-travail, par l'individu lui-même est, antérieurement à son exploitation dans l'acte productif lui-même, son premier abaissement. S'il est sans attache en général, il est en revanche *rivé* à cette disponibilité ; et d'autant plus que celle-ci ouvre sur toutes les médiations sociales dominantes (reconnaissance, consommation, rang hiérarchique, etc.). Paradoxalement, cette *capacité abstraite de travail*³ peut jouer comme fausse universalité immédiate

2— *Le Sublime, ou l'ouvrier comme il est en 1870, et ce qu'il peut être*, Denis Poulot, 1870, réédition Maspero, 1980.

3— Selon le concept de Franck Fischbach dans : *La Privation de monde. Temps, espace et capital*, 2011, Éd. Vrin.

« [...] la réduction du travail aux seules activités productrices de valeur engendre une mutilation du travail dans la mesure où il est, à l'inverse de cette restriction, une activité susceptible d'adopter une variété quasi infinie de formes ; soit, inversement, en

d'être prêt à tout, de savoir bouger, contre l'enfermement dans un savoir-faire particulier. Les progrès de l'aliénation prennent le langage de la désaliénation pour mieux se faire accepter.

X

Contrairement à ce que pouvait penser la critique sociale radicale de la fin du XX^e siècle, ce n'est pas d'être sans attache et sans base arrière qui prédispose le plus celui qui « *n'a aucun pouvoir sur sa vie et qui le sait* » (définition du prolétaire par l'*Internationale situationniste*) à voir dans son *alter ego* un complice pour la lutte. L'abaissement et le mépris⁴ dans lesquels les prolétaires sont tenus leur font plutôt partager une mésestime d'eux-mêmes. Corrélativement, ils renoncent à disputer aux élites l'Internet pour les affaires communes et *a fortiori* ne sont pas à même d'imaginer un projet collectif d'une vie digne d'être vécue. C'est d'ailleurs cette souffrance-là qui est le plus souvent combattue dans les situations de conflit par l'exigence de « dignité ». Ce slogan apparût notamment à l'occasion de la grande grève des mineurs anglais (1984-85) où ceux-ci redécouvrirent qu'ils étaient non seulement exploitables mais surtout jetables. Ce même sentiment d'offense subie de par la violence de la socialisation capitaliste et de son échec croissant à intégrer par le travail, renvoie les gens à des crispations et retraits identitaires et communautaires. De telles tensions et tentations ne sont pas antagoniques à l'immersion générale dans le spectacle des marchandises et de leurs signes, dont elles voudraient juste constituer un contrepoids spiritualiste.

montrant que cette réduction a paradoxalement pour effet de conférer au travail un rôle et une fonction extraordinairement étendus qui consistent à faire de lui le porteur et le vecteur de toutes les médiations sociales. On montre alors, avec Moishe Postone, que dans une société fondée sur l'abstraction et la valorisation de la valeur, il revient indûment au travail, à la fois comme travail abstrait et comme *capacité abstraite de travail*, d'assumer le rôle de porteur des médiations sociales dans leur ensemble. » (p. 132).

Lire aussi du même : « Libérer le travail ou se libérer du travail, Simone Weil lectrice de Marx », in *Cahiers Simone Weil*, tome XXXII-n° 4, décembre 2009.

4 – Axel Honneth, qui poursuit l'activité de l'Institut de recherche sociale de Francfort, plus connu comme École de Francfort qui a donné naissance à la Théorie critique (Adorno, Horkheimer, Marcuse, etc.) a publié des études sur « *la société du mépris* » (traduit en France en 2006, éd. La Découverte, Paris) qui conduisent à incorporer la dimension morale de rabaissement ou de la reconnaissance dans la soumission de l'exploité.

XI

Parce que le travail est une activité hétéronome, c'est-à-dire régie par une finalité autre que celle de son propre accomplissement (soumission aux règles de la classe dominante gestionnaire de la valorisation : rentabilité des capitaux investis, productivité imposée par la concurrence, etc.), il porte en lui sa propre déchéance programmée.

Une activité autonome, quant à elle, se déploie animée de sa propre vitalité communicative (le jardin potager en est l'illustration, vers quoi s'orientent de plus en plus de gens manquant désespérément d'une activité directement nourricière qui ait du sens ; mais on ne refonde pas des rapports sociaux sur la multiplication des petits lopins de terre, même s'ils sont indispensables !). La question du passage d'une activité autonome à une activité hétéronome est cruciale et sauve du travers d'idéaliser l'activité autonome : celle-ci coexiste actuellement en effet avec le système global hétéronome (l'économie folle régie par ses paramètres délirants) qui, du fait de son efficacité technologique et de sa concentration, soulage l'existence de tâches ardues (la tronçonneuse pour le bois de chauffage ou le gaz naturel pour la cuisine, par exemple) et maintient paradoxalement la possibilité d'activité autonome (cuisiner, par exemple). Le système hétéronome, qui se dirige tout seul parce qu'échappant à tout contrôle, ne « s'échappe » pas parce qu'il serait l'addition enchevêtrée d'activités autonomes ; mais pourtant il a bien fallu que des activités autonomes se soumettent à des fins autres qu'elles-mêmes (la convertibilité en argent pour s'acquitter de frais fixes croissants) pour transmuter et s'amalgamer en un système imbriqué et autodirigé.

XII

La soumission graduelle et progressive de l'activité autonome à des médiations qu'elle ne contrôle pas est un processus qui constitue le travail comme dépense d'énergie étrangère à soi. À l'inverse, ce qu'on entend par activité autonome ne peut pas être ramené à la seule activité personnelle de son goût. Activité autonome ne veut pas dire activité régie par le seul libre arbitre individuel. La « maîtrise de la finalité » n'est pas acquise avec la seule satisfaction de besoins matériels intangibles : elle est atteinte quand l'activité de production et de transformation ne sont pas disjointes de la vie sociale, qu'elles en épousent les inflexions, les relâchements, les rythmes plutôt que l'inverse.

La résistance à l'industrialisme — processus au long cours — est la protestation de rapports communautaires que tente de défaire le surcroît de médiations. Même les ouvriers libertaires barcelonais en 1936-37-38 renâclèrent à continuer de servir le même processus technique industriel malgré le change-

ment du statut juridique de l'entreprise (collectivisation ou socialisation) et sa prise en main par la gestion syndicale.

XIII

On ne peut pas plus évacuer, en l'incriminant, la nostalgie du travail artisanal et de la faible imbrication d'activités individuelles et collectives jalouses de leur souveraineté. Nostalgie qui n'est pas dénuée de fondement. Pas plus qu'on ne peut ignorer la contradiction provoquée par le haut degré atteint par la socialisation industrielle du travail. Des théoriciens socialistes se prenaient à rêver de la voie royale qui engagerait l'humanité vers la socialisation automatique de ses produits, puisqu'on ne pourrait plus détailler ce qui est tributaire de l'effort des uns ou des autres. Mais a contrario, la conséquence serait l'inévitable dépossession par un processus intégré que les producteurs de base ne maîtriseraient plus. L'intensification de la division du travail et son articulation technologique éloignent de plus en plus le rêve de cette maîtrise souhaitée/regrettée. Le subterfuge théorique qui consiste à résoudre ce hiatus par la possibilité nécessaire de démocratie directe permettant de réduire par le débat la distorsion entre la conception et l'exécution, ne serait possible que dans des rapports de temps et d'espace déjà justement maîtrisés c'est-à-dire dégagés de la pression d'un besoin immédiat (l'antique faim, par exemple, ou la protection moderne vis-à-vis des radiations nucléaires). L'aspiration révolutionnaire recherche les moyens de casser la double coercition en cascade de l'argent sur l'activité et de l'activité conséquemment transformée en travail sur l'individu. Disposer de temps pour la conscience, et jouir d'une relative autonomie locale qui évite d'avoir à tout mettre, tout le temps, les décisions en débat, voilà la liberté!

XIV

La maîtrise de la finalité de l'activité exige que le produit concret ne soit pas tourné contre les rapports communautaires (produits chimiques nocifs, armes, etc.) et que sa destination à l'usage courant ne soit pas appropriée que par quelques-uns. Ce qui s'accompagne de cette autre question de la dépense sans compter à laquelle pourrait correspondre l'idée qu'on se fait de l'activité vitale : chacun, au bout du compte, pouvant se trouver déjà contenté par sa débauche d'énergie vitale et de ce qu'il aura reçu aussi bien dans le moment lui-même par la présence chatoyante des autres, qu'ensuite, on allait dire « en retour », sans que pour autant se soit maintenue l'inquiétude sournoise du calcul empreint de méfiance de qui donne quoi et en quelle quantité pour qui, et *vice-versa*. Au vu de l'emballage « en temps réel » de la comptabilité délirante du capitalisme tardif, il pourrait devenir infiniment plus simple en se passant du calcul d'évincer du même coup les activités capitalistes qui ont

besoin du calcul. L'abstraction fantasmagorique de valeur qui gît dans les produits du travail a perdu toute substance et ne peut plus agencer les rapports sociaux. La complémentarité des tâches humaines dans leur diversité ne peut poursuivre son cours qu'en désamorçant la standardisation de la productivité et de ses calculs déments.

XV

La représentation d'une humanité débarrassée des exploiters particuliers s'est toujours colorée d'une « sursocialisation » ou la vie individuelle en de petites collectivités devait être médiée par l'activité sociale globale (d'où la méfiance à l'égard du « petit-lopain-de-terre »), sous peine que ressuscite l'enrichissement privé. Cette tendance à la bureaucratisation de l'existence ne pourrait être combattue que par la réappropriation la plus directe possible des moyens d'existence, d'autant plus facilement réalisable qu'on se sera débarrassé du fatras de pseudo besoins auxquels la production industrielle à accoutumé les populations pour écouler ses marchandises. Pour rendre impossible l'enrichissement matériel privé, il conviendrait de soustraire l'échange à la quantification et corollairement à toute interface qui contienne une fonction de thésaurisation. Selon les mots de Lewis Mumford, la libération à l'égard du travail pourrait s'accomplir « [...] *partout où l'activité vitale est comptée pour une aussi grande récompense du labeur que le produit.* »

XVI

Cette crise du capitalisme donne le sentiment que tout paraît se dénouer : l'alibi du travail et de ce qu'il produit en devient même superflu. Cette inconsistency du travail, son caractère mobilisable ou jetable à volonté court-circuitent en quelque sorte les perspectives historiques fondées sur une réorientation « rationnelle » du travail. Ou bien engendrent l'idéalisation d'un travail peu socialisé (l'artisanat). La « *capacité abstraite de travail* », devenue visible dans cette attente des chômeurs stockés en vue d'une toujours plus hypothétique reprise, paralyse la mise en œuvre des tâches vitales. Tout peut se jouer dans le mouvement par lequel les énergies vitales pourraient se soustraire à cette « disponibilité » en suspens, feraient le compte de ce qui leur est vraiment nécessaire et engageraient sa réalisation non plus comme tâche centrale qui réunit, mais comme une des modalités qui accompagnent les inflexions, leur gravité ou leur fantaisie, des rapports humains. C'est forte de cette certitude que la sécession pourrait se propager, tant il est vrai que c'est l'incertitude de l'entre-aperçu « révolutionnaire » qui fait encore adhérer les populations au capitalisme et à son système de rançonnement et d'arraisonnement.

Dès lors, la fonction du travail dans la domination n'en apparaît que trop bien : sa centralité est non pas celle de la nécessité productive de biens d'usage mais d'être « cheville ouvrière » de la domination : mobiliser pour le travail — et l'on a vu dans cette phase « finale » du capitalisme à quel type de production imbécile et nocive on a pu mobiliser les individus — c'est priver les individus de liberté et de leur capacité à faire monde par eux-mêmes.

XVII

Les présentes notes critiques auront été réussies si on en retire l'assurance que ce n'est pas en confiant aux machines les tâches productives qu'on résoudra la question du travail, ni en l'innocentant de son accouplement morbide avec le capital. Alors que l'enchantement du monde était supposé découler d'une productivité ahurissante, le besoin de travail, sous la forme d'emplois, se fait toujours autant lugubrement sentir. C'est dire si l'allègement de la charge productive dépend en fait de l'organisation, c'est-à-dire de la culture d'une société : rien d'étonnant puisque, à l'inverse, c'est le capitalisme qui a fait peser sur le travail lui-même la charge d'être l'unique colonne vertébrale de la société. La dynamique incontrôlable et nocive du travail est recelée dans la disjonction à devoir obéir à une hiérarchie ou aux nécessités désincarnées du marché, ce qui mène à ignorer ce que deviennent le produit du travail ou les éléments du procès de travail (composants chimiques, déchets, etc.). L'activité vitale, en matière de production de biens matériels et immatériels, peut devenir consciente d'elle-même si elle sait s'auto-diriger et par conséquent, par exemple, modérer ses appétits, ce que l'attrait d'autres foyers de sensibilité provoquera inmanquablement.

XVIII

« [...] l'argent a résolu cette tâche de réaliser la liberté de l'être humain pour ainsi dire au sens purement négatif. Ainsi l'immense danger que la monétarisation représentait pour le paysan s'inscrit dans un système général de la liberté humaine. Ce qu'il a gagné, assurément, c'est de la liberté, mais une liberté qui le libère de quelque chose, au lieu de le libérer pour quelque chose ; en apparence, assurément, la liberté de tout faire (puisque'elle n'est justement que négative), mais de ce fait, en réalité, une liberté sans la moindre directive, sans le moindre contenu déterminé et déterminant, et qui dispose donc l'individu à cette vacuité et à cette inconsistance où rien ne s'oppose aux pulsions nées du hasard, du caprice ou de la séduction : conformément à la destinée de l'humain sans amarres, qui a abandonné ses dieux et dont la "liberté" ainsi gagnée n'est que la licence d'idolâtrer n'importe quelle valeur passagère. »

Georg Simmel, *La Philosophie de l'argent*

(à suivre)

Lozère, 4 octobre 2012

QUELQUES MOTS SUR TON TEXTE « TRAVAIL ET MÉPRIS »

Jacques Wajnsztein

Venant,

Ta critique de Dejours est intéressante. Toutefois les « incohérences cohérentes » de Dejours ne lui sont pas propres, car elles proviennent d'une difficulté objective à définir le travail. Cela conduit soit à le naturaliser et donc à ne distinguer qu'entre travail contraint et activité libre faisant ainsi disparaître la spécificité du travail salarié et celle du salariat en tant que rapport social global liant capital et travail ; soit à le diaboliser avec la référence au *tripalium* et donc, là aussi, faire comme s'il n'avait connu qu'une forme invariante ou tout du moins deux caractéristiques fondamentales (la contrainte et la souffrance au travail) qui traverseraient toutes ses formes particulières alors que le modèle non explicite de cette référence est l'esclavage.

Preuve que nous rencontrons une difficulté majeure ici, c'est que le va et vient entre les deux positions citées précédemment, est courant chez tous ceux qui ne se rattachent pas ou plus au strict programme prolétarien et qui ne conçoivent pas les contradictions du capitalisme comme exclusivement des contradictions de classes. Sous-entendu : aliénation et domination existaient avant le capitalisme... et peuvent exister après. Tout ne dépend pas d'un commandement capitaliste comme le montre clairement aujourd'hui l'exemple du développement du capital en Chine.

Pour en revenir à Dejours, sa référence principale à la question du mépris du travail et du mépris au travail provient à la fois d'une projection historique dont on verra qu'elle est abusive et d'une observation clinique à partir du harcèlement au travail.

Je me préoccuperais surtout de la première approche. Pour Dejours, le travail était méprisé dans la Grèce antique avec l'esclavage, puis dans la féodalité avec le servage, enfin dans le capitalisme avec le taylorisme et le fordisme et plus que jamais aujourd'hui dans le capitalisme contemporain financiarisé et spéculatif.

Voilà sa thèse. Elle me semble empreinte de confusions. La première est d'ordre théorique si l'on peut dire, car elle découle justement d'une absence de cadrage théorique, Dejours semble placer sa problématique au niveau de l'individu atomisé selon les principes sociologiques de l'individualisme méthodologique. Ne s'occupant donc pas du type de rapport social qui encadre le travail il ne peut saisir que les mêmes effets puissent avoir des causes différentes. Ainsi, le mépris chez les Grecs anciens est un mépris de type aristocra-

tique et peu importe qu'il revête des oripeaux démocratiques comme à Athènes ou oligarchiques comme à Thèbes ou encore militaires comme à Sparte. Le travail y est considéré comme indigne de l'homme libre défini dont le statut est lié à la propriété et à l'hérédité des conditions. Toutes les autres activités (politiques, philosophiques) sont considérées comme du non-travail ce qui leur donne leur lettre de noblesse. À Athènes on sait que même le commerce est jugé vil et laissé aux métèques. La distinction entre travail de production ou commercial d'un côté et travail domestique de l'autre n'a pas encore lieu d'être puisque ces dernières activités sont le plus souvent exercées par les esclaves.

Le mépris capitaliste n'est pas de même nature, car les deux classes principales du développement capitaliste, une fois acquise leur propre conscience de classe, sont unies par la reconnaissance d'une même valeur du travail « Qui ne travaille pas ne mange pas », leur différence résidant dans le rapport de propriété ou non aux moyens de production. Cette « religion » du travail est aussi entretenue par une autre croyance, au Progrès et par une pratique réelle de participation à la transformation du monde à l'aide de la production matérielle et industrielle, que ses protagonistes soient en position de domination ou de subordination, important finalement peu de ce point de vue là. Si ces deux classes (je laisse ici de côté la position et la question de la paysannerie) ont donc un point commun, c'est d'accorder une valeur intrinsèque au travail qui s'exprime aussi bien dans la figure de l'entrepreneur wébérien ou schumpetérien que dans la figure marxienne de l'ouvrier productif aux mains calleuses dont se moquaient les anarchistes individualistes ou les révoltés à la Rimbaud au XIX^e siècle. Dans le cadre de la domination de classe et de l'exploitation ce n'est donc pas le travail qui est méprisé, mais le travailleur, enfin pas trop parce que quand même il participe à la production de valeur ; c'est surtout le prolétaire qui est méprisé, le prolétaire défini par son manque : de travail, de situation stable, d'ardeur au travail, de logement décent qui le situe en marge de la société bourgeoise (les classes dangereuses). Le passage de la domination formelle du capital à la domination réelle va, de ce point de vue, consister à transformer cette masse toujours renouvelée de nouveaux prolétaires de l'immigration tant intérieure et paysanne qu'extérieure et étrangère, en une classe ouvrière si ce n'est homogène et unie mais du moins réunie par l'obtention de ses lettres de noblesse de modernes chevaliers du travail. Développement des syndicats ouvriers, droits sociaux accordés à travers un État-providence accompagnent cette transformation. Du point de vue de la caractérisation de la société nous passons de la société bourgeoise à la société du capital ; nous passons de l'affirmation d'une idéologie de classe commune dans les grandes lignes aux deux classes principales (« Qui ne travaille pas ne

mange pas») à l'affirmation d'un discours du capital (le travail est le grand intégrateur).

La seconde confusion de Dejours provient du fait qu'il essentialise (tu dis « naturalise») le travail, ce qui ne lui permet pas de saisir les nouveaux aspects de ce mépris du travail. Il en reste à la lecture du symptôme : l'accroissement des pratiques de harcèlement au travail par exemple et à partir de là il établit une continuité entre les différentes périodes historiques de domination sur le travail, de la Grèce antique à aujourd'hui. Il ne peut pas comprendre la contradiction, pourtant bien située historiquement, qui consiste à clamer d'un côté la valeur abstraite du travail (le travail comme dignité, comme devoir de participation à la vie commune) ou même sa valeur concrète (« travailler plus pour gagner plus») et à le dévaloriser de l'autre en montrant tous les jours le peu de considération qui est accordée à ses porteurs, les salariés.

Il ne comprend pas non plus la tendance de la société capitalisée à se débarrasser du travail vivant parce qu'il n'est plus central dans le procès de valorisation (le capital domine la valeur-tendance à la valeur sans le travail-inessentialisation de la force de travail). Quand tout était sacrifié à la production (production pour la production, pour le profit maximum dans une logique générale qui est celle de l'accumulation), travail et travailleurs gardaient une position sociale même si elle s'accompagnait le plus souvent de dures conditions de travail et de vie. Mais quand tout ça devient secondaire par rapport aux règles nouvelles de la « bonne gouvernance » (gestion des stocks et des flux financiers comme des stocks et flux de marchandises, gestion des « ressources humaines », gestion des risques dans une logique de capitalisation) dans un régime de reproduction rétrécie plus qu'élargie, se produit effectivement une sorte d'empêchement à travailler qu'on rencontre aussi bien dans l'industrie que dans les services publics. Ces derniers sont même particulièrement touchés dans la mesure où, à l'intérieur de la fonction publique, ils contenaient encore une part de « mission » dans leur travail et qu'il ne s'agissait pas simplement de « fonctionner ». On retrouve ce même « empêchement » dans le secteur de la recherche, qu'elle soit publique avec les pressions sur le CNRS et l'université pour s'insérer dans des pôles de compétitivité (cf. les raisons de la grève des chercheurs en 2009) ou privée (cf. le mouvement des « invisibles »).

Ce passage de la société capitaliste à la société capitalisée, à travers ce que nous avons appelé « la révolution du capital¹ » transforme la question du travail en

1 – On pourrait certes l'appeler autrement, la revue *Théorie Communiste* définit cette période comme celle d'une deuxième phase de la domination réelle. Néanmoins, si nous tenons à ce terme de « révolution », c'est qu'il marque plus une rupture qu'une continuité. Une rupture à tous les niveaux : technologique, environnementale, au niveau des mœurs, au niveau du rapport capital/valeur et de la fictivisation, au ni-

en faisant une question d'emploi puisque perdre une organisation des rapports sociaux encadrée par la norme sociale du salariat, même pour ceux qui lui sont extérieurs ou en marge (jeunes, femmes à la maison, chômeurs, veuves, etc.). C'est sur cette base que même si on n'a plus de travail on pourra trouver du boulot² et si on n'a même plus de boulot, l'État pourra se charger d'en créer sous forme d'emplois « aidés » ou même d'en promouvoir des fictifs dans la multiplication des situations de stagiarisation qui correspondent à des simulations de travail où il s'agira non pas de travailler effectivement, mais de « travailler » à son employabilité³. Mais dans ce processus c'est tout une disqualification sociale qui se développe et qui ne touche pas seulement les plus démunis ou précaires. Cette masse d'inemployables potentiels ne correspond absolument pas à l'ancienne « armée industrielle de réserve » (rien que l'étymologie du mot devrait faire réfléchir au moins pour ce qui est de la situation dans les pays dominants) et la principale conséquence de ce fait n'est pas de « peser » sur les salaires comme le répète à satiété la gauche obnubilée par le petit bout de la lorgnette, mais la perte de dignité elle-même du travail. Le travail *versus* boulot ou *job*, le travail « pour la thune », les résistances à l'entrée sur le marché du travail, le choix parfois délibéré de l'intérim ou des CDD par des jeunes qui refusent de s'enchaîner à une entreprise indiquent que cette critique du travail perdure même si c'est de façon souterraine ou biaisée. Et ce, au grand dam de tous ceux qui voudraient que tous les salariés soient fonctionnaires et qui ne conçoivent la flexibilité que dans un sens univoque (celui que lui donne le patronat ou l'État) alors que cette flexibilité est en partie le retournement de l'absentéisme et du *turn-over* ouvrier des années 1960-1970, dans une révolution qui n'a pas été la notre. La défaite de ces années-là n'est pas neutre. Pour nous « le « nous avons perdu une bataille mais pas la guerre » n'a aucun sens. Nous avons perdu la guerre sociale et toutes les « libérations » de l'époque n'ont alors constitué que des suppressions de barrières à la dynamique du capital. Leur sens de désaliénation s'est perdu dans les particularismes et communautarismes. L'absentéisme ouvrier est devenu flexibilité

veau de ce qui constituait le fil rouge des luttes de classes etc. Mais cette nécessité de reconnaître la rupture ne doit pas nous amener à réécrire le passé en fonction de l'advenu, à « jeter le bébé avec l'eau du bain comme on disait autrefois ». Nous prenons acte, point.

2 – Un trait d'humour faisait dire aux salariés américains victimes des restructurations et autres mesures de *reengering*, que les États-Unis étaient les plus gros créateurs d'emplois puisque chaque fois qu'ils en supprimaient un il s'en créait trois, faisant allusion à la multiplication des petits boulots à temps partiel.

3 – Dans le même ordre d'idée, dans la société capitalisée, les enfants et élèves n'ont pas à apprendre, mais à « apprendre à apprendre »

patronale, la revendication de temps partiel des femmes est devenue de plus en plus temps partiel subi, la critique du travail à la chaîne de la part des OS est devenue d'abord « enrichissement du travail » puis sans retenue, polyvalence patronale avec perte des anciennes qualifications liées au collectif de travail au profit des nouvelles compétences déterminées et évaluées individuellement, l'autonomie des établissements publics a pris la forme de la privatisation si ce n'est de la propriété collective du moins de la gestion et de la direction, etc.

Tout cela nous amène à parler de la fin de l'expérience prolétarienne et d'une « expérience » (si on peut conserver le terme) qui ne peut plus être que négative et qui donc ne se transmet pas. Le « travail du négatif » est bloqué. Alors que dans les années 1970 on allait répétant que la révolution ne pouvait pas être l'affirmation de la classe mais sa négation... on a maintenant effectivement cette négation en tant que pur procès du capital dans sa reproduction rétrécie et sa loi de capitalisation. La négation n'est plus négation vers autre chose. Il y a englobement des contradictions. Ces dernières apparaissent pour ce qu'elles étaient principalement : des « contradictions » de l'ordre du discours, mais dans les faits de simples oppositions ou des paradoxes.

Une fois de plus se vérifie le fait que le capital prospère sur les limites du cycle de lutte précédent. Cela n'a d'ailleurs rien à voir avec une quelconque « récupération » du mouvement. L'existence de celle-ci supposerait que mouvement et rapport social soient séparés et que le second récupère le premier à sa défaite. Il n'en est rien, car c'est dans un même mouvement que se produisent défaite ou victoire. Dans l'événement révolutionnaire, ce sont les verrous qui sautent et la dynamique révolutionnaire joue dans plusieurs sens, le sens d'aliénation et de subordination ou le sens de désaliénation et de libération. Ainsi en est-il par exemple de la question du travail ou des questions dites « de société ».

C'est pourquoi nous ne pouvons plus parler en termes « d'autonomie », que ce soit l'autonomie au sens castoridien du terme (c'est aujourd'hui l'autonomie de « l'individu égo-géré » ; Cf. J. Guigou dans la *Cité des Ego*) ou au sens opérariste (impossibilité aujourd'hui d'affirmer une identité ouvrière) ou encore au sens de l'autonomie type Bologne 1977 dont les différentes filiations sont déclinées depuis sur le mode de la sécession (cf. notre livre *La tentation insurrectionniste*).

Je termine avec une idée qui me passe par la tête à la lecture des polémiques autour du départ de Depardieu en Belgique et en Russie, mais aussi du projet de taxation des revenus des sportifs et artistes à hauteur de 75 % de leurs revenus. Il est hautement paradoxal que ce que Ch. Sfar et moi-même avons défini comme aliénation initiale (cf. n° 4 et 5 de *Temps critiques*), à savoir la passion de l'activité, se soit réfugiée dans de rares activités en marge du salariat

et du champ même du travail, en tout cas en dehors du travail salarié ordinaire, mais pas dans la direction et l'objectif de pratiquer des formes de coopération ou d'entraide qui participeraient de la tension individu/communauté, mais plutôt dans l'intention de se livrer aux jeux de la puissance à travers des surenchères marchandes qui concernent aussi bien les footballeurs que les tennismen (ou women, ce n'est pas une question de sexe et encore moins de genre!), que les patrons du CAC40 ou des cadres supérieurs bouffis de *stock-options*. Les jeux de la puissance sont un autre invariant auquel Dejours aurait dû s'attaquer puisqu'à son avantage quand même, il ne raisonne pas dans le strict cadre de l'économie et qu'il insiste sur les caractères concrets et interpersonnels de la domination.

C'est peut-être la seule remarque critique que je ferais à l'encontre de ton texte: ne pas tenir suffisamment compte de ces caractères interpersonnels et concrets. Dans un autre langage, je dirais que tu négliges trop le caractère de rapport social du capital, ce qui te conduit à poser le capital comme un extérieur. D'où l'emploi fréquent de termes comme « économie folle et incontrôlable », « fuite en avant », « manque de contrôle », « système qui se dirige tout seul », « toujours plus extravagante », « l'aveuglement hallucinatoire ». J'y vois là l'influence sur toi, consciente ou non, de ceux qui font co-exister dans leurs écrits, d'un côté une logique de type structuraliste (elle-même influencée par les écrits d'Althusser) modernisée et réutilisée dans la perspective du « capital-automate »; de l'autre une irrationalité fondamentale d'un système dont on ne nous dit jamais quelle pourrait être la source de cette irrationalité. On comprend d'ailleurs ce silence, car si elle ne peut provenir que de la folie des hommes alors premièrement, c'est la notion de capital-automate qui tombe et deuxièmement, cela ruine toute pratique d'émancipation qui reste le plus souvent pourtant leur perspective, alors que, nous l'avons vu, dans la révolution du capital, c'est ce dernier qui cherche à s'émanciper de toutes ses pré-suppositions.

le 28/01/2013

IV. VALEUR ET CRISE

LA VALEUR N'EST PAS UNE CATÉGORIE EXPLICATIVE

Jacques Wajnsztein

POURQUOI PARTIR DE MARX QUAND MÊME AUJOURD'HUI ?

Parce qu'il a une conception d'ensemble du capital comme accroissement de valeur. Le capital peut donc prendre différentes formes qui sont toutes des supports de valeur, sans qu'aucune puisse être laissée de côté. C'est parce qu'il a cette perspective large que Marx peut intégrer parfois des éléments qui ne seront pas au cœur de sa démarche centrale restée en grande partie « classique » malgré son désir d'une critique de l'économie politique. Ainsi, c'est parce qu'il envisage la multiplicité des formes qu'il intègre à sa réflexion la notion de valeur monétaire et qu'il affirme même « la valeur d'échange et le système monétaire constituent en fait le fondement de l'égalité et de la liberté¹ », alors même que sa position principale est de concevoir l'équivalent général comme le produit de l'aliénation des relations sociales des hommes. C'est pourquoi cette idée de valeur monétaire sera absente de ses schémas de reproduction qui se font dans les termes de Ricardo, c.-à-d. du travail incorporé.

C'est ce qui a autorisé des générations de marxistes à faire naître la valeur à l'intérieur du processus de production parce que reconnaître que la valeur n'existe qu'une fois validée socialement dans la circulation et la consommation conduisait à reconnaître que dans la production la valeur est encore non-valeur et que le travail n'en est pas sa source². Pourtant, cette possibilité a été

1 – K. Marx : Fondements de la critique de l'économie politique (Grundrisse), Anthropos, 1967, vol I, p. 194.

2 – Pour nous la théorie de la valeur-travail est dès le départ simplificatrice et aporétique (cf. JW : *Après la révolution du capital*, L'Harmattan, 2007) et elle ne présente plus de valeur politique. En effet, affirmer un travail productif tel qu'il était défini dans le programme n'a plus aucune portée pratique quand tout travail est devenu productif pour le capital. D'ailleurs, pour être juste, cette théorie de la valeur-travail n'a jamais été nécessaire à une théorie de l'exploitation à partir du moment où on ne cherche pas à la mettre en formule en tant que « taux d'exploitation ». Un taux d'exploitation que même les marxistes actuels ne mentionnent plus, bien incapables qu'ils seraient de le calculer. Tout cet argumentaire n'est plus guère soutenu que pour

envisagée par Marx³ car comment croire que des marchandises non vendues ont une valeur alors que pour qu'il y ait valeur il faut qu'il y ait une estimation et pour que cette estimation survienne il faut qu'il y ait l'espoir d'une possibilité d'échange et donc que les biens ou les services soient dès l'origine conçus dans la perspective de leur mobilité? À la limite les néo-classiques sont plus cohérents que les marxistes sur ce point puisqu'ils lient valeur et utilité et qu'il n'y a pas de production de choses inutiles, ce qui permet de faire le lien entre offre et demande, entre production et consommation⁴. Les principes toyotistes qui ont en partie relayé ceux du fordisme ainsi que l'économie de flux qui semblent aujourd'hui prédominer ne font que confirmer l'importance de la notion de valeur monétaire.

De la même façon, Marx n'intègre pas le crédit bancaire dans ses schémas de la reproduction alors qu'il reconnaît parfois l'existence du capital fictif et son rôle dans la dynamique du capital parce que comme nous venons de le dire, le capital, dans la multiplicité de ses formes peut se dégager de son support physique et préférer temporairement la capitalisation et la virtualisation de la production à la recherche du surproduit et de l'accumulation. Marx ne voit l'argent que dans sa fonction d'équivalent alors qu'il est aussi créé *ex nihilo* comme moyen de paiement ce qui permet d'expliquer la dynamique du capital (procès de fictivisation). En fait, la fonction d'équivalent ne réapparaît que dans les crises et encore, pas pour tout le monde dans les mêmes proportions. C'est ce qui est demandé aujourd'hui à des pays comme la Grèce. On lui demande de « montrer son équivalent » comme si on était encore à l'époque de l'étalon-or. Mais personne ne demande de faire de même aux États-Unis!

Pour résumer : en période de croissance forte et stable comme pendant les Trente glorieuses, le capital a tendance à se séparer de la forme argent. On

des soucis de cohérence interne de la part des défenseurs de l'invariance du corpus marxiste. Une brèche et tout s'écroule.

3 – cf. p. 568 et 607, vol 1 des *Œuvres*, La Pléiade. et aussi un développement complet et technique sur ce point dans l'article de JM. Harribey : « Des prix de production au circuit monétaire », disponible sur internet.

4 – J'utilise ici un raccourci qui ne donne pas la mesure de la rupture au sein de la « science économique » que représente, par exemple, l'émergence de l'école marginaliste de la fin du XIX^e siècle. Et au-delà, au sein de l'imaginaire capitaliste qui s'en trouve chamboulé par la séparation qui s'établit entre économie et éthique normative. Pour plus de développements, cf. J.J. Goux : *Frivolité de la valeur : essai sur l'imaginaire du capitalisme*, Blusson, 2000. Pour ne citer qu'un exemple, chez Walras, la rareté ne repose pas sur le manque (là on est encore dans l'ordre du besoin), mais sur la subjectivité insatisfaite (là on est dans l'ordre du désir). L'économiste Ch. Gide pensait qu'il fallait remplacer le terme d'utilité, trop entachée de normativité par celui de désirabilité.

peut dire alors que le capital domine la valeur par le contrôle de la demande, que ce soit celle des entreprises ou bien celle des ménages. C'est la période d'expansion du capital fictif. Mais ce qu'on appelle « la crise », depuis le milieu des années 1970, est devenu un nouveau mode de gestion de l'incertitude. En effet, la dynamique du capital qui préside à sa « révolution » est loin d'être entièrement maîtrisée. Restructurations et concentrations sur des marchés hautement concurrentiels et en partie saturés remettent en cause les situations acquises et c'est la rentabilité de court terme ou de moyen terme qui devient le nerf de la guerre (économique). Le capital hésite donc à se séparer de la forme argent et c'est pour cela qu'il privilégie une reproduction rétrécie et une capitalisation différentielle. Le capital n'a plus à dominer la valeur puisque celle-ci s'est faite évanescence. C'est ce que ne comprennent pas tous ceux qui voient dans la financiarisation une autonomisation par rapport à l'économie « réelle ». La domination s'exerce aujourd'hui sur certaines fractions du capital qui occupent une position dominée dans la hiérarchisation en trois niveaux que nous développons par ailleurs ; et bien évidemment, sur le pôle travail, c'est-à-dire les salariés.

VALEUR D'USAGE ET VALEUR D'ÉCHANGE

Cette distinction entre deux formes de valeur n'est valable que dans la domination formelle du capital, et encore, car l'existence d'une valeur d'usage suppose l'existence d'une valeur concrète, d'une utilité de la marchandise comme si elle pouvait exister en dehors de la valeur d'échange, c'est-à-dire d'un « système de valeur ». Mais dans la perspective originelle de Marx la valeur d'usage semble échapper à l'abstraction de la valeur comme si elle ne participait pas déjà d'une transformation et d'une domination sur la nature extérieure⁵. Ainsi, elle échapperait au rapport social capitaliste parce que si on en reste à cette seule valeur d'usage, il y a bien travail concret, mais pas encore travail abstrait ; il y a bien déjà marchandise, mais pas encore fétichisme de la marchandise. La valeur d'usage échapperait donc à la détermination historique en étant en quelque sorte la vérité de l'objet, son essence recouverte par l'apparence dans

5 – Dans le même ordre d'idée le travail présenterait un double caractère, quasi-naturel en tant que travail concret et donc utile (la référence implicite de Marx est le travail artisanal) et le travail abstrait ne serait que la forme capitaliste de ce travail considéré comme une activité vitale « le premier besoin vital » dit Marx dans les *Manuscrits de 1844*. Le travail abstrait n'est donc pas considéré aussi comme une forme du travail « en général ».

sa valeur d'échange⁶. De la même façon que sous le travail salarié se cacherait l'activité libre, sous la valeur d'échange se cacherait son utilité. Mais cela bute sur une aporie de taille : même si on s'en tient à la théorie marxiste, comment des valeurs d'usage seraient-elles comparables sans leur valeur d'échange ? Pour essayer de sauver le montage, Marx est obligé d'appeler au secours une théorie des besoins qui va fournir son substrat à l'utilité. « À chacun selon ses besoins » dit Marx. Ce besoin est construit dans le cadre d'un rapport de prédominance de la production matérielle qui inclut une domination sur la nature extérieure⁷. Mais dans la domination formelle du capital, la valeur d'usage repose déjà sur une fonctionnalité et une rationalité par rapport à quelque chose qui dépasse l'utilité où plutôt quelque chose qui la surplombe, à savoir des rapports sociaux qui ont engendré une « économie ».

À première vue, on peut dire que la fonction d'utilité utilisée par les néo-classiques est plus cohérente quand elle dit que ce qui est consommé n'est pas le produit lui-même, mais son utilité, rendant subjective toute appréciation des besoins. Mais à y regarder de plus près, elle perd sa raison d'être avec la domination réelle quand s'amorce le processus d'unification du capital et que le caractère de représentation de la valeur se confirme. Cela se repère aussi bien au niveau théorique avec la déclaration de Keynes sur le caractère métaphysique des théories de la valeur (c'est comme de discuter du sexe des anges dit-il en substance) qu'avec le développement de la production des nouveaux « besoins » et la mise en place d'un processus de transformation désirs-besoins-objets-marchandises qui rend obsolète la distinction VU/VE puisque la première, en tant qu'elle est d'abord valeur d'usage pour le capital, est englobée dans la seconde. Désormais, tout se vend et tout s'achète. Mais cet accent sur la VE, en fait sur le concept de marchandise, est devenu aujourd'hui une banalité de base de la critique anticapitaliste (« le monde n'est pas une marchandise »). Elle s'accompagne souvent d'une réhabilitation des besoins au nom

6 – Pour une critique de cette dialectique de l'essence et de l'apparence, développée par Marx mais reprise par l'*Internationale situationniste*, puis par *Krisis*, cf. JG et JW : *L'évanescence de la valeur*, L'Harmattan, 2004, p. 96-103.

7 – C'est seulement au XVIII^e siècle que le concept de Nature est isolé comme potentiel de force et non plus comme ensemble de lois. Par exemple, la rationalité grecque est encore fondée sur une conformité à la nature qui la rend incompatible avec la démarche scientifique et la séparation sujet/objet. Nous ne pouvons que faire un parallèle entre cette conception de la nature comme force et celle qui voit l'individu comme force de travail en général. Dans le programme bourgeois il s'agit de libérer ces deux forces dans un processus de domination qui mêle les deux mouvements. Il en sera de même dans le « socialisme réel » qui érige l'homme en capital le plus précieux (Staline) et soumet la nature à des travaux pharaoniques (Mao) dignes du mode de production asiatique (cf. notre article sur la Chine et le MPA dans le n° 15).

d'une valeur d'usage « pour la vie » qui fournirait une alternative⁸. Or, en tendance, il n'y a plus « d'utilité » que dans le cadre de l'usage qu'en fait la société capitalisée. C'est tout le sens de l'attaque contre les services publics dans des pays où ils sont traditionnellement forts comme en France. Il s'agit de transformer tout le monde (élèves, malades, etc.) en usagers de la société capitalisée. Je préfère employer ce dernier terme que celui « d'usager du capital » que nous avons souvent employé à la suite de la revue *Invariance* parce qu'il me paraît mieux rendre compte des différentes situations et modalités de la symbiose État/capital à l'œuvre. En effet, transformer les individus en usagers ne nécessite pas forcément de les transformer en clients, car la question de la propriété privée n'est plus fondamentale dans la domination réelle du capital. En effet, il n'y a pas que le modèle marchand anglo-saxon qui peut présider à la transformation en cours et d'ailleurs les résistances au fait qu'elle puisse prendre un tour exclusivement marchand sont nombreuses depuis les années 1980, surtout en France, il est vrai.

C'est aussi le sens, dans un autre domaine, de la fabrication d'objets sur la base de « l'obsolescence programmée ». Et c'est enfin le sens d'une course à l'innovation dans les nouvelles technologies de la connexion qui rend redondants beaucoup des nouveaux objets produits (cf. le développement encore en germe des objets multifonctionnels).

Si on assiste parfois à des détournements de l'objet technique hors de sa fonction originelle comme, par exemple, les actions des *hackers* dans les NTIC, il faut reconnaître que cela reste des gestes très minoritaires et pour tout dire militants, alors que pour la grande masse il n'y a pas de distance critique vis-à-vis de l'usage de ces nouveaux objets qui simulent échanges et communication alors qu'il sont présentés comme en étant des *stimuli*.

LE PRIX DOMINE LES VALEURS

Le passage à la société capitalisée poursuit et complète ce processus de dévalorisation de l'usage en rendant de plus en plus artificielle et/ou arbitraire la notion de valeur d'échange à travers les prix administrés, les prix de monopoles ou d'oligopoles, les prix de transfert intra-firmes et même le prix de la force de travail (SMIG, hausse démesurée de certains salaires⁹ sans rapport

8cf. par exemple, Michel Henri dans *Du communisme au capitalisme*.

9 – Prenons un exemple dans le football. On entend dire de partout que les footballeurs sont trop payés (valeur d'échange) par rapport non seulement à d'autres professions, mais par rapport à la valeur du produit-match (valeur d'usage), or cela n'avait un sens, et encore, que dans les débuts du professionnalisme où on cherchait encore des mesures de la valeur, des proportionnalités et qu'on les établissait approximativement à l'aide des théories quantitativistes de la valeur. Mais ça n'a aucun sens au-

avec une quelconque compétence ou productivité de la force de travail, revenu social qui tient une place de plus en plus grande dans le revenu : primes et bonus, stocks options, etc.). Le capital domine concrètement la valeur par l'intermédiaire des prix. Cela rend d'ailleurs caduc le problème insoluble du marxisme qui a consisté à vouloir expliquer la transformation des valeurs en prix. Hilferding, dans son *Finanzkapital* a été le premier à tenter de résoudre la question de la transformation des valeurs en prix de production... non pas comme Rosa Luxemburg, pourtant sa contemporaine, en retravaillant les schémas de Marx, mais de façon empirique en décrivant le processus de concentration du capital. Toutefois, cette reconnaissance théorique ne sera pas couronnée de succès au niveau politique avec la dérive réformiste des politiques anti-monopolistes des sociaux-démocrates puis des partis communistes orthodoxes.

Ce sont les luttes de l'ouvrier-masse en Italie qui feront resurgir cette question du rapport entre valeur et prix à travers le concept opératoire de « salaire politique ». Dans la dernière période fordiste, celle de la fin des Trente glorieuses, les prix de production sont en fait directement conditionnés par les prix de la force de travail à travers les luttes sur le salaire, expression monétaire de la valeur du travail ouvrier. Si à l'époque de Hilferding les entreprises monopolistes font dévier les prix par rapport aux valeurs grâce à leur plus forte composition organique de capital, c'est aujourd'hui la mobilité des capitaux dans des secteurs moins capitalistiques, mais à forte productivité, qui permet de réduire le nombre de travailleurs et augmente le taux de profit, donc le rendement des entreprises cotées en Bourse¹⁰. Celles-ci peuvent alors licencier, mais pour des raisons inverses de celles des PME. Les premières dégraissent parce qu'elles font des profits, les secondes licencient ou précarisent parce qu'elles n'en font pas ou trop peu. On ne peut mieux décrire ce que Nitzan et Bichler appellent la capitalisation différentielle¹¹.

Le travail nécessaire n'est plus celui de production de valeur d'usage, mais de la seule valorisation du capital, de la capitalisation dirions nous et cela même si ça continue effectivement de passer par la production de marchandises-objets.

jour d'hui dans le cadre du football spectacle-business, d'où la démesure des salaires. Il en est de même pour les salaires des patrons du CAC40.

10 – cf. C. Marazzi : *Et vogue l'argent*, L'Aube, 2003, p. 83.

11 – cf. *Le capital comme pouvoir*, Max Milo, 2012 et sa présentation critique par JW dans ce numéro 17.

Le capital domine la valeur en affirmant ses propres catégories. Le coût de production et le prix¹² remplacent la valeur¹³. Le profit se substitue à la plus-value, la croissance des formes de *General intellect* (ce que certains appellent maintenant le « capital cognitif ») compense l'augmentation de la composition organique du capital, la création d'argent *ex nihilo* (capital fictif) résout la question de la disponibilité aléatoire de l'épargne, l'État-réseau se substitue à l'État-nation en se faisant courroie de transmission entre le global, le national et le local. C'est le mouvement d'ensemble du capital (de l'amont à l'aval dans une chaîne où la phase de production n'est plus qu'une phase parmi d'autres et même plutôt moins importante que d'autres comme on le voit par exemple dans la « crise » de la production automobile¹⁴) qui crée quand même de la plus-valeur¹⁵.

Il n'y a donc pas autonomisation de la valeur. Soutenir cette position conduit d'ailleurs, tôt ou tard, à distinguer économie réelle et finance et à revenir à

12 – La globalisation renforce cette tendance dans la mesure où les délocalisations distendent de plus en plus les prix et les coûts de production. Prenons l'exemple d'un soutien-gorge fabriqué en Chine et revendu par Carrefour en France. Voici la décomposition des coûts en euros ; 2,73 pour le fabricant dont 1,64 en matières premières, 0,82 en coût de capital fixe, 0,10 en coût de travail, 0,27 de marge ; 0,74 en coûts de transport + douane, 2,74 pour l'industrie française qui a réalisé la conception. Carrefour achète ça 5,91 euros hors taxe. Dans les rayons le prix atteint 20 euros TTC – 3,28 de TVA, la marge est de 10,81. Deux conclusions à en tirer : 1) la part du producteur dans la formation du prix devient dérisoire y compris au niveau I comme on a pu le voir avec BSN dans son conflit avec Carrefour, niveau qui est censé le mieux rémunérer le producteur ; 2) ce sont les grands distributeurs et non les producteurs qui bénéficient le plus des délocalisations et c'est encore plus vrai pour les produits de luxe. Ce n'est pas pour rien qu'on parle du modèle *Walmart* ! Le profit s'impose au taux de profit.

13 – Le problème marxiste insoluble de l'explication de la transformation des valeurs en prix de production ne se pose plus premièrement parce que ces valeurs sont validées *ex ante*, comme les profits d'ailleurs et exprimées directement en prix ; deuxièmement parce que de plus en plus de « valeurs » ne sont pas « transformables » parce que non mesurables.

14 – Il serait nécessaire de donner des précisions plus techniques sur comment est produite cette plus-valeur dans l'exemple de l'automobile. Ce n'est pas négligeable et cela s'avère même nécessaire tant l'entreprise reste une véritable « boîte noire » pour la critique révolutionnaire qui néglige la dimension micro-économique (donc en partie « technique ») des rapports de production au profit d'une dimension macro-économique qui permet de continuer à placer les référents de la doxa puisqu'ils bénéficient d'un flou artistique en dehors de toute vérification empirique.

15 – Pour le choix de ce concept de plus-valeur plutôt que celui de survaleur, cf. nos précisions sur notre blog.

l'opposition VU/VE avec domination de la VE sur la VU. On retombe alors dans la revendication de l'utilité comme le font en général les moralistes et les anarchistes. Il y a évanescence et désubstantialisation de la valeur. C'est le triomphe de la valeur comme pure représentation.

La valeur n'est pas une « totalité », une réalité englobant tout dont il s'agirait de se défaire, elle est « totalitaire » dans le sens où elle a tendance à tout réduire à elle-même. Comment mieux dire qu'elle est une représentation ? Et alors, comment croire qu'elle peut engendrer autre chose que ses propres contradictions (au sens étymologique) dans le discours ? Il faut une bonne dose d'hégélianisme pour cela et penser que le capital réalise la philosophie de Hegel.

Tout le développement d'Anselm Jappe sur « le côté obscur de la valeur »¹⁶ ne fait qu'étendre cet aspect totalitaire d'une représentation, à des rapports sociaux qui justement résistent au déterminisme de la marchandisation. Par exemple, toute son analyse sur le travail domestique est victime de cette représentation totalisante et aboutit à faire de l'accès au travail salarié, une revendication féministe¹⁷. Comme disait Baudrillard dans *Le miroir de la production*¹⁸, il faut briser le sortilège de la valeur que Marx présente comme un mystère puisqu'il bute sur le fait que la valeur d'usage c'est déjà le monde de la valeur alors qu'il la voit que comme expression quasi-naturelle de l'échange dans un mode de production donné fondé en l'espèce sur le travail comme activité vitale et néanmoins séparée. Marx en reste au modèle de Robinson Crusoe qui, séparé du monde extérieur et des rapports sociaux, retrouverait une naturalité des rapports permettant de réaliser le « À chacun selon son travail, à chacun selon ses besoins »¹⁹.

16 – cf. son article du même titre dans la *Revue du MAUSS* n° 34 : « Que faire et que penser de Marx aujourd'hui ? » qui consiste à jongler avec les catégories hégéliennes sans jamais se poser la question du passage de leur statut formel à leur statut réel.

17 – Sur ce point, on peut se reporter à notre critique de la position de Roswita Scholz dans notre complément à *L'évanescence de la valeur* : « Division sexuelle de la théorie chez Krisis », disponible sur notre site et à notre développement plus récent dans *Rapports à la nature, sexe, genre et capitalisme*, Acratie, 2014.

18 – La plupart des communistes radicaux de l'après-1968 ne tinrent pas compte de ses analyses sous prétexte qu'elles étaient « modernistes » au sens où elles constituaient une forme de révision qui se détachait du marxisme. Le même qualificatif fut utilisé pour désigner les thèses d'*Invariance*, à partir de 1971. Ce ne fut pas mon cas dans la mesure où la lecture de Baudrillard constitua une de mes trois sources (avec celle de Cardan-Castoriadis et celle d'*Invariance*) de critique des théories de la valeur que j'entamais dès la fin des années 1970 en rompant avec le milieu communiste radical.

19 – Cette vision de la transparence des rapports oublie l'existence de Vendredi ! D'ailleurs cette robinsonnade de Marx correspond bien plus au mythe primitif de

Pour Marx, la valeur est la forme du travail abstrait et ce dernier en est la substance. Or la valeur ne résulte ni de l'utilité néo-classique ni du travail des marxistes orthodoxes, car la valeur n'est pas une propriété intrinsèque des marchandises. Cela apparaît clairement en ce qui concerne les valeurs mobilières. Leur immatérialité empêche déjà toute référence à une quelconque valeur d'usage directe et à une valeur quelconque autre que sa valeur du moment. Certains peuvent bien arguer d'une distorsion entre cette valeur (dite « réelle » ou raisonnable dans le langage boursier) et son prix gonflé par la spéculation, cette valeur « vraie » reste aussi virtuelle que la valeur « fausse », que représenterait sa cotation en Bourse. Cette désubstantialisation de la valeur est bien marquée par le fait que la spéculation sur les valeurs n'est pas une spéculation sur une valeur donnée, mais sur des différences de valeur dans le temps. Il ne s'agit pas de posséder, d'accumuler, mais de capter. Là encore nous sommes en plein dans la description du procès de capitalisation et dans un esprit du capitalisme centré sur les jeux²⁰ de pouvoir en vue de la puissance, dans un contexte de « reproduction rétrécie ».

Il est nécessaire de partir des formes modernes du salaire (monnaie + prestations) et non pas des catégories (les valeurs).

La valeur est représentation du travail social (passé comme présent) et non pas une propriété intrinsèque du produit et sa forme d'expression par excellence est monétaire ce qui inclut non seulement un droit d'achat sur les biens et services, mais un pouvoir de domination sur les hommes. On peut en donner un exemple avec la prétendue valeur de la force de travail censée permettre le calcul de la plus-value. Or précisément, la force de travail n'a pas de valeur intrinsèque car ce n'est pas une marchandise qui a été produite. Ce n'est qu'une capacité et si elle a bien une valeur d'échange, sa vente ne correspond qu'à une disposition à travailler contre un salaire correspondant à une « évaluation sociale »²¹ correspondant elle-même à un rapport de force. Le salaire exprime un rapport social comme d'ailleurs les autres prix, mais plus encore. Et hors des prix et d'une comptabilité monétaire, il n'y a plus que des catégories philosophiques. Or une évaluation sociale peut très bien se passer d'une

l'économie politique libérale, avec la conquête de l'Ouest comme toile de fond, qu'à une idée de socialisme, même inférieur

20 – La théorie des jeux est d'ailleurs utilisée afin de rendre stratégiques les décisions court-termistes d'opportunité.

21 – cf. P. Naville, *Le nouveau Léviathan*, Anthropos, vol I, 1957, p 424-431 et *La maîtrise du salariat*, Anthropos, 1984, p. 133-138 et aussi F. de Lagausie, *Les échanges inégaux de temps de travail*, Anthropos, 1978.

théorie de la valeur. Par exemple en calculant le rapport entre salaire et reproduction sociale à un moment donné.

Ces « catégories » utilisées par Marx sont directement issues des catégories primitives d'Aristote, puis des antinomies kantienne transformées ensuite en contradictions hégéliennes.

Dans la tradition historique (Aristote et Hegel) des catégories (philosophiques), on sait que celles-ci s'articulent, s'associent, se confrontent, se transforment. Alors justement, en quoi Marx transforme-t-il les valeurs ? La réponse est : en prix de production, ce qu'il ne pourra jamais prouver car quand on quitte le ciel des formes et catégories pour redescendre sur terre et se pencher sur les structures déterminées historiquement et économiquement, on ne peut que s'apercevoir qu'il n'y a pas de correspondance exacte entre les valeurs et les prix. C'est ce que reconnaîtra Marx au Livre III du Capital, un Livre jamais lu par ceux qui s'arrêtent au chapitre 1 du Livre I et ils sont nombreux à sacrifier à « l'horreur économique ». C'est aussi ce que je reconnais et développe explicitement depuis *Après la révolution du capital* et le n° 15 de *Temps critiques*.

Il est étonnant d'ailleurs que Marx, auteur d'une thèse sur Démocrite n'ait pas perçu toute la justesse de vue de ce prédécesseur d'Aristote qui, avec Empédocle et Parménide, entre autres, considérait qu'il ne faut pas se borner « à considérer seulement les principes immobiles [les catégories donc, NDLR] dont dérivent les choses », mais qu'il faut porter attention aussi aux « principes moteurs par lesquels se produisent les choses ». Il faut croire que les catégories issues d'Aristote étaient nécessaires à Marx pour cadrer une théorie du capital immuable tout en corrigeant le caractère abstrait des catégories par un recours à Hegel qui lui permettait de rendre mobiles les catégories à travers le mouvement dialectique (thèse—anti-thèse—synthèse) et donc de les rendre historiques. De l'immuable historique en quelque sorte. Quel bel oxymore !

Pour moi nul besoin de ces catégories (de l'idéalisme catégorique devrais-je dire) pour parler aujourd'hui de l'exploitation ou de la domination capitaliste. C'est dans cette voie, je crois, que s'est engagée la revue *Temps critiques*. Faire un bilan et se pencher sur ce qui avait failli, non seulement le prolétariat et la croyance en le prolétariat, mais aussi la théorie du prolétariat et à sa suite la théorie communiste même si cette dernière n'était pas réductible à la première. La valeur ne reste « obscure », pour reprendre la formule d'Anselm Jappe, que parce qu'on veut ignorer qu'elle est concrètement coordination d'activités séparées et qu'elle ne peut apparaître que sous la forme de transactions monétaires qui participent non pas d'un marché qui se développerait « naturellement » à partir du développement des échanges, mais d'une institution sociale-historique. Cela est nié par les marxistes parce que ce serait de l'ordre de

la superstructure qui est dépendante de l'infrastructure économique, parce que ce serait de l'ordre de la circulation et non de la production alors que justement la dynamique du capital unifie et met en symbiose ces catégories de la séparation quand création de la valeur et réalisation de la valeur sont rabattues l'une sur l'autre, quand travailleurs et consommateurs sont les deux agents d'un même processus d'intégration productive.

Ce sont pourtant ces mouvements monétaires qui sont objectifs et non pas une « valeur objective » que l'on pourrait opposer aux fausses valeurs de la religion et des coutumes.

Par rapport à cette représentation qu'est la valeur le capital développe son action et ce faisant transforme toute activité en travail tout en tentant de le valoriser sous la forme spécifique non pas du travail abstrait, mais dans la forme du rapport marchand. En effet, le rapport salarial qui nommait la domination du travail abstrait dans le fordisme s'avère aujourd'hui un cadre institutionnel trop étroit et la révolution du capital remet en cause des procédures de normalisation et leurs médiations.

LE FÉTICHISME DE LA MARCHANDISE ET DE L'ARGENT

Comme Baudrillard le disait il y a déjà longtemps²², il fonctionne comme tarte à la crème de l'analyse radicale. Nous en avons pour notre part fait une critique dans *L'évanescence de la valeur* et aussi dans *Après la révolution du capital*. Mais ici, restons du côté de la valeur. L'insistance sur le concept de fétichisme signale, à rebours, l'idée de l'existence d'une « fausse conscience » vouée au culte de la valeur d'échange ou à de fausses valeurs ou encore à des valeurs « apparentes », c'est-à-dire superficielles, de l'ordre de l'avoir et non pas de l'être, bref tout un contexte moralisateur et pour tout dire religieux. Face à ce « faux », il faudrait en appeler au « vrai » : la conscience vraie, l'utilité, l'essence, etc.

Si on doit reconnaître l'existence du fétichisme dans la société capitalisée, ce n'est pas celui qui s'exerce vis-à-vis de substances ou des valeurs²³, mais par rapport à des codes de branchement de l'ordre du désir même si celui-ci est

22—Par exemple dans *La société de consommation*, Gallimard, 1974, p. 309 où il dit que la société de consommation supprime toute transcendance, y compris celle qui s'exprimait de façon aliénée dans le fétichisme des objets. Il n'y aurait plus qu'immanence à l'ordre des signes (cf. notre critique de cette dernière affirmation dans notre article sur la consommation).

23—Toutes tendent à être équivalentes et ainsi à s'annuler en tant que valeurs pour devenir des préférences. Un processus que la théorie néo-classique a bien saisi, mais de façon aussi unilatérale et subjectiviste que la théorie classique quand elle voulut prouver l'objectivité de la valeur.

produit avec une prédominance du sens d'aliénation sur le sens de libération (par exemple, la marque et la marchandise, mais la marque plus que la marchandise). Le fétichisme n'est pas une forme de sacralisation du réel car la société capitalisée est largement désacralisée, mais une réponse à une logique des rapports sociaux.

Ce qui fascine donc tant dans l'argent aujourd'hui, ce n'est pas le fait d'en avoir besoin dans sa matérialité, mais d'être le symbole de la valeur en général et donc de toutes les valeurs. Une abstraction totale, mais sans mystification. Là encore rien à voir avec le fétichisme « primaire » de l'Avare de Molière ou du Grandet de Balzac²⁴. À la limite, on peut dire que c'est le « système » qui est fétichisé.

En ce sens les anciennes formes de fétichisme conçu comme une force qui vient hanter les individus (vis-à-vis de la marchandise et de l'argent, de l'objet en général) parce que séparée de sa source (le travail dans le marxisme) laissent la place à un fétichisme du signe, mais conscient dans la mesure où il s'assume en tant que désir. Ce n'est pas le produit d'une « fausse conscience ». C'est d'ailleurs l'une des raisons qui amènent certains à revitaliser une valeur d'usage dans le champ des nouvelles technologies de l'information productrices de communication. Elles seraient potentiellement en dehors de la valeur d'échange parce que potentiellement gratuites soit par volontarisme idéologique et politique, soit parce que leur coût de reproduction est proche de zéro. Mais pour briser la logique de la valeur (d'échange) il ne faut pas réintroduire de la valeur (d'usage) ni simplement restaurer de la solidarité et de la réciprocité primitive, mais développer des échanges sous toutes leurs formes.

LA VALEUR : REPRÉSENTATION ET SIGNIFICATION

La valeur est alors d'autant plus une représentation que la société capitalisée réduit la valeur (et les valeurs) à une valeur-signe. Le « travail » de signification supprime en importance le travail productif dans la production d'un objet vidé de sa substance et de son histoire²⁵.

Sur ce point du rapport entre représentation et signification je garde des doutes. C'est que le terme de représentation pose problème. En effet, la théo-

24 – La figure de « l'avare » est typique d'une période dans laquelle la société est encore peu pénétrée par le capital. L'échange y apparaît comme perte d'argent, car l'argent n'est pas vu comme moyen mais comme fin (thésaurisation). L'argent y est confondu avec la richesse. C'est l'inverse dans la société du capital où il s'agit de faire circuler l'argent (le triomphe de la « préférence pour la liquidité » théorisée par Keynes) car il n'est qu'un moyen pour autre chose. On peut certes discuter de la valeur de cette autre chose, mais c'est alors d'une tout autre « valeur » dont il s'agit.

25 – La brique de lait, pour les enfants, ne remonte pas jusqu'à la vache.

rie de la représentation est dualiste. Elles sous-entend que le monde est peuplé de catégories objectives qui existeraient en dehors de la présence humaine. Par exemple à l'état de purs concepts comme la forme valeur ou le travail abstrait en dehors même d'un procès concret d'abstraction du travail. Il vaut donc mieux se situer dans le cadre d'une axiologie, c'est-à-dire d'un système de valeurs, ce que les castoridiens appellent les significations imaginaires sociales (SIS). Cette idée de valeur-signification départit la valeur de toute substantialité.

Ma formule : « la valeur comme représentation de la puissance » est elle aussi ambiguë. Je ne fais ainsi que repousser le problème et alors on pourrait me demander à juste titre : qu'est-ce que la puissance ? Car ma formulation conduit à penser que c'est la puissance cette fois qui est substance (la richesse matérielle par exemple) et on se retrouve dans le même cas de figure qu'avec la valeur.

Si la valeur est évanescence et non substantielle, elle ne peut rien représenter ni être représentée par rien. Elle n'existe que dans le langage social (« dans la tête des gens ») comme convention sociale dominante qui confère de la puissance à certains êtres (cf. les figures idéal-typiques produites par le capital au cours de son développement) ou à certaines classes. Mais quand je parle de la puissance, je ne cherche pas à la substantifier, mais juste à signaler qu'elle est à la source de cette axiologie de la valeur, à travers ses formes souveraines et étatiques. Bref, qu'il y a inhérence entre capital et État²⁶. L'actualité et l'importance des « fonds souverains » sont l'un des signes de cette inhérence entre capital et État. La richesse sociale n'est pas la substance de la puissance mais plutôt un des signes de l'inhérence entre État et capital et d'ailleurs dans certaines langues l'association est éclairante. En allemand, on trouve la polysémie du substantif *Reich* (pouvoir-puissance) et de l'adjectif *reich* (riche) et du substantif *Reichtum* (richesse, abondance). En Angleterre, on a *wealth* à la fois comme richesse et comme puissance (*Commonwealth*).

Tout cela pour dire que la distinction entre richesse et puissance (une question très importante dans la détermination du pouvoir politique dans la Grèce antique) n'a plus guère de raison d'être dès que les échanges marchands se développent. C'est l'économie politique tout au long des XVIII^e et XIX^e siècles qui va à nouveau séparer les deux notions, même si ce n'est pas pour les mêmes raisons.

C'est tout le champ de la signification et de la communication qui est resté extérieur à la vision de Marx, d'abord pour des raisons spécifiques à l'horizon de l'époque (la volonté de transformer l'économie politique en une science

26 – Cf. dans le volume IV de l'anthologie des textes de la revue : *La société capitalisée*, L'Harmattan (à paraître mai 2014), mon article sur Marx et la théorie de la dérivation.

économique d'une part, la prédominance de la production matérielle d'autre part), ensuite parce que quand certains éléments en étaient reconnus dans la critique marxiste de l'économie politique, ils étaient rejetés dans le domaine des superstructures comme non déterminants « en dernière instance » pour reprendre le « bon » mot d'Althusser.

LA THÉORIE DE LA COMMUNISATION N'EST PAS UN LONG FLEUVE TRANQUILLE

Commentaires critiques du livre de Léon de Mattis *Crises*¹

Jacques Wajnsztein

Le livre fait justice d'un certain nombre de confusions habituelles dans les courants de l'extrême gauche...

1 - IL RÉCUSE LA SÉPARATION faite par les milieux alternatifs et la pensée type *Monde diplomatique* entre économie réelle et finance, une dualité commune aussi bien aux économistes libéraux qui opposent le réel et le nominal qu'aux économistes marxistes qui opposent valeur et prix. De Mattis rompt cette dualité en affirmant qu'aucun secteur économique ne peut exister sans crédit. C'est reconnaître implicitement le rôle dynamique du crédit comme étant le facteur qui introduit le temps dans la reproduction du rapport social capitaliste², mais il ne va pas jusqu'à aborder la question du capital fictif³. Il en reste à un crédit conçu comme une opération technique qui n'a pas d'influence sur la nature du capital. Cela me semble insuffisant. Avec le développement du crédit, le capital reconstruit une unité espace-temps que son procès de production dissocie⁴.

Pourtant Marx semblait assez clair sur le rôle fondamental de ce type de capital dans le procès de capitalisation : « Constituer du capital fictif s'appelle capitaliser. On capitalise toute recette périodique, en la calculant selon le taux d'intérêt moyen, comme un revenu qui rapporterait un capital prêté à ce taux » (Marx, *Le Capital*, Gallimard, vol. 2, p. 1755). Marx approche ici le fait que ce qui compte pour le capital c'est sa capitalisation (en d'autres termes la valeur de marché ou boursière d'une entreprise qui n'est que rarement égale à

1 – Éditions Entremonde, 2012.

2 – C'est un aspect qui échappe au courant proche des Groupes *Krisis* et *Exit*, ainsi qu'à Anselm Jappe dans son livre *Crédit à mort*.

3 – Pour une tentative plus générale de traitement de la question : cf. J. Guigou et J. Wajnsztein, *Crise financière et capital fictif*, L'Harmattan, 2008.

4 – Il faudrait aussi distinguer le crédit à son origine où il semble exister à l'extérieur du capital avec le seul rôle de combler le hiatus entre espace et temps, d'avec le capital fictif sorte de nouvel équivalent général du capital moderne, dans lequel le crédit sert à dominer le futur et non plus seulement à assurer une continuité. L'endettement devient un mécanisme interne au fonctionnement d'ensemble.

la valeur de son capital technique). Comprendre cela permet d'intégrer la financiarisation de l'économie à cette même capitalisation et ruine toute tentative de séparer une économie « réelle » et une économie « fictive » (sous-entendue financière).

2 - IL RÉCUSE AUSSI, mais de façon plus ambiguë, la séparation entre État et capital qui, dans le meilleur des cas, apparaît encore sous la formule « d'État du capital », sans parler de celles qui font référence à l'État au service du capital, au service des grands monopoles ou des multinationales, etc. Toutes ces affirmations relèvent, pour lui, de la « théorie de la dérivation ». L'État dériverait du capital, ce qui serait la vision dominante chez Marx puisqu'elle court de *L'idéologie allemande* au *Capital*.

Pour de Mattis, au contraire, il y a une sorte « d'implication réciproque » entre État et capital (p. 19) qui serait du même ordre que celle qu'on retrouve dans le rapport social entre capital et travail⁵. En fait, il semblerait que capital et État ne soient pas véritablement en symbiose, l'État de capital donc plutôt que l'État du capital⁶ et que ce soit « la nécessité » qui fasse le lien : la souveraineté de l'État ne signifierait pas sa liberté de choix politique, mais seulement la « soumission de l'État à sa propre nécessité au sens de ce qui lui est nécessaire pour exister et qui en même temps le rend nécessaire » (p. 21).

Mais de Mattis reste vague sur cette « nécessité » qui revient comme un leitmotiv caractéristique du déterminisme marxiste, alimenté aussi par des références à des contraintes structurelles qui sonnent leur pesant de structuralisme à la Althusser⁷. Nécessité du capital automate, de la valeur-sujet, de la puissance souveraine ? Ce n'est pas précisé, mais quand on lit plus loin que « la nécessité de l'État s'impose toujours à sa souveraineté ou pour le dire plus justement, la souveraineté étatique n'est rien d'autre que la forme que prend l'expression de sa nécessité » (p. 21), il est alors évident que la question du pouvoir et la question politique sont évacuées alors que Marx parlait pourtant d'un « régime politique du capital ». Cette dernière phrase de De Mattis frise

5 – Toutefois, cette affirmation est contredite par ce qui est affirmé à la page précédente : « L'État demeure l'instrument de la domination capitaliste ».

6 – J. Nitzan et S. Bichler dans *Le capital comme pouvoir*, Max Milo, 2012, avancent une idée intéressante qui est que le capital serait devenu une forme émergente de l'État.

7 – C'est d'ailleurs un point commun entre le courant autour de *Théorie Communiste* et celui autour de *Krisis* que de faire resurgir cette figure du marxisme-léninisme que l'on croyait définitivement délégitimée par Mai 1968, puis par la chute du grand timonier. Si cela n'a rien d'étonnant pour ce qui concerne un individu nourri au lait du marxisme-léninisme (Kurz), cela est plus étonnant en provenance d'anciens communistes des conseils (*Théorie communiste*).

d'ailleurs la tautologie et n'est guère convaincante comme critique de la conception d'une autonomie de l'État, une possibilité pourtant retenue par Marx dans ses écrits politiques sur les luttes de classes en France.

Ce qui est gênant dans tout cela c'est qu'on ne sait pas de quel État on parle ici : s'agit-il du concept d'État en général, de l'État dans sa forme État-nation, de l'État dans la « domination réelle du capital » ? Ce n'est pas précisé. En tous les cas, dans ce schéma déterministe, l'État n'est jamais analysé aussi comme une forme aliénée de l'universel ce qui explique pourtant qu'on s'y attache et pas simplement qu'on s'y soumette⁸. Il est vu unilatéralement comme une forme politique de la domination.

3 - LÉON DE MATTIS RECONNAÎT AUSSI QUE LA VALEUR EST UNE REPRÉSENTATION (p. 65). Une représentation d'origine magique ou religieuse à ses débuts⁹, mais une fois cette croyance sécularisée, la représentation se fait convention. C'est ce que disent d'ailleurs M. Aglietta et A. Orléan que notre auteur semble avoir lu.

À la suite de M. Mauss, il concède que la monnaie peut avoir précédé l'échange (p. 73), mais c'est pour abandonner aussitôt cette affirmation embarrassante pour un marxiste, en disant que ce n'est pas ce qui le préoccupe car seule est importante la forme marchande de l'argent pour saisir ce qui est propre au développement capitaliste, en tout cas à sa forme prise au XIX^e siècle quand la valeur se refonde sur la base de l'échange. Mais il ne peut tenir cette position comme spécifique au capitalisme puisque la forme argent-marchandise n'a aujourd'hui plus de pertinence. La valeur n'étant historiquement qu'un rapport dans l'échange, l'argent cesse progressivement d'être marchandise pour ne plus être que signe, valable uniquement dans la circula-

8 – Je n'insiste pas là-dessus ici car il faudrait reprendre beaucoup de choses à partir de Hegel, Rousseau, Marx, etc. Simplement et dans la mesure où de Mattis a aussi écrit *Mort à la démocratie* (L'Altiplano, 2007), je dirai qu'il y aurait intérêt à se pencher à nouveau et sans préjugés « prolétariens » sur la Révolution française car une fois admises les critiques de De Mattis sur la démocratie, certains de ses développements sur la République me paraissent critiquables justement en ce qu'ils ne tiennent pas compte de cette composante (l'État comme forme aliénée de l'universel) et réduisent la forme politique étatique à ses actions fonctionnalistes. La forme politique, plus généralement, est réduite à une mise en forme de la domination par l'État (p. 99). On retrouve là une donnée de base de la nouvelle idéologie communisatrice : la communisation c'est l'administration des choses (Marx reprenant Saint Simon) sans médiation (l'individu immédiatement social des groupes théoriques communistes radicaux des années 1970 auxquels j'ai d'ailleurs participé).

9 – cf. l'article de B. Pasobrola dans le n° 15 de la revue *Temps critiques*. Disponible en ligne : URL : <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article209>

tion¹⁰. Keynes qualifiait déjà cette tendance comme une préférence pour la liquidité. Depuis les années 2000 et *a fortiori* depuis 2008, nous sommes au cœur d'un processus qui s'est accéléré.

Or c'est la monnaie sous forme de capital fictif¹¹ qui s'affirme comme signe et non la « monnaie centrale » qui sert de réserve, qu'elle soit en or ou en devises. Toutefois cette monnaie signe est encore garantie par l'État, mais non plus par l'État dans sa forme État-nation qui lui donnait son cours légal sur le territoire dépendant de sa souveraineté, mais l'État restructuré dans sa forme réseau. Un État qui ne se contente pas du monopole de la violence légitime et ne se réduit pas à ses institutions politiques. Un État qui se redéploie au niveau 1, celui du capitalisme du sommet¹². C'est par exemple, l'État en tant que prêteur en dernier ressort.

De Mattis est d'accord avec cela, par exemple quand il dit que « la monnaie de crédit est certes adossée à l'État, mais comme nous l'avons vu à l'État en tant qu'institution financière, émettrice de bons du Trésor et soutien ultime des banques centrales, et non à l'État en tant que puissance de légiférer » (p. 94).

Deux remarques à ce sujet :

– premièrement, il sépare les deux fonctions comme s'il ne s'agissait pas du même État, or c'est bien le même ;

10 – Il fait remonter le phénomène aux années 1930-1940 : « Ainsi donc, voici enfin révolu le long règne de la monnaie-marchandise » (Keynes, exergue de la p. 27). Il aurait d'ailleurs pu signaler que cela ne s'est pas fait en un jour et que Keynes défendait encore paradoxalement une monnaie-marchandise supranationale comme équivalent général en 1945, en proposant un *bancor*. Le projet sera finalement rejeté par la puissance américaine qui impose son dollar dans le cadre du Gold Exchange Standard. Ce n'est qu'en 1971 que les monnaies s'autonomisent d'une contrepartie matérielle : elles flottent et l'or est démonétisé même s'il continue à jouer un rôle de réserve au même titre que les devises.

11 – De Mattis comme *Théorie communiste* ignore quasiment le terme sauf parfois pour l'associer à la monnaie-dette ce qui est une acception bien trop étroite pour décrire le phénomène.

12 – Sur cette question des niveaux dans la dynamique actuelle du capital, cf. l'article « Capitalisme, capital et société capitalisée » dans le n° 15 de *Temps critiques* : <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article206> et pour une vue plus globale : J. Wajnsztein, *Après la révolution du capital*, Paris, L'Harmattan, 2007. *Théorie Communiste* utilise aussi parfois cette hiérarchisation comme dans son n° 22 où sont distingués un « surmonde » avec disjonction valorisation du capital/reproduction de la force de travail, un « monde d'en bas », celui de la force de travail collective à bas coût et un « sous-monde » de la misère, de l'économie parallèle et des camps de réfugiés ; mais nos trois niveaux ne recourent pas exactement ceux-là.

– deuxièmement, il a l'air de penser que l'indépendance des banques centrales remet en question cette fonction d'institution financière. La crise actuelle et l'intervention de la FED américaine depuis 2008 comme de la Banque d'Angleterre plus récemment montrent qu'il n'en est rien. L'indépendance est donc toute relative. C'est que l'État ne se conduit pas comme une institution financière ; il prend des décisions politiques car il a tiré des leçons des crises précédentes et particulièrement de celle des années 1930¹³. Le problème reste plus spécifique à l'Europe continentale du fait de l'absence d'une souveraineté européenne. Toutefois l'inversion timide de politique entamée par la BCE sous la direction de Draghi semble aller dans le même sens à la seule différence qu'elle se substitue à des institutions européennes encore inexistantes en la matière. Dans tous les cas, la différence de situation entre le monde anglo-saxon et l'Europe continentale du point de vue de la gestion de la crise, montre bien que la question de la souveraineté n'est pas soluble dans la structure qui se cacherait derrière la nécessité.

La politique allemande n'est pas guidée par la « nécessité » économique de l'inflation zéro, mais par le souvenir historique de l'hyperinflation des années 1920. Quant à la politique américaine de renflouement des banques, par l'utilisation de la planche à billets, elle est guidée par la « nécessité » de relancer l'inflation comme base de l'accumulation et de la capitalisation. Si chaque capital national à sa « nécessité », c'est alors qu'il n'y a pas de « nécessité », mais des logiques d'État et plus généralement des logiques de pouvoir.

4 - LE RÉSULTAT DE LA CIRCULATION CE SERAIT L'ACCROISSEMENT DE LA VALEUR (cf. p. 100), mais est-ce à dire que ce ne serait pas dans la production que se créerait la survaleur ? Que veut dire accroissement de la valeur ? Est-ce l'accroissement de la valeur d'origine, transmise dans le procès de production ou celle créée en propre dans la circulation¹⁴ ? Peut-on encore séparer produc-

13 – Le patron actuel de la Fed, B. Bernanke est d'ailleurs un universitaire keynésien spécialiste de l'étude des crises et particulièrement de la crise des années 1930. De la même façon que l'État allemand et la Bundesbank sont obsédés par l'hyperinflation de 1923, Bernanke est obsédé par l'hyperdéflation des années 1930-1932. Ces interventions depuis 2008 visent donc à éviter une situation de ce genre et elles sont évidemment facilitées par la présence au pouvoir politique de l'administration Obama. L'État fédéral américain se fait donc plus interventionniste provoquant l'opposition des conservateurs et des anti-États libertariens (*tea party*).

14 – Marx trouve chez Smith et sa valeur d'échange qu'une valeur dans la production qui ne trouve pas sa place dans la circulation, c'est-à-dire, qui ne s'échange pas, n'a pas de valeur, n'est donc pas encore valeur. Ce n'est pas tenable pour une théorie de la valeur-travail. Marx va trouver la « solution ». Il va faire progressivement disparaître la

tion et circulation alors qu'il y a procès de totalisation du capital? De Mattis parle d'ailleurs de tendance vers l'unité du capital.

Se range-t-il à notre formulation d'une « évanescence de la valeur¹⁵ »?

En fait, il distingue d'un côté la circulation qui crée la valeur parce qu'elle inclut l'usage de la marchandise force de travail et de l'autre les circuits financiers qui se répartissent la valeur créée. Pour finir sur une phrase toute en antinomie : « Il est bien vrai que seule "l'économie réelle" est productive et que la finance ne l'est pas. Mais depuis les dernières décennies du siècle précédant on ne peut plus distinguer l'une de l'autre » (p. 100) contrairement à l'époque du « mouvement autonome de la valeur » décrit par Marx sous forme de titres bancaires ou monétaires (note 9, p. 101).

On ne peut mieux reconnaître l'impasse avec une citation dont la première partie contredit la seconde, première partie qui contredit aussi ce qui était dit au début du livre et que j'ai noté au point 1. Ne serait-il pas plus simple et honnête de reconnaître que la théorie de la valeur de Marx n'est valable, au mieux, que pour décrire la phase de domination formelle du capital (*grosso modo* avant 1914), mais qu'elle est inopérante dans la domination réelle dès les années 1930 et *a fortiori* depuis la « révolution du capital » durant laquelle le capital apparaît comme un mode de pouvoir¹⁶? En tout cas, c'est ce que refuse de faire la revue communisatrice *Théorie communiste* en s'en tenant à la formule d'une « restructuration du capital dans la deuxième phase de la domination réelle » et qui continue à concevoir le capital comme une entité économique, comme un mode de production, même si elle prend toujours soin de signaler que c'est aussi un rapport social.

Le problème avec la théorie de la valeur et plus généralement d'ailleurs avec le marxisme, c'est que dès qu'on amorce la déconstruction d'un point de la théorie qui paraît tout à coup devoir être mis en cause, c'est tout l'écheveau théorique qui se déroule. Cela explique à la fois les nombreux retours en arrière et les « trahisons » définitives de nombre de marxistes. Prenons un exemple à partir de Marx puis nous reviendrons à de Mattis.

valeur d'échange dans le concept général de valeur et forcément il en découle qu'il va séparer valeurs et prix, cf. *infra*, point 8.

15 – cf. J. Guigou et J. Wajnsztein, *L'évanescence de la valeur*, Paris, L'Harmattan, 2004.

16 – Sur ce point, cf. J. Nitzan et S. Bichler *Le capital comme pouvoir*, Max Milo, 2012. Le livre s'attaque aux conceptions quantitativistes de la valeur et il réunit en une même critique les libéraux qui analysent le capital sans le pouvoir (l'État ne doit pas intervenir) et les marxistes qui analysent le capital avec le pouvoir (l'État au service du capital) au profit d'une vision du capital comme pouvoir.

Marx s'est aperçu que les marchandises ne s'échangent pas à leur valeur d'échange (VE) telle qu'il définit cette dernière. Mais au lieu de rejeter sa définition il se réfugie dans la forme valeur et relègue la VE à une forme phénoménale d'une valeur qui est son contenu¹⁷. Seule la production est réalité, l'échange un simple phénomène. Marx sauve la valeur car il a besoin de la plus-value pour maintenir sa théorie de l'exploitation et la perspective de la révolution prolétarienne. Parti pour expliquer les prix, il n'explique plus rien¹⁸, même pas le profit puisqu'après avoir buté sur la question de la transformation des valeurs en prix, il bute sur la question de l'égalisation des taux de profit qui est pourtant une négation de la valeur-travail (le niveau macro-économique, celui des dépenses totales et du profit se débarrasse sans frais apparent du niveau micro-économique, la plus-value).

Maintenant de Mattis. Ayant reconnu la difficulté actuelle à séparer production et circulation, il en vient logiquement (p. 113) à liquider la question de la détermination exacte du travail productif. En effet, elle deviendrait secondaire puisque « nous savons que la valeur n'existe que dans la circulation. Il suffit que quelque part dans ce circuit existe du travail productif en proportion suffisante pour que la circulation tout entière s'explique ». Il ne nous dit pas comment se détermine cette proportion et si finalement il ne suffirait pas qu'un seul ouvrier chinois ou indien soit présent pour amorcer la pompe puisque soi-disant le travail mort ne fait que transmettre sa valeur passée¹⁹, mais on a quand même bien cette impression.

Après tous ses développements sur la monnaie qui n'est plus une marchandise, sur la valeur qui n'est plus que circulation, il en revient au capitalisme conçu comme un simple mode de production dans lequel le processus de production resterait le seul lieu qui résisterait encore à la tendance à l'unification du capital. Retour à la case départ qui est celle de la théorie de la valeur-travail qui s'appuie sur la prédominance du rapport des hommes à la nature extérieure

17 – cf. Marx, *Œuvres* I, Paris, Gallimard, p. 1531-1544. La VE n'apparaît en fait que dans la *Critique* de 1859, Prix, salaires et capital et dans le chapitre 1 du *Capital*. Sur ce point, on peut se reporter à Louis Dumont, *Homo aequalis : Genèse et épanouissement de l'idéologie économique*, Paris, Gallimard, 1985, p. 123-127 et note 8 p. 245.

18 – Par exemple, Marx dit que la force de travail est une marchandise qui n'a pas de prix de production (laissant entendre par là, ce que nous pensons, à savoir que ce n'est pas une marchandise), mais seulement une valeur et qu'elle s'échange à cette valeur. On n'est pas plus avancé, mais c'est ce que répètent des générations de marxistes.

19 – Cette idée semble remonter aux physiocrates qui ne considéraient comme constitutifs du capital que la terre et le travail (des paysans), des facteurs de production naturels seuls source de richesse et qui par conséquent négligeaient les premiers biens d'équipement de l'époque.

dans le capitalisme et il faudrait l'avouer malgré tous les dénis de nombreux marxistes, sur ce qui serait toujours la prédominance de la production matérielle dans le procès global de production puisque c'est la nécessaire prémisse à la possibilité de mesurer les valeurs. Pourtant, cette affirmation de Marx n'est aujourd'hui plus tenable : travail mort et travail vivant s'exercent au sein d'une combinatoire technique et sociale qui n'a plus beaucoup de relation avec le rapport homme-machine dans la domination formelle du capital.

Il y a travail mort et travail mort. La machine correspond à du travail mort (ou passé), mais elle redevient vivante dans la combinatoire des facteurs de production contemporains. Par exemple le logiciel contenu dans l'ordinateur ne fait pas que transmettre sa valeur, il virtualise la valeur. Il en est de même pour les machines numériques. Il ne faut donc pas confondre ce travail mort de la machine et le travail mort des matières premières, des produits finis, ce que fait pourtant de Mattis à la p. 114. Dans la vision marxiste orthodoxe, le travail mort ne fait que transmettre sa valeur au produit et c'est le travail vivant qui crée la survalueur à partir de la plus-value produite ; aujourd'hui, on pourrait dire — si l'on accepte encore ce cadre — que c'est le travail passé (les négristes diront le *General intellect*) qui créerait, pour la plus grande part, cette survalueur, le travail vivant ne constituant qu'un facteur actionnel à la fois nécessaire et inessentiel.

Toutefois cela reste insuffisant. Cette survalueur dépend aujourd'hui de tout le processus aussi bien en amont qu'en aval de la production et donc de la production aussi. En ce sens aujourd'hui tout travail est productif pour un capital qui tend vers la totalité. Prenons deux exemples simples :

– Le premier en partant de l'industrie : dans l'industrie automobile américaine, les dépenses de publicité et d'habillage des modèles représentaient déjà 25 % du coût total de production en 1962²⁰. Quel montant ont-ils atteint aujourd'hui ? Et surtout comment distinguer l'amont et l'aval de la production proprement dite quand on a affaire à une chaîne de valeur et non pas à la valeur. À quel segment peut-on imputer la création de valeur nouvelle, etc. ? Et alors, comment déterminer ce qui est productif et ce qui ne l'est pas²¹ ?

– Le second en partant du capital fictif : comment mesurer l'impact de la financiarisation du secteur Recherche-Développement dans le secteur des NTIC sur la « valeur » des microprocesseurs ? Comment déterminer et calculer le rôle actif joué par le crédit (par exemple ici le rôle des sociétés de capital-risque dans l'allocation optimale des ressources) dans le procès de valorisation ?

20 – D'après le *Journal of Political Economy* d'octobre 1970, cité par Nitzan et Bichler (*op. cit.*, note 2, p. 197).

21 – Là encore l'origine de la distinction semble physiocratique et précapitaliste quand les « valeurs d'usage » semblaient être objectives.

Mais face à un tel questionnement, de Mattis a des fourmis dans les jambes ; il va et vient sans cesse... Et s'il ne dit pas que la valeur est évanescence, il laisse quand même entendre qu'elle se fait mouvement autonome parce qu'elle se détache de la monnaie-marchandise.

De Mattis reconnaît le problème quand il dit : « À présent l'argent lui-même est lié à la circulation financière en tant que telle. La valeur et la valeur spéculée tendent à se confondre²² » (p. 101). Nous préférons alors parler en termes de capital fictif car il permet, dans sa globalité, d'inclure toutes les formes de monnaie-non-marchandise sans permettre de hiérarchiser l'une ou l'autre de ses formes particulières. Cela limite les possibilités de développement de théories du complot ou l'expression d'un antisémitisme toujours latent quand on s'attaque à la finance ou aux banques²³.

Dans cette tendance à l'unification du capital de Mattis reconnaît bien (p. 103) que la rente est intégrée au capital et non plus une forme qui se retire purement et simplement de la circulation dans la thésaurisation. De plus en plus de placements sont d'ailleurs semi-liquides pour pouvoir glaner au maximum l'épargne des ménages — y compris des moins solvables — tout en permettant leur usage productif. On en a encore un exemple récent aujourd'hui avec le projet de hausse des plafonds des livrets d'épargne en France alors que banques et assurances s'y opposent, car ils ne peuvent rémunérer les dépôts et sont obligés de proposer des produits illiquides comme les assurances-vie, donc moins mobilisables à tout moment.

5 - LA CRISE EST GRIPPAGE DU PROCÈS DE CIRCULATION comme on a pu le voir avec l'arrêt du marché interbancaire ces derniers mois. Mais de Mattis n'y voit qu'une description du mécanisme sans contenu explicatif. Il faut donc qu'il retourne à des facteurs extérieurs, ceux liés à la production, au taux de profit, nécessaires pour comprendre la crise. Mais ce n'est pas chez lui une

22 – Reconnaître cela c'est déjà prendre un risque théorique énorme par rapport à la doxa communisatrice ; un risque que ne prend pas A. Jappe dans son *Crédit à mort*, Lignes, 2011. Pourtant, en fouillant bien, on pourrait même trouver chez Marx (une vraie auberge espagnole que cette œuvre !) quelques éléments pour débroussailler les difficultés : « Le temps de la circulation est le temps du capital qui peut être considéré comme le temps de son mouvement spécifique en tant que capital, à la différence du temps de production en lequel il se reproduit » (*Grundrisse*, Anthropos, vol. 2, p. 172). C'est dire que le capital trouve sa vérité dans son mouvement autonome. Nous sommes aujourd'hui en plein là-dedans. Cette vérité, c'est la fictivisation, mouvement par laquelle le capital aujourd'hui domine la valeur. Quelque chose que la revue *Invariance* avait déjà approché dans ses séries II et III du début des années 1970 !

23 – Voir aujourd'hui tout le tapage qui se fait autour du documentaire d'*Arte* présentant la banque Goldman Sachs comme le maître du monde !

position assurée. Il reconnaît que la crise est une forme de fonctionnement ordinaire du capitalisme²⁴ et que si le marasme financier de 2008 marque la fragilité d'un système basé sur la circulation ininterrompue de la valeur, il n'en reste pas moins que ce système fait preuve d'une sacrée solidité puisque l'assèchement des canaux de refinancement bancaire a été compensé par l'ouverture des vannes de création monétaire par les banques centrales (p. 120).

Parfois il semble effrayé de sa propre audace. En effet, si comme il le dit la crise participe au fonctionnement normal du capital dans sa phase actuelle et même à sa dynamique par les restructurations, que devient alors le lien entre crise et communisation, surtout si cette dernière est finalement conçue comme une « nécessité » et non comme le fruit de luttes et de révoltes ? De Mattis ne nous donne pas de réponse, mais agile et rusé, il fait un saut de côté en nous parlant tout à coup de la marche vers la guerre qui serait « la forme la plus achevée de la crise capitaliste » (p. 125). Pourquoi « achevée » alors qu'on attendrait à la limite « exacerbée » ou encore paroxystique ? Dans tous les cas cela ne résout pas le problème du lien avec la communisation puisque de la guerre n'est jamais rien sorti de communisateur... à part « le communisme de guerre » (traduire « de caserne ») de Trotsky dans la jeune république soviétique et quelques expériences de collectivités agricoles en Espagne 1937, expériences justement « bouffées » par les « nécessités » de la guerre.

La situation politique des années 1930 est-elle comparable à celle d'aujourd'hui ? La Chine et le Japon menacent-ils l'Europe et les États-Unis comme l'Allemagne le faisait à l'époque ? La signature d'un pacte de stabilité européen peut-elle être considérée comme un nouveau Munich ? Est-on passé de la crise financière à une grave crise monétaire²⁵ ? La globalisation/mondialisation est-elle réversible à court terme pour laisser place au protectionnisme et à des zones séparées et cloisonnées ? À toutes ces questions, on peut répondre non.

24 – Il cite les chiffres d'Orléan qui dans une tribune du Monde du 2 avril 2012 parle de 124 crises bancaires, 208 crises de change et 63 crises de dette souveraine dans le monde entre 1970 et 2007.

25 – Le yen, le dollar et la livre anglaise se portent bien, l'euro baisse, mais il était surestimé par rapport au dollar et il va probablement baisser jusqu'à sa valeur relative réelle. La crise de l'euro est une crise politique de la zone euro et une crise des dettes souveraines pour certains pays, mais cette crise tire justement son originalité de l'absence de crise proprement monétaire dans la zone, ce qui n'était pas le cas à l'époque de la flottaison des monnaies, ni même dans le cadre du système des parités contrôlées du « serpent monétaire européen ».

Force est de constater que la course actuelle à la compétitivité et à la conquête des marchés ne prend pas la forme impérialiste de la guerre, mais celle d'une combinaison guerre-paix au sein d'un ordre mondial nullement parachevé. Cet ordre mondial tend non pas à une domination nationale ou nationaliste-impérialiste avec appropriation des territoires, mais au simple contrôle des ressources rares ou essentielles afin d'assurer la fluidité de la circulation. C'est comme cela qu'il faut lire les interventions occidentales en Irak et non en termes d'impérialisme américain²⁶. S'il est bien évident que le complexe militaro-industriel et les intérêts des compagnies pétrolières pèsent toujours d'un certain poids dans les prises de décisions économiques et politiques, la complexité des relations au sein du niveau I et leur complémentarité au moins à moyen terme jouent dans un tout autre sens qu'une marche à la guerre.

Ce qui domine aujourd'hui c'est bien plus une exacerbation de la tendance à la « destruction créatrice » théorisée par J. Schumpeter²⁷; ou pour parler comme les Japonais, « d'un capitalisme qui peut être considéré comme un grand cimetière sous la lune ». De Mattis reste dans l'idée unilatérale de la destruction sans voir les transformations créatrices. De même, il néglige l'aspect perfusion produit sur l'ensemble du capital par la croissance des pays émergents, une perfusion non seulement financière dans laquelle les excédents équilibrent les déficits, mais une perfusion productive par un équilibre mondial de l'offre et de la demande. Cela ne veut bien sûr pas dire qu'il n'y a pas des dysfonctionnements ou des crises, mais c'est reconnaître qu'il n'y a pas que les entreprises qui se sont restructurées, mais tout un ensemble de grandes firmes, d'institutions internationales et d'États formant ce que certains appellent l'hyper-capitalisme et que nous avons regroupé comme constituant le niveau I de la société capitalisée.

26 – Sur ces points, on peut se reporter au vol. III de l'anthologie de *Temps critiques, Violence et globalisation*, L'Harmattan, 2003 et particulièrement à l'introduction : « L'unité guerre-paix dans le processus de totalisation du capital » (p. 9-50).

27 – Schumpeter est apparemment un auteur méconnu par de Mattis qui le qualifie d'économiste marginalisé comme toute « l'école autrichienne ». Que cette dernière ait été marginalisée au sein du courant néo-classique, parce qu'hétérodoxe par certains côtés, n'est que partiellement vrai car Hayek qui en est un des représentants est encore très cité parmi les économistes actuels ; mais surtout, Schumpeter — qui est effectivement autrichien et a fréquenté jeune l'École de Vienne — n'a jamais fait partie de cette école ni d'aucune autre. Il va suivre son propre cheminement et devenir le théoricien de la dynamique du capitalisme, des cycles (il adapte la théorie des cycles longs de Kondratiev aux rythmes des innovations et du progrès technique). Il est avant tout un syncrétique qui utilise Weber et Walras aussi bien que Marx (il est de tendance socialiste modérée et il dénonce le capitalisme de monopole et l'impérialisme).

On oublie trop facilement — du fait de la libéralisation des échanges (la « déréglementation ») et d'une tendance générale à la flexibilité et à la fluidité — que la révolution du capital pose sans cesse de nouvelles règles, même si, comme dans n'importe quelle révolution, elle a du mal à immédiatement stabiliser et consolider le nouvel ensemble qui se met en place.

Il me semble aussi très difficile de parler des crises sans qualifier ces transformations du capital et par exemple celle qui fait que malgré l'emploi constant du terme de crise, le « système » perdure, mais sous d'autres formes²⁸. À la reproduction élargie, et à la recherche du profit maximum et de la croissance de la production pour la production, a succédé depuis maintenant plus de trente ans, une « reproduction rétrécie²⁹ » reposant sur une capitalisation différentielle entre d'un côté, le niveau I des grandes firmes en réseau liées aux États et qui fonctionnent sur un modèle de pouvoir de type oligopolistique mettant en place des ententes et contrôlant les prix et les entreprises et de l'autre, un niveau II composé de PME et autres entreprises travaillant au niveau national ou dans les mailles hiérarchisées des réseaux de sous-traitance ou elles subissent les prix de marché et raisonnent encore en termes de concurrence faussée ou sont victimes d'une mise en concurrence de la part des donneurs d'ordre.

Les premières font jouer leur pouvoir pour combiner innovations technologiques et contrôle de la fuite en avant par une stratégie de croissance externe qui favorise la concentration par le biais des fusions-acquisitions plutôt que la

28—Le plus souvent dans les écrits de groupes comme *Théorie Communiste* ou le courant autour de *Krisis* (Postone, Jappe), on reste dans l'abstraction pure de la Crise en général, en négligeant complètement les transformations « économiques » du capital. On en arrive au paradoxe de textes qui disent que le lieu de production reste central dans la détermination des contradictions alors que ce niveau de la production et particulièrement de l'entreprise reste une boîte noire de la théorie (voir par exemple la question des prix). Quelques exceptions toutefois comme dans le n° 22 de *Théorie Communiste* où est abordée la question des formes de concentration, le mécanisme des fusions-acquisitions... mais c'est pour en conclure qu'à cause de l'accroissement de la concurrence les entreprises auraient perdu le contrôle des prix. Or c'est justement le choix stratégique de ce mécanisme qui permet le contrôle!

29—cf. Après la révolution du capital et Temps critiques n° 15 (note 30, p. 98 et note 38, p. 105). Pour faire cours disons que cette reproduction rétrécie privilégie les processus de capitalisation au processus de l'accumulation contrairement à ce qui se passe dans « l'accumulation élargie ». Mais cela ne signifie pas que nous soyons retournés à la « reproduction simple » (je reste ici dans les termes de Marx) ou à « l'état stationnaire » de Ricardo.

croissance interne par des investissements nouveaux³⁰. C'est un frein à la tendance à la surproduction, mais, contrairement à la formule de l'ancien cycle, ce qui est bon pour *General Motors* n'est plus forcément bon pour l'Amérique et par extension, ce qui est bon pour les entreprises du CAC40 ne l'est plus forcément pour la croissance française.

Le rapport entre ces deux grandeurs (fusions-acquisitions d'un côté et investissements nouveaux de l'autre) est aujourd'hui de deux-tiers/un-tiers alors pourtant que tous les experts disent que le résultat de ces fusions est décevant. Décevant du point de vue économique (la fameuse synergie du $1+1=+$ de 2 est rarement au rendez-vous) et du point de vue de l'emploi (les doublons foisonnent et conduisent à des dégraissages). L'explication se trouve ailleurs, c'est-à-dire au niveau de la domination sociale supérieure qui en résulte et des flux de revenus qu'elles génèrent. Cette stratégie autorise notamment les grandes firmes multinationales à fixer des prix élevés qui permettent de limiter les tendances à la surproduction tout en assurant des bénéfices sans avoir besoin de tourner à pleine capacité.

Une fois de plus je ne récusé pas le terme de restructuration, mais il me paraît trop faible pour désigner ce qui est à l'œuvre. Faute de percevoir la totalité de la dynamique du capital, on en arrive alors à guetter les signes de « La Crise », que l'on habille des vieux oripeaux : surproduction et suraccumulation pour les uns, surproduction et sous-consommation pour ceux qui font preuve de plus de hardiesse parce qu'ils s'aperçoivent qu'il y a quelque chose qui ne colle pas³¹.

30 – Alors que la voiture électrique moderne et efficace a été inventée par General Motors il y a plus de vingt ans pour répondre à une réglementation anti-pollution du gouvernement californien, ses propriétaires l'ont ensuite mise au rencart sous la pression des autres compagnies automobiles et bien sûr des compagnies pétrolières. Aujourd'hui, la voiture électrique réapparaît comme une solution plausible et d'avenir et plusieurs compagnies s'y intéressent. Même problème pour les énergies alternatives. Le progrès scientifique n'est pas neutre. Ce qui compte c'est la gestion active des prix comme le montre le différent Allemagne-Chine sur les éoliennes. Ces exemples nous montrent aussi les conflits de pouvoir au sein du niveau I et les difficultés (ou l'impossibilité) à aboutir à une vision stratégique unifiée. Il n'y a pas de parachèvement de l'ordre capitaliste.

31 – cf. la polémique B. Astarian-R. Simon sur la théorie des crises. Le texte de Simon se trouve sur le site Des nouvelles du front URL : <http://dndf.org/?p=4970> et celui d'Astarian sur le site *Hic salta* :

URL : <http://www.hicsalta-communisation.com/discussion/theorie-communiste-et-la-theorie-des-crisis>

6 - LA MONNAIE ET LA PUISSANCE

L'auteur attribue à la monnaie une fonction politique qui n'est pas courante dans le marxisme : « On en oublie un peu trop facilement la dimension symbolique, pourtant peut être pas la plus négligeable. Ce qui se joue avec la généralisation de la monnaie c'est aussi l'essor de l'image de la puissance » (p. 147). Il reprend ici sans le dire les développements anciens de M. Aglietta et A. Orléan sur la monnaie-puissance et la monnaie-violence³².

Ces références n'ont pourtant pas de caractère honteux, même si la perspective d'Aglietta et Orléan est démocratique comme le signale de Mattis à la note 12 de la p. 56. Ce qui est plus problématique, c'est que cette note 12 me semble marquer une incompréhension de la notion de monnaie-puissance chez ces deux économistes. En effet, pour de Mattis l'État ne serait que le garant de la valeur, mais il n'expliquerait pas ce qu'est la valeur. En disant cela il oublie ce qu'il a dit p. 147. Chassez le naturel, il revient au galop ! Et il en revient à la théorie de la valeur de Marx alors que la théorie de la monnaie-puissance évacue toute problématique en termes de valeur comme relevant d'une position métaphysique (la forme-valeur³³) ou quantitativiste (la valeur-travail).

Il est donc assez logique que de Mattis reprenne l'idée que la valeur est d'abord la marque de l'exploitation (p. 148)... y compris dans l'Antiquité et le monde féodal précise-t-il. Mais alors dans ce cas il n'y a plus de rapports sociaux spécifiques au capitalisme³⁴ ! Pour s'en sortir il faut sacrifier l'exploitation comme concept explicatif car concept central du rapport de classe du capitalisme au profit de la domination comme concept descriptif central des rapports de pouvoir au sein des sociétés jusqu'à y compris la société du capital. Si de Mattis restait ferme sur la définition des concepts ce serait mission impossible, mais ce n'est pas le cas. De Mattis n'est pas très à cheval sur la préci-

32 – Cette dernière représente une transcription des thèses anthropologiques de René Girard dans le domaine de la science économique.

33 – M. Aglietta reprend la formule de Keynes selon laquelle discuter des théories de la valeur c'est comme discuter du sexe des anges. Quant à A. Orléan, dans son dernier livre *L'empire de la valeur*, Seuil, 2011, il fait non seulement une référence explicite à Castoriadis et à sa critique de la métaphysique de la valeur, mais il inscrit la valeur dans le schéma castoriadien de « l'institution sociale-historique » (p. 45 et suivantes).

34 – Cette extension du domaine historique de la valeur est refusée par le courant de la *Wertkritik* (la critique radicale de la valeur) qui s'est développé autour de la revue *Krisis*. La valeur serait strictement contemporaine de la naissance du travail abstrait. Une position également intenable mais à l'opposée de celle qui fait de la valeur (et du travail) des invariants de l'Histoire. Pour échapper à ces méprises, il faut au minimum distinguer valeur et capital.

sion des notions qu'il utilise et ici, par exemple, la notion d'exploitation subit un élargissement de sens qui mériterait d'être explicité puisqu'elle est assimilée à l'inégalité de la répartition de l'argent. L'auteur est aussi peu exigeant avec la définition des classes. Les « sociétés de classes » remonteraient d'après lui, jusqu'au néolithique et elles se seraient divisées en castes-fonctions comme au Moyen Âge et aujourd'hui le prolétariat et les classes moyennes seraient des catégories encore opérantes ici et maintenant. Pourtant, d'après ses propres termes, leurs membres ne semblent plus être que des individus du capital (p. 155) et le prolétariat a perdu de sa visibilité (*ibid.*). Il n'y a plus d'affirmation possible d'une identité ouvrière et finalement *Théorie communiste* a fini par reconnaître que le prolétariat n'existe plus que par et dans la communisation. Je suis d'ailleurs d'accord avec tout cela... sauf avec la dernière phrase qui fait resurgir un prolétariat d'on ne sait où (il n'y a plus de lien classe ouvrière-prolétariat comme à l'époque du « programme prolétarien »). C'est un véritable tour de passe-passe pour se sortir de l'impasse théorique que représentait l'idée d'auto-négation du prolétariat³⁵.

7 - ÉTAT ET CAPITAL FICTIF

Nous l'avons déjà indiqué, de Mattis ne donne pas les caractéristiques des formes actuelles de l'État. On ne sait toujours pas s'il s'agit de l'État dans sa forme d'État-nation ou s'il s'agit d'un État restructuré dans une forme réseau ; une forme connexionniste qui lui permet d'intervenir aussi bien, en interne,

35 – Je ne développe pas ici ce point. Pour l'instant, il suffit de savoir que la notion d'auto-négation du prolétariat était avancée dans les années 1970 par la revue *Négation* puis la revue *Crise communiste* à laquelle participa B. Astarian entre autres. Cette auto-négation devait provenir essentiellement du développement des pratiques anti-travail. Nous connaissons maintenant son échec et je l'ai d'ailleurs expérimenté moi-même aussi bien du point de vue théorique que pratique. L'auto-négation d'aujourd'hui à la sauce communisatrice semble s'appuyer non plus sur la subjectivité des pratiques de révolte, mais sur les conditions objectives de ce que j'appelle l'inessentialisation de la force de travail dans le procès de production et de valorisation. Là encore je peux donc être d'accord sur la description, mais pas sur la conclusion car comment une classe qui ne trouve plus rien à affirmer parce qu'elle n'a plus d'identité, pourrait-elle se nier elle-même ? Parler de pratiques d'écart (alors qu'auparavant nous parlions de « pratiques critiques ») est possible et nous reprenons d'ailleurs le terme dans l'éditorial du n° 16 de *Temps critiques*, mais cet écart est celui des individus atomisés et recomposés par le capital au sein d'un mouvement qui n'est plus un mouvement de classe puisque les dimensions objectives (désindustrialisation, démantèlement des grandes entreprises et des collectifs de travail) et subjectives (plus d'identité ouvrière) de sa définition viennent à manquer.

dans « la gestion sociale » des conflits qu'en externe dans le redéploiement du capitalisme mondialisé du sommet.

La position de De Mattis ne me semble pas tenable : d'un côté, p. 18, il dit que malgré la crise de l'État-providence le rôle de l'État reste central en tant qu'instrument de la domination capitaliste (toujours la théorie de la dérivation), mais d'un autre, p. 19, il énonce que l'État n'est pas qu'un simple régulateur du capitalisme. Il est un de ses agents de par sa puissance de mobilisation de moyens.

Pourtant, le contrôle sur le crédit par les banques centrales, par les politiques de taux ainsi que la capacité d'emprunts ont justement toujours été une marque de cette puissance centrale de l'État. L'emprunt d'État a même constitué la première forme de capitalisation, dès les XVI^{ème}-XVII^{ème} siècles. Le développement de la monnaie-crédit a donc une longue histoire comme le reconnaissait déjà Marx quand il disait que la dette publique actionne l'accumulation et se trouve au fondement de la finance moderne³⁶. Elle participe de la dynamique du capital car non seulement elle introduit le temps comme une donnée fondamentale du procès de valorisation, mais elle propose une « solution ».

Le développement actuel de la monnaie-crédit n'est donc pas qu'une réponse à la crise et aux nécessités de la restructuration. La tendance à la dématérialisation de la monnaie est un phénomène séculaire. De Mattis ne nie d'ailleurs pas cela, mais il ne l'exprime qu'à travers le biais du discours critique de la valeur qui occulte l'existence et le rôle du capital fictif dans la valorisation globale. Il ne voit pas que cela correspond à la domination progressive du capital sur la valeur. C'est toutefois plus satisfaisant que ce que disent la plupart des marxistes qui soit ignorent ce capital fictif soit le voient comme le signe, au contraire, d'une dévalorisation.

Le capital ne vise pas une accumulation de moyens de production ou une accumulation de marchandises (Marx), mais la capitalisation qui est le reflet nominal, exact ou déformé, de la production et de la consommation. Cette capitalisation précède chronologiquement l'industrialisation et la prédominance de la production matérielle parce qu'elle est un processus beaucoup plus global qui dépasse les différentes fractions de capital qui chacune à leur tour semblent prédominer et s'autonomiser à un certain stade du développement historique alors que l'État moderne, lui, assure synthèse et continuité.

« L'exubérance de l'argent » n'est pas rattachée par l'auteur à la passion du pouvoir et de la puissance, mais soit à la spéculation improductive parce que nous nous trouverions dans une crise traditionnelle de surproduction ou de suraccumulation ou encore de réalisation et que le profit serait plus facilement

36 – Marx, *Le Capital*, Paris, Gallimard, vol. I, p. 761 et aussi p. 764-5.

accessible par des placements financiers ; soit à une sorte d'essence de la valeur qui « s'objective dans la circulation infinie des valeurs » (p. 82). Or, comme je viens de le dire, c'est plutôt l'essence du capital qui se manifeste à cette occasion et non une essence de la valeur.

Ici, de Mattis va loin dans l'hétérodoxie, mais il se complique la tâche en voulant trouver une synthèse entre les théories subjectivistes et les théories objectivistes de la valeur comme si on pouvait déterminer une valeur moyenne objective en agrégeant les différentes valeurs qui s'échangent et qui contiennent aussi des déterminations subjectives.

Toutes ces théories butent sur le même problème. Elles reposent sur des pseudo-*quanta* d'utilité pour les premières ou de travail abstrait pour les secondes, qui ne sont pas mesurables.

8 - IL FAUT AVOIR LE COURAGE D'ABANDONNER LES THÉORIES DE LA VALEUR POUR UNE THÉORIE DES PRIX

Les économistes classiques et Marx à leur suite avaient peu d'éléments statistiques à leur disposition et peu de connaissances micro-économiques. Leur argumentation restait largement spéculative... tout en voulant à toute force déboucher sur du concret, sur des schémas comme ceux de l'accumulation, etc. C'est pour cela qu'ils se sont rattachés à des conceptions quantitativistes qui leur permettaient de se rassurer par des chiffres, même si ceux qu'ils comptabilisaient n'étaient pas comptabilisables. Peu importe alors, par exemple pour les marxistes, que cela ne puisse se faire qu'en rabattant les valeurs spéculatives (le travail abstrait) sur les valeurs « réelles » (les prix). Le rôle prépondérant accordé à l'analyse macro-économique du capital permet de se débarrasser de tout calcul micro-économique au niveau de l'entreprise. Ainsi, même si les prix et les profits diffèrent des valeurs et de la plus-value, au niveau des agrégats de la comptabilité nationale on aurait une correspondance. L'honneur est sauf³⁷.

37 – Certains marxistes se défendent de cela en disant qu'ils ne veulent pas expliquer les prix en eux-mêmes (il n'y a pas de théorie marxiste des prix puisque le marxisme se veut une critique de l'économie politique et non pas une nouvelle approche économique), mais leur essence sociale. Fort bien, mais alors pourquoi cela nécessite-t-il l'analyse en termes de temps de travail ? Une analyse de toute façon rendue obsolète par la complexification de la division du travail et l'impossible imputation du produit à un quelconque segment du procès de travail (cf. aussi la discussion vaine autour du travail productif ou non productif) et même aujourd'hui à un segment particulier du procès de production global.

Or, il n'y a qu'une seule objectivation de la valeur, c'est le prix³⁸.

En effet, contrairement à ce qui est dit p. 61, note 16, Aglietta et Orléan ne disent pas que la valeur des choses dépend de la valeur de la monnaie, mais qu'il n'y a pas d'autre valeur que celle des prix. Certes ces prix peuvent dépendre de la politique monétaire des États, de leur politique sociale et stratégique avec les prix administrés, mais la plupart des prix sont fonction de rapports de force entre entreprises, entre patrons et salariés, entre offreurs et demandeurs. Contrairement à ce que sous-entendent toutes les théories de la valeur, la loi de la valeur ne fonctionne pas dans le capitalisme de concurrence oligopolistique dans lequel les grandes firmes, les États et aussi les travailleurs sont en partie des « faiseurs de prix » et non pas des « preneurs de prix ».

Ainsi, d'un côté, Les grandes firmes, de par la structure oligopolistique de la plupart des marchés, fixent des prix plus ou moins élevés et souvent sur la base d'ententes ou de cartels alors que les théories de la valeur disent que la concurrence³⁹ fait que les firmes ne peuvent maîtriser le niveau de prix. De l'autre, les

38—Au sein du courant marxiste, les auteurs américains Baran et Sweezy avaient eu conscience de cela dans leur étude d'un capitalisme monopolistique et ils avaient cherché à remplacer une plus-value de plus en plus indéterminable en un « excédent économique » comptabilisé en prix et affecté aussi bien par l'offre que par la demande ce qui levait en partie la tendance à la baisse du taux de profit. En 1991, Sweezy va un peu plus loin en reconnaissant qu'on a trop négligé le fait que l'accumulation du capital comprend indissociablement des aspects « réels » et financiers. Il aurait encore pu aller plus loin, mais il reste prisonnier du marxisme basique qui sépare deux domaines qui, désormais, n'en font plus qu'un comme on peut le voir avec l'organisation des firmes en holdings dans lesquels elles ne « produisent » plus, mais contrôlent la production en tant que maillon de la chaîne de profit et parfois comme son maillon faible. Cette approche nouvelle, quelles que soient ses limites, réintroduisait la question du pouvoir et des rapports de force dans la dynamique du capital, mais elle fut assez mal perçue en Europe et en France surtout parce que reprise et développée par les économistes staliniens (P. Boccara) dans le cadre d'une stratégie politique d'alliance entre couches sociales antimonomopolistes. Mais face à ces questionnements, les marxistes « purs et durs » n'en appelèrent souvent qu'à un retour à Marx (cf. par exemple Paul Mattick) tandis que les autres « révolutionnaires » — sous l'influence de l'École de Francfort — abandonnaient la question économique dans la théorie.

39—Les principes de la concurrence parfaite énoncés par les néo-classiques sont clairs : aucune entreprise, même la plus grande ne peut peser sur les prix car elle ne représente pas un poids suffisant par rapport au marché. Que la concurrence parfaite n'existe nulle part dans la réalité ne leur pose pas problème. Quant aux marxistes, pas de problème non plus puisque comme il est dit dans le n° 22 de *Théorie Communiste*, la concurrence fait que les entreprises ont perdu le pouvoir sur les prix. Pour le coup, c'est confondre ce qui se passe dans le niveau II, celui des PME et des entreprises stric-

travailleurs salariés, selon les théories de la valeur, ne sont que preneurs de prix en fonction de la loi de l'offre et de la demande sur un marché du travail qui, pour les libéraux, fonctionne comme n'importe quel marché; du fait qu'ils sont sans-réserve et obligés de vendre leur force de travail pour les marxistes. Mais dans les faits, en domination réelle du capital et surtout dans des pays comme la France, l'Allemagne, les pays scandinaves, les syndicats et les mécanismes de l'État-providence transforment un tant soit peu cette donnée. Le SMIC, les conventions collectives, les grilles de qualification, les luttes sociales font que les salariés sont en partie faiseurs de prix. Les libéraux en sont d'ailleurs conscients quand il s'agit de défendre leurs intérêts concrets puisque cela les a amenés à théoriser la notion de « chômage volontaire » et celle de « préférence pour le chômage ». C'est aussi aujourd'hui tout l'enjeu d'une flexibilité accrue du marché du travail, d'une transformation des contrats de travail, même si le capital recrée sans cesse de nouvelles rigidités ou en conserve d'anciennes (cf. les débats autour de la « flexisécurité »).

Pour ne prendre qu'un autre exemple, pendant que les acquis de la Sécurité Sociale ont tendance à être rognés, on crée parallèlement la CMU en France alors qu'un système de santé qui n'existait pas aux États-Unis se met progressivement en place et le discours du capital renvoyé par les médias dominants prône son extension en Chine.

Tant qu'on ne prend pas en considération ces implications politiques de l'objectivation de la valeur, les origines du profit et de la capitalisation deviennent alors mystérieuses, sans parler de l'opacité des modes de calcul.

Sa tentative de résoudre la question insoluble de la transformation des valeurs en prix de production conduit de Mattis à dire que « la valeur représente désormais une moyenne commune à toutes les transactions concernant des produits identiques, tandis que le prix exprime la particularité des conditions de l'échange ». On n'est plus alors dans une perspective de critique de l'économie politique puisqu'on affirme rien d'autre que ce qu'énonçait l'économie classique de Smith avec son « prix naturel » qui correspond à « la moyenne commune » et à ses oscillations autour du prix naturel qui déterminent le prix de marché (en fonction « des particularités des conditions de l'échange »).

Exit le caractère politique et inégalitaire des échanges. Cela ne sert à rien d'affirmer que le discours critique de la valeur dit « la vérité de ce monde » — ce dont serait incapable la science économique — si c'est pour reprendre à cette dernière une variante de la théorie néo-classique de l'équilibre!

En fait, de Mattis pense classiquement (libéraux et marxistes main dans la main) que la concurrence est négligeable en période de croissance, car elle

tement nationales ou locales qui subissent effectivement les prix avec ce qui se passe au niveau I des FMN.

fonctionne à la marge et qu'elle est « contenue » par la loi de l'égalisation des taux de profit (de l'offre et de la demande pour les libéraux). Les firmes ne sont dès lors que des atomes de capital. Il n'a pas entendu parler de la concurrence monopolistique. La concurrence n'interviendrait que comme contradiction dans la crise (p. 139).

Les notes 2 p. 109 et 124 montrent que de Mattis ne tient pas compte du fonctionnement concret de la concurrence. Cela à une certaine logique si on en reste à la seule lecture du Livre I du Capital. Pourtant, dans l'optique libérale, tout investisseur tient compte des oscillations de prix, car dans la mesure où il est un « preneur de prix » il ne peut influencer sur ce dernier suivant les principes de la concurrence parfaite. Ce prix fonctionne alors comme un signal en provenance du marché qui rend compte des préférences subjectives qui entraînent elles-mêmes des décisions d'opportunité d'investissement. Ainsi un prix élevé indique une insuffisance de concurrence entre capitaux et donc la présence de surprofits dans le secteur jusqu'à ce que de nouveaux capitaux entrants égalisent le taux ; un prix bas une trop grande abondance de capitaux dont certains vont se retirer du marché, là aussi jusqu'à égalisation du taux.

Cette situation « idéale » ne rend de toute façon pas compte du fonctionnement réel du capital dans son niveau I qui se distingue clairement d'un fonctionnement d'économie de marché. Au sein de ce niveau I, les grandes firmes ne sont pas des preneuses de prix mais des faiseuses de prix à travers, entre autres, la structure oligopolistique des marchés et l'intégration verticale des firmes qui transforme les fournisseurs en filiales de sous-traitance de l'entreprise-mère. Une réalité inacceptable pour ceux qui pensent que les prix sont des transcriptions plus ou moins déformées des valeurs et non pas le signe de la puissance et de rapports de force, pour ceux qui pensent que nous n'avons affaire qu'à un « capital automate » et à des règles impersonnelles. C'est pourtant cette structuration globale et unifiée que cherche à rendre l'expression de « gouvernance » au niveau du discours du capital. Malgré son caractère idéologique, elle a au moins le mérite d'introduire la notion de pouvoir dans la construction idéologique de la société capitalisée.

Les prix de monopoles, les prix d'oligopoles ou de cartels, les prix administrés représentent aujourd'hui la majorité des prix. Les prix sont des créations politiques et juridiques comme le disaient déjà Aristote et plus récemment Castoriadis. Il n'y a pas d'équivalence intrinsèque à l'échange. L'équivalence est extrinsèque et fonction de rapports de forces et de règles institutionnelles. Aujourd'hui, les prix sont d'autant plus ainsi établis que la société capitalisée tend à attribuer un prix à tout, même à ce qui n'en avait pas. Dans ce cas, le prix crée la valeur et non l'inverse ! Et je le répète, dans cette mesure aussi, on peut dire que le capital domine la valeur.

En fait, il semble que la note de de Mattis n'est juste là que pour ce qui concerne le marché boursier et que ce qu'il appelle la valeur est en fait ce qui dans le langage boursier s'appelle la « valeur fondamentale ». On n'en saura pas plus, de Mattis ne semblant pas vouloir s'aventurer dans la polémique boursière et financière entre fondamentalistes et chartistes⁴⁰.

À ne pas vouloir reconnaître que le prix est la seule objectivation de la valeur, de Mattis fait alors resurgir la valeur-travail (p. 84) qui, comme d'habitude, est à la fois source de la valeur (le travail abstrait) et mesure de la valeur (le temps de travail). Et le rôle de l'économie de marché serait de représenter les déterminations subjectives de la valorisation. Place est donc faite au désir du consommateur. Pour l'auteur, le désir ne semble exister que dans l'économie de marché, mais pas dans le capitalisme dont on suppose qu'il n'est régi que par les besoins de l'accumulation et du profit. C'est cohérent avec sa reprise des thèses de *Krisis* sur le capital automate : « Ce n'est pas le capitaliste qui crée la valorisation, mais la valorisation qui crée le capitaliste » (p. 144).

La question politique de la valeur-prix est ainsi évacuée. Pourtant, ailleurs (p. 161), on lit bien que « la crise économique est une crise de la domination » ! N'est-ce pas ce qui se passe aujourd'hui avec l'écroulement des prix dans certains secteurs et le développement de tendances déflationnistes ? La crise de la domination apparaît justement dans l'absence de confiance envers la vérité des prix, non pas parce qu'ils s'écarteraient des sacro-saintes valeurs, mais parce qu'ils ne fonctionnent plus comme signaux d'ordre alors que le capitalisme tenait sa force et son organisation de cet ordonnancement par les prix. On en a de multiples exemples que ce soit sur le marché boursier, sur celui de l'immobilier, ou dans la croissance des inégalités de revenus et le fameux « ruissellement de la richesse » (Stiglitz) vers les 1 % les plus riches. « Ils sont les 1 %, nous sommes les 99 % » disaient les indignés et les insurgés du mouvement *Occupy Wall Street*, même si nous avons critiqué le côté simplificateur de ce slogan dans notre n° 16.

De Mattis va seulement essayer de sauver sa critique de la valeur de ses connotations economicistes (la valeur-sujet) et philosophiques (la valeur-essence) en

40 – Les « chartistes » sont les investisseurs qui interviennent en se basant sur la dynamique observée sur les marchés financiers, c'est-à-dire qu'ils jouent sur la volatilité des valeurs et interviennent en temps réels sur le mouvement des cours, sans se soucier des valeurs fondamentales déterminées par les indicateurs macro-économiques de plus longue durée. Les « fondamentalistes » interviennent eux en fonction de la régularité des valeurs fondamentales, sachant que les écarts à la moyenne ne sont que de courte durée. Le problème, c'est que les deux comportements sont rationnels, mais pas dans le même cadre, micro-économique et financier pour les premiers, plus macro-économique pour les seconds.

faisant intervenir l'élément « humain » de la révolte (p. 159). Ainsi, la conception de la valeur-sujet automate ne serait pas incompatible avec la thèse du capital comme rapport social dans la mesure où celui-ci est « contraint par la structure sociale » (p. 145). Si cela veut dire qu'il n'y a pas de décisionnisme pur, c'est une banalité ; si c'est pour dire que la structure décide... en dernier ressort on s'en remet alors à une entourloupe à la Althusser, lequel est à nouveau mis implicitement à contribution... « en dernière instance ».

Le retour à la valeur-travail conduit aussi de Mattis à voir dans toutes les réformes des retraites et de la santé, le signe d'une attaque contre la valeur de la force de travail, comme si le capital se livrait à une nouvelle guerre de classes. Or comme nous l'avons déjà fait remarquer pour ce qui est de la guerre en général, mais c'est valable pour les guerres particulières et donc pour la guerre de classes, pour faire la guerre il faut être deux. Je pose la question explicitement : qui est le deuxième puisque je ne pense pas que de Mattis adhère à la vision de la revue *Échanges et mouvement* pour qui il y a toujours une classe en lutte (voir le titre de leur bulletin « Dans le monde une classe en lutte ») ? Qu'il y ait des luttes, certes, des résistances oui, mais une guerre de classes ? On croirait entendre les insurrectionnalistes.

Il me paraît plus raisonnable de considérer ces réformes comme une tentative d'endiguer le coût croissant de cette force de travail premièrement par rapport à son rôle de plus en plus inessentiel dans la valorisation en tant que travail vivant et secondairement parce que ce coût progresse mécaniquement par le poids des évolutions démographiques... et des progrès du capitalisme qui ont conduit à l'accroissement de l'espérance de vie. La durée de versement des retraites est désormais plus longue, il y a une prise en charge d'un nombre de plus en plus élevé de personnes âgées pendant un temps de plus en plus indéterminé, alors que la viabilité des systèmes de sécurité sociale reposait à l'origine sur l'hypothèse d'une forte proportionnalité entre vie active et vie totale, proportionnalité dont on s'éloigne de plus en plus⁴¹. Vouloir faire travailler plus longtemps les « seniors » quand les « juniors » n'ont plus de travail est certes une absurdité sociale et politique, mais elle est aussi une tentative pour retrouver cette proportionnalité comme si nous étions toujours dans une société du travail.

Cela pourrait être comique, comme en Italie où le gouvernement Monti vient de faire passer l'âge de la retraite à 66 ans dans un pays où à peu près

41 – Pour une intervention critique sur ces points, cf. le supplément à *Temps critiques* no 13 : « Retraites à vau-l'eau et vies par défaut, contre le capital assaut » (2003) dont une partie est reprise et actualisée dans la première partie de « Sur les luttes d'octobre-novembre 2010 », disponible sur notre site à l'article :

URL : <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article287>

l'équivalent de 40 % du PIB est fourni par l'activité souterraine, si ce n'était désespérant pour ce pays qui a connu les plus fortes luttes prolétariennes des années 1960-1970.

S'il s'agissait de mesures liées à une guerre de classes généralisée on ne comprendrait pas pourquoi les prélèvements obligatoires (plus de 55 % du PIB) et les prestations sociales (une part très importante du revenu des salariés) restent à un niveau si élevé en France et dans les pays scandinaves. D'autant que les États-Unis cherchent à rattraper leur retard en ce domaine (projet d'H. Clinton repris par Obama) et que la Chine va bientôt devoir s'y mettre.

De la même façon, pour de Mattis, le délire sécuritaire des États ne servirait qu'à augmenter le temps de surtravail (p. 141) alors qu'il s'agit plutôt d'une politique d'endiguement des nouvelles classes dangereuses dans une perspective qui n'est plus celle de leur mise au travail forcée comme à la fin du XIX^e siècle, mais celle d'une tentative de contrôle de l'employabilité et de l'irreproductibilité d'une partie de la population supposée active. Or, pour reconnaître cela il faudrait ranger au magasin des accessoires la théorie de Marx sur « l'armée industrielle de réserve ». C'est pourtant quelque chose qui me paraissait acquis pour *Théorie Communiste* depuis le n° 22 où il est dit que c'est la fin de l'armée industrielle de réserve. Il n'y a plus de force de travail en attente, mais cela pèse quand même sur le niveau de salaire. Je ne peux que souscrire à cette formulation, à condition de s'y tenir.

9 - L'INDIVIDU DU CAPITAL

De Mattis nous parle d'un « individu du capital », mais il ne lève pas le voile sur ses caractéristiques. Est-ce l'individu dans la société du capital dont il s'agit ou bien d'un individu du capital comme il y aurait un État du capital ? Pas de réponse. Tout juste peut-on lire (p. 152 et note 9) que « Dans les premiers temps du capitalisme industriel, l'individu du capital était essentiellement l'individu bourgeois : il était alors comme il est toujours aujourd'hui [...] ». C'est là qu'on s'aperçoit que de Mattis parle en fait du bourgeois concret possesseur des moyens de production comme si c'était toujours une figure actuelle à notre époque de sociétés par actions où se côtoient sans se connaître des centaines de millions de petits actionnaires qui n'ont que peu de rapport avec le bourgeois d'origine et aucune conscience de classe. On aurait pourtant pu penser qu'il parlerait non pas du bourgeois, mais du modèle de l'individu bourgeois-sujet, un modèle entré en crise avant même que la domination réelle du capital soit effective sous l'effet d'un procès d'individualisation qui va progressivement toucher tous les individus de la société du capital⁴² (qui

42 – Ce procès d'individualisation touchait donc aussi les prolétaires. Certains d'entre nous s'en étaient rendu compte en parlant, au début des années 1980, du passage du

n'est plus une société bourgeoise). Un individu à la fois atomisé par le rapport social capitaliste et particularisé au sein de nouvelles subjectivités sans sujet.

C'est pour cela que je préfère utiliser le terme « d'individu-démocratique », car il me semble mieux synthétiser les caractères de l'individualisation dans la société capitalisée⁴³, mieux représenter les caractéristiques d'un rapport social qui n'est plus centré sur le travail et l'antagonisme entre deux classes, mais sur la capitalisation de toutes les activités humaines. Cette capitalisation n'est néanmoins pas pure domination puisqu'elle implique participation active ou passive de ce même individu (c'est ce qui fait son caractère démocratique) à la reproduction des rapports sociaux. Le rapport social n'est donc pas basé que sur des rapports de force qui opposeraient la grande masse des dominés aux dominants ou au « système ». Un large consensus prévaut autour de ces valeurs démocratiques, qu'elles soient ancrées dans des croyances politiques traditionnelles ou qu'elles prennent des formes libérales/libertaires alimentées par les nouvelles technologies de l'information créatrices d'intersubjectivités.

Il n'y a pas d'extériorité au processus, mais une dépendance réciproque qui reproduit l'ancienne dépendance réciproque dans le rapport capital/travail. À la différence près qu'on ne voit pas immédiatement ni théoriquement quels sont les éléments d'antagonisme ou de pratiques critiques d'un niveau tel qu'ils pourraient susciter autre chose qu'une simple révolte ou une résistance défensive ou encore une indignation passagère. Le prolétariat n'a pas de successeur et nous refusons de croire à sa résurrection par la simple prise de mesures communisatrices. « Le procès d'individuation » ne continue donc pas son œuvre « dans une partie du prolétariat contemporain » contrairement à ce qu'affirme de Mattis (p. 154) qui refuse de choisir. Où alors, il faut dire qu'il continue son travail de sape !

Notre auteur doit bien avoir quelques doutes sur la nature de cet individu du capital puisqu'il a rédigé un *Mort à la démocratie* qui ne s'en tient pas au discours habituel sur la communisation, mais pose la question de l'État et des formes politiques. Les rapports de force et leur mise en forme prennent tout à coup leur importance et ainsi l'idée que la domination ne s'oppose pas à

prolétaire-individu à l'individu-prolétaire. Mais de la même façon qu'*Invariance* avait essayé de dépasser la référence à la classe prolétarienne avec celle de classe universelle, cette tentative de poser l'individu en rapport avec sa classe en changeant la prédominance de pôle, ne pouvait que constituer une étape vers d'autres évolutions qui d'ailleurs, il faut le reconnaître, ne surent pas toujours rester respectables (cf. le devenir de certains individus ayant participé à la revue *L'Unique et son ombre*).

43 – L'ex-leader opéraïste Mario Tronti a mis l'accent sur le rôle joué par l'idéologie et les institutions démocratiques dans la défaite du prolétariat au cours des luttes des années 1968-1973 (cf. *La politique au crépuscule*, Éditions de l'Éclat).

l'exploitation, contrairement à ce que pose depuis longtemps *Théorie Communiste*. Il s'agirait d'un même processus. Mais de Mattis reste dans l'entre-deux, ce qui lui permet de contenter à la fois les révoltés et les théoriciens du prolétariat.

Il serait pourtant plus simple pour de Mattis de préciser et expliciter clairement le rôle historique de l'État dans le procès d'apparition et de développement de la valeur. Cela lui donnerait plus d'arguments pour critiquer la théorie de la dérivation qu'il réfute pourtant, mais sans jamais en tirer de conséquences (cf. p. 154). Cela permettrait aussi plus facilement d'amorcer une critique de la séparation marxienne entre infrastructure et superstructure, entre économie et politique. Mais déjà, telle quelle, la position de De Mattis lui permet d'affirmer que la valorisation du capital constitue un processus étendu à l'ensemble de la reproduction sociale (nous ne disons pas autre chose), ce qui lui est fortement reproché par *Théorie Communiste*⁴⁴. Reproche logique puisque *Théorie communiste* n° 24, par la plume de Roland Simon, en reste au Marx de *L'idéologie allemande* et à des « conditions réelles » qui ne sont pas créées par l'État, mais au contraire le créent pour les préserver (p. 154). De Mattis me semble par ailleurs commettre une inversion quand il dit que le procès d'individuation est proprement capitaliste (p. 153) alors que c'est une tendance millénaire. C'est bien plutôt l'individualisation qui est le propre de la société capitalisée réalisant par là une véritable révolution anthropologique qui bouscule aussi bien la notion « d'individu social » — notion centrale pour un marxisme dont l'un des buts est l'avènement de l'individu immédiatement social — que l'opposition traditionnelle entre individu et société.

À *Temps critiques*, nous avons essayé d'échapper à cette antinomie en introduisant la notion de tension entre l'individu et la communauté avec la perspective de la révolution à titre humain, mais elle ne lève pas toutes les apories. Elle permet simplement de tracer une continuité entre les communautés primitives, les millénarismes et utopies communautaires du passé avec une perspective de communauté humaine future qui ne tienne pas pour nulle ou non avenue, ou comme une errance de l'humanité, le procès d'individualisation millénaire. Au delà de l'individu sujet bourgeois et de l'individu particularisé du capital, l'individu singulier dans sa communauté.

Nous n'avons pas de *kit* théorique tout prêt pour l'emploi et d'ailleurs nous pensons infondée et vaine la reformulation d'une Théorie révolutionnaire avec un grand T.

44 – cf. Numéro 23, p. 153.

10 - POUR CONCLURE, UN *AGGIORNAMENTO* THÉORIQUE MAL ASSUMÉ

Nous pouvons dire que nous avons affaire à un petit *aggiornamento* théorique dans la mesure où le discours s'éloigne passablement de celui de la revue *Théorie Communiste*⁴⁵. Nous en avons pour preuve l'utilisation laudative de notions qui ne font pas partie du corpus d'origine. Il en est ainsi de l'emploi de la notion de domination. Mais son emploi reste flou. Tantôt elle semble n'être qu'un sous-élément de l'exploitation comme à la page 163 : « Les dispositifs particuliers de domination ne peuvent exister sans ce qui fait leur force : l'exploitation », tantôt elle semble englober l'exploitation même si, à un endroit, il est précisé que les deux termes ne sont pas antagoniques.

Les mêmes hésitations se retrouvent quand de Mattis oscille entre la théorie de la valeur-travail et la théorie de la forme-valeur ; entre la valeur essence et la valeur substance. Cette même irrésolution apparaît encore entre la domination qui préexiste au capitalisme — dans la mesure où la valeur existe dès les premières formes d'échange — et l'exploitation comme forme spécifique du « mode de production » capitaliste.

De Mattis manie un éclectisme fait de références explicites (Débord et l'IS, *Théorie Communiste*) ou bien sans références précises lorsqu'il reprend le discours critique de la valeur — à part une note sur Postone — ou encore sans référence du tout quand il semble avoir lu Braudel (note 7, p. 99) sans le citer... ou *Temps critiques* sans le dire. Cet éclectisme n'est pas une tare... à partir du moment où il est pleinement assumé. Il est même indispensable à partir du moment où il ne s'agit pas de refonder la théorie communiste avec un grand T et un grand C. De Mattis parle d'ailleurs de « théorie critique » et non pas de théorie communiste. Dont acte.

Malheureusement dans la nouvelle revue *SIC*, appelée pompeusement « Revue internationale pour la communisation », nous retombons dès la première phrase de son texte, sur une assurance théorique sans faille qui s'exprime par l'affirmation : « Une chose est à présent certaine : dans le monde capitaliste, notre situation ne pourra aller qu'en empirant⁴⁶ » ; une phrase particulièrement intemporelle propre à tout un courant marxiste séculaire qui croît que plus ça va mal plus ça ira mieux. On trouve dans son article d'autres affirmations toutes aussi convenues : « le capitalisme devait donc liquider... » (p. 17) et guidées par l'éternel déterminisme historique : « [...] et c'est *post festum* l'histoire qui saura qui a eu raison ». Ce qui fait que l'idée de communisation

45 – À moins qu'il ne s'agisse d'une opération politique d'envergure comme le suggère A. Dréan dans son texte critique sur la communisation. Je préfère croire quand même à un petit quelque chose de théorique et de critique derrière tout ça.

46 – Léon de Mattis : « Qu'est-ce que la communisation », *SIC*, n° 1, 2011, p. 11.

La théorie de la communisation n'est pas un long fleuve tranquille 159
n'est pas amenée comme une possibilité, comme une autre pour sortir des
aporias de la révolution ou de l'insurrection ou des alternatives, mais par
« C'est qu'il n'y a pas d'autre manière de créer un monde » (p. 29). Un peu
court, non ?

septembre 2012

[suite de la 4^e de couverture]

Il en est de même de la notion de « système » capitaliste : le capital ne tend vers l'unité qu'à travers des processus complexes de division et de fragmentation qui restent porteurs de contradictions et réservent des possibilités de crises et de luttes futures.

C'est bien pour cela qu'il y a encore « société » et que nous parlons de « société capitalisée ». Le capital n'a pas engendré une domestication totale car il se fait milieu, valeurs, culture. Il y a bien une révolution du capital dont les signes se lisent, d'une part, dans une financiarisation et une virtualisation croissantes, d'autre part dans une adhésion partielle des individus à ces valeurs, à cette culture, à cette « ambiance ». L'hypothèse de « crise finale » d'un capitalisme qui posséderait une forte dynamique le poussant à « creuser sa propre tombe » a été démentie par les faits, même si sa dynamique actuelle repose sur le risque et donc suppose l'existence de crises.

Le capital n'a pas de forme consacrée. Si sa forme industrielle a pu constituer pendant une brève période, à l'échelle historique, un facteur de stabilisation, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Nous rejetons tout déterminisme, qu'il débouche sur l'idée d'une stabilisation automatique ou sur la croyance en un auto-effondrement spontané. Les jeux de puissance des uns, l'esprit de commerce ou d'entreprise et la soif de profit des autres, le désir d'un travail bien fait, l'intérêt pour la recherche et la création de savoirs chez d'autres enfin, le poussent sans cesse vers l'innovation. Nous assistons à ce mouvement au cours duquel la société capitalisée s'émancipe de ses contraintes sans que nous-mêmes ayons révolutionné ce monde. Quelle perspective alors nous permettrait-elle de maintenir notre hypothèse révolutionnaire ?

Le capital, dans ses nouvelles tendances, s'appuie sur une organisation en réseaux où les flux de matière et d'énergie ne dépendent pas seulement de la logique du profit, mais aussi des jeux de puissance au sein de ces réseaux. Aujourd'hui, l'État a perdu l'autonomie relative qui était la sienne dans la société de classes. La forme contemporaine de l'État-réseau, présent et actif partout, participatif et englobant, ne se pose plus en superstructure par rapport à une infrastructure capitaliste. Il y a symbiose entre État et capital selon la théorie des trois niveaux que nous avons développée dans notre précédent numéro. L'État n'est pas en surplomb de la société, puisqu'il a recours aux outils connexionnistes pour résorber ses institutions dans diverses formes d'intermédiation. Il en résulte que la forme de domination qu'il exerce n'est plus extérieure aux individus, mais basée sur l'internisation/subjectivisation des normes et des modèles dominants. Parmi ces modèles, celui de la technique joue un rôle central dans la stratification et la structuration de la vie sociale car il n'est pas un sous-produit manipulable à volonté, la seule question fondamentale demeurant celle de l'État ou de l'idée de pouvoir global que ce terme inspire. Bien au contraire, c'est la question de la technique qui se pose en premier lieu et influence de manière décisive les autres choix politiques. Toutefois, si les réseaux techniques ont une influence déterminante sur la dynamique du capital, nous critiquons l'hypothèse d'un « système » technique autonome ou « macro-système », même si ce dernier terme peut avoir une valeur heuristique à condition de lui soustraire les idées d'autonomie ou d'automatisme, de cohérence intrinsèque ou de finalisme qui lui sont généralement associées comme dans l'hypothèse du « capital automate ».

[suite en 3^e de couverture]